



Cycles de formations

*Administrateurs & Administrateurs conseillers*

## COMPTABILITE NATIONALE

-----  
Notes de cours & Applications

**Pr. Ghazouani KAMEL**

Economiste à l'Université de Carthage – IHEC

[Kamel.ghazouani@ihec.rnu.tn](mailto:Kamel.ghazouani@ihec.rnu.tn)



# Table des matières

<i>Chapitre introductif : Objet et champs de la comptabilité nationale</i>	7
<b>I. Rapport avec l'activité économique :</b>	6
<b>II. Sources d'informations et champs d'application</b>	7
1/ La collecte	8
2/ L'Analyse	9
3/ La synthèse	9
<b>I- Les Agents Economiques</b>	11
<b>I.1- Les Sociétés Non Financières</b>	11
<b>I.2- Les Institutions Financières</b>	12
<b>I.3- L'Administration Publique</b>	12
<b>I.4- Les ménages</b>	12
<b>I.5- Le reste du monde : L'extérieur</b>	12
<b>I.6- Application</b>	13
<b>II- Les opérations économiques</b>	15
<b>II.1- Les opérations sur biens et services</b>	15
II.1.1- La production	15
II.1.1.1- Définition	15
II.1.1.2-La production marchande, la production non marchande	15
II.1.1.3-Evaluation	16
II.1.2- La consommation	16
II.1.2.1- La consommation intermédiaire	17
II.1.2.2- La consommation finale	17
II.1.3- La formation brute de capital (FBC)	18
II.1.3.1- La formation brute de capital fixe (FBCF)	18
II.1.3.2- La formation de stocks	19
II.1.4- Le commerce extérieur	19
II.1.5- Applications	19
II.1.5.1- Application 1	19
II.1.5.2- Application 2	20
II.1.5.3- Application 3	21
<b>II-2 Les opérations de réparation</b>	22
II.2.1- Les opérations de répartition du revenu	23
II.2.2- Les transferts en capital	23
<b>II.3- Les opérations financières</b>	23
II.3.1- Instruments de paiement :	24
II-3-2 Instruments de placement	24

II.3.3- Instruments de financement _____	24
II.3.4- les réserves techniques d'assurance _____	25
<b>Chapitre II :</b> _____	<b>26</b>
<b>Les principaux agrégats de la C.N.</b> _____	<b>26</b>
<b>I - Les Agrégats macro-économiques</b> _____	<b>26</b>
<b>II- Evaluation de l'activité économique</b> _____	<b>29</b>
<b>II.1- Les indices de prix</b> _____	<b>29</b>
II.1.1- L'indice des prix à la consommation (IPC) _____	29
II.1.2- Le Déflateur du PIB _____	30
II.1.3 Applications _____	32
<b>III- Les modèles</b> _____	<b>36</b>
<b>III.1- Définition</b> _____	<b>36</b>
<b>III.2- contenu du modèle : les variables et leurs relations</b> _____	<b>37</b>
III.2.1- Variables exogènes, variables endogènes _____	37
III.2.2- les relations économiques _____	37
III.2.3- Utilisation d'un modèle _____	37
<b>Chapitre III :</b> _____	<b>40</b>
<b>Elaboration des comptes nationaux</b> _____	<b>40</b>
<b>1- le compte de production</b> _____	<b>40</b>
<b>4- Compte d'Utilisation des revenus</b> _____	<b>43</b>
<b>5- les comptes d'accumulation</b> _____	<b>44</b>
<b>5.1. Le compte de capital</b> _____	<b>45</b>
<b>5.2. Le compte financier</b> _____	<b>45</b>
<b>Chapitre IV :</b> _____	<b>46</b>
<b>La synthèse des opérations économiques</b> _____	<b>46</b>
<b>1- Le Tableau Economique d'Ensemble</b> _____	<b>46</b>
<b>2- Le TEE simplifié</b> _____	<b>47</b>
<b>3- Le Tableau des Entrées-Sorties : TES</b> _____	<b>49</b>
<b>4- Le Tableau des Opérations Financières : TOF</b> _____	<b>51</b>
<b>5- Application</b> _____	<b>55</b>
<b>Sujet n°1</b> _____	<b>59</b>
<b>Correction du sujet n°1</b> _____	<b>60</b>
<b>Sujet n°2</b> _____	<b>63</b>
<b>Correction Sujet n° 2</b> _____	<b>64</b>
<b>Sujet n°3</b> _____	<b>67</b>
<b>Correction sujet n°3</b> _____	<b>68</b>

# Notes de cours

## Chapitre introductif : Objet et champs de la CN

La CN est un système de représentation statistique de l'économie d'une nation qui s'est progressivement imposé à la suite des idées de J.M.Keynes (qui était avant d'être économiste, un statisticien de renom) et de la vogue de la macroéconomie.

### I. Rapport avec l'activité économique :

Deux notions fondamentales sont à retenir pour comprendre le fonctionnement de la CN : la méthode pour constituer les agrégats et la Valeur ajoutée.

**L'agrégat :** la Comptabilité nationale utilise des agrégats pour rendre compte de l'évolution de l'économie. L'agrégat le plus important est celui de la production (que l'on désigne sous les noms de production intérieure brute ou production intérieure nette). Le problème de la création de l'agrégat est lié à l'unité de compte retenue : le prix. C'était la seule unité de compte possible mais il a fallu distinguer le prix du marché – et l'on parle de production intérieure brute au prix du marché pour désigner l'addition de toutes les valeurs marchandes des biens qui entrent dans cet agrégat- du coût des facteurs – et l'on parle de la production intérieure brute au coût des facteurs pour désigner la somme de tous les coûts nécessaires pour fabriquer les biens qui représentent la production nationale.

Un autre problème posé par le prix est la date à laquelle il est constaté. C'est ainsi que si le comptable national reçoit les chiffres de l'industrie automobile avant ceux de l'industrie chimique et qu'entre temps, les prix ont connu une forte hausse, l'agrégat résultant minorera gravement la part de l'industrie automobile dans la production intérieure brute et donnera une fausse image du poids de l'industrie chimique dans cette même production. Pour pallier cette difficulté, on a eu recours à une estimation des agrégats en volume ou en terme réels. C'est à dire que l'on a déflaté les agrégats monétaires en retirant l'influence des variations de prix.

La production intérieure brute au prix du marché se définit comme la somme de tout les biens produits sur le sol national et ce que le producteur soit un tunisien ou un étranger installé en Tunisie. Elle ignore donc les produits réalisés à l'étranger par des entreprises tunisiennes y disposant d'unités de production.

**La valeur ajoutée :** La seconde notion clef de la comptabilité nationale est la valeur ajoutée. Il s'agit de prendre en compte à travers sa fabrication, ce que chacun a apporté comme valeur (a ajouté comme valeur) à celle d'un produit final. Une table comporte ainsi la valeur ajoutée par l'industrie du bois mais aussi celle provenant du designer, des négociants et des transporteurs. A chaque étape, et ce grâce à la matrice des entrées-sorties, on est à même d'évaluer la valeur ajoutée par telle ou telle industrie à un bien donné.

La formule classique est à peu près la suivante pour évaluer la valeur ajoutée :

Valeur ajoutée = prix de vente du produit par l'industrie I – consommations intermédiaires de l'industrie I où le terme de consommation intermédiaire exprime l'ensemble des biens que l'industrie I a été obligée d'acheter pour fabriquer son produit : matière premières, services à l'extérieure (conseils, comptable, designer, transport), produits semi-fini....

La comptabilité nationale est devenue beaucoup plus qu'un simple appareil statistique depuis la fin des années 60. Le taux de croissance de la production intérieure brute mais aussi d'autres agrégats significatifs (indices de prix de la demande globale, agrégats monétaires, niveau général de l'emploi) sont désormais des notions hautement politiques dont l'évolution peut provoquer des crises gouvernementales.

La CN est à ne pas comparer à *la comptabilité publique*. La comptabilité publique représente un corps de règles strictes qui s'applique à la gestion de toutes dépenses ou recette des collectivités territoriales (Etat compris). Ces règles s'appliquent également au budget de l'Etat. Il s'agit des 4 grands principes suivants :

Annualité : Le budget (d'une commune ou de l'Etat) n'est voté que pour une année.

Unité : Un seul document comprend l'ensemble des décisions prises

Universalité : Il n'existe pas de recettes nettes, en ce sens que l'on ne compense pas une dette et une recette. C'est d'ailleurs ce principe qui fait que l'Etat peut devoir 1000 à une entreprise, être en retard dans ses paiements et mettre la dite entreprise en faillite par ce que celle-ci lui doit 100.

Spécialité : il est interdit d'affecter à une dépense précise une recette précise.

## II. Sources d'informations et champs d'application

La CN est une technique de synthèse statistique qui rassemble des informations économiques en provenance de sources statistiques très nombreuses (enquêtes auprès des entreprises, des ménages, fichiers administratifs....).

Des méthodes de passage sont appliquées à ces sources primaires pour aboutir aux comptes nationaux moyennant des classifications et des concepts spécifiques qui déterminent le caractère intégré du système. L'autre exigence liée à la cohérence des données résulte des arbitrages entre les différents comptes établis sur la base des informations primaires.

Le processus général d'élaboration des comptes de la nation comprend plusieurs étapes dans l'établissement d'un compte annuel et plusieurs versions du compte d'une même année. Les différentes phases d'élaboration d'une version d'un compte couvrent la collecte des informations de base, le traitement et l'analyse de ces données dans l'optique des comptes nationaux et la synthèse et l'arbitrage entre les différents comptes de système.

- collecte : une première étape concerne le rassemblement et le dépouillement des informations de base à partir des différentes sources statistiques pour tous les domaines étudiés.
- Analyse : une deuxième phase est consacrée à une première mise en forme de ces données primaires conformément aux cadres et concepts de la comptabilité nationale.

- Synthèse : une troisième étape assure à différents niveaux la cohérence des différents comptes entre eux et dégage les arbitrages nécessaires.

## **1/ La collecte**

Les sources statistiques utilisées dans le cadre de l'élaboration des comptes nationaux sont multiples et spécifiques à chaque domaine étudié au sein d'un même pays.

Pour les entreprises non financières et non agricoles la source principale est constituée par l'enquête annuelle auprès d'un échantillon couvrant environ 2000 entreprises de plus de 10 emplois. Cette enquête est fondamentale pour donner des informations sur la production, les achats, les stocks, les investissements et les données comptables. Elle assure l'estimation des données relatives aux champs des entreprises de plus de 10 emplois. En ce qui concerne le domaine agricole, les sources de base sont constituées par les statistiques agricoles qui déterminent une méthode particulière de l'élaboration des comptes de l'agriculture.

Pour compléter le champ des entreprises, l'institution chargée d'élaborer les comptes de la nation à savoir l'Institut National de Statistique (INS) procède soit à la réalisation d'une enquête ponctuelle sur les entreprises de moins de 10 emplois (secteur non structuré) soit à une actualisation des résultats de cette enquête, tout en intégrant les données des secteurs exogènes à l'enquête.

Pour assurer la couverture des secteurs non couverts par ces enquêtes des monographies et des estimations sont faites annuellement selon les particularités de chaque domaine : abattage, huileries, bâtiments, transport, professions libérales, services, activités non localisées.

Au niveau des institutions financières, la couverture statistique des institutions de crédit est assurée par un certain nombre de sources : les statistiques financières publiées par la BCT, les données comptables incluses dans les rapports annuels (rapports de l'A.P.B.T : Association Professionnelle des banquiers tunisiens) et les réponses à une enquête auprès de ces organismes.

Quant aux entreprises d'assurance, la source principale est constituée par le rapport de la direction générale des assurances (Ministère des finances) et celui de la Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurance (FETUSA) qui donne une situation annuelle agrégée des éléments comptables du secteur. L'INS dispose par ailleurs des rapports annuels de ces entreprises et des documents comptables annexés.

En ce qui concerne les administrations publiques, l'information de base est multiple : Budget général de l'Etat, fonds spéciaux, bordereaux des établissements publics administratifs. Les finances locales sont couvertes aussi par différentes situations dont essentiellement les bordereaux comptables annuels.

Pour les organismes de sécurité sociale et les établissements publics à caractère industriel et commercial qui sont incorporés avec les administrations publiques du fait de leurs activités non marchandes on fait appel aux rapports et documents comptables.

Au niveau des échanges avec l'extérieur, les deux sources essentielles sont constituées par les statistiques du commerce extérieur pour les marchandises et les données de la balance des paiements pour les services, les transferts et les opérations financières.

Quant aux ménages, l'INS dispose des informations sur la consommation tirées des différentes enquêtes quinquennales sur le budget et la consommation des ménages. En fait, le compte des ménages est élaboré pour l'essentiel à partir de la synthèse des différents comptes des autres agents.

D'autres informations sont collectées pour les besoins des comptes : données fiscales sur les produits importés, taux de marge commerciale, indices des prix à la production, indice des prix à la consommation, indices de la production à partir des enquêtes conjoncturelles.

## **2/ L'Analyse**

Cette étape est consacrée à une première mise en forme des données primaires selon le cadre et les schémas de la comptabilité nationale et parfois selon des présentations intermédiaires qui assurent le passage aux comptes nationaux. Ce processus diffère d'un domaine à un autre selon la nature des données et selon la méthode de passage adoptée.

Dans la pratique, les données reçoivent déjà un premier traitement pour garantir une certaine homogénéité et s'assurer de la rectitude (conformité à la raison, à la justice, à la rigueur) des classements. On doit ainsi arbitrer entre données concurrentes, celles censées concerner la même grandeur, et opérer des ajustements en niveau et en conformité avec divers contraintes d'intégrité prédéfinies. Cette première compilation simple conduit à une première sorte de représentation de l'économie nationale. Ce sont des regroupements et agrégations de données relatives à un même secteur institutionnel et présentés selon les normes en usage chez les unités constituant le secteur.

## **3/ La synthèse**

Tous ces travaux sont en pratique entrepris selon un schéma régulier. On commence par les biens et services et leur équilibre qui sont esquissés les premiers aspects du tableau des entrées sorties ; parallèlement on dresse le compte standard, les comptes des opérations de répartition et naturellement les comptes des administrations. En même temps, se construisent les comptes financiers dont la synthèse constituera le T.O.F. (Le tableau des opérations financières), lequel viendra également sous forme condensée renseigner le T.E.E.

La synthèse finale s'effectue lors de l'élaboration du tableau économique d'ensemble. Des arbitrages sont effectués tout au long du processus de compilation pour

concilier les données concurrentes ou incohérentes. Ces synthèses permettent d'assurer la cohérence entre les déferents comptes et de dégager le compte des ménages. Une confrontation des soldes financiers et non financiers permet d'examiner les ajustements correspondants et d'assurer une meilleure intégrité.

Le même processus général conduit à élaborer pour les comptes d'une année donnée plusieurs versions successives. Chaque version se caractérise par la nature des informations utilisées (données provisoires, partielles ou définitives, sous –échantillon ou échantillon complet pour les enquêtes...). Chaque version améliore la précédente par la précision et le détail des informations utilisées et des comptes élaborés. Dans ce schéma et pour une année donnée trois versions sont élaborées :

- un compte provisoire six mois après la fin de l'année étudiée
- un compte semi-définitif 15 mois après la fin de l'année étudiée
- un compte définitif 24 mois après la fin de l'année en question.

## **Chapitre I : Architecture du système de comptabilité nationale**

La comptabilité nationale ne doit pas être confondue avec la comptabilité publique (celle de l'Etat), ni avec la comptabilité des sociétés. Elle mesure pour chaque année l'ensemble des opérations réalisées par tous les Agents ou Secteurs.

Le choix de commencer par la comptabilité nationale se justifie par trois considérations. D'abord, elle précise et explique rigoureusement les notions qu'elle emploie. Ensuite, elle constitue une source précieuse d'information sur l'économie d'un pays, tout en permettant de déterminer le niveau de production, d'investissement, de la consommation, et de les comparer aussi bien dans le temps que dans l'espace. Enfin, elle rend possible l'accomplissement des prévisions.

L'activité économique regroupe l'ensemble des opérations qui lient ces agents économiques entre eux. Ces opérations portent sur des grandeurs ou agrégats telles que la production, l'investissement, la consommation, l'épargne. La comptabilité nationale se veut en fait une technique de synthèse statistique dont l'objet est de fournir une représentation quantifiée d'une économie à travers la définition et le calcul de tels agrégats. En fait, elle vise à présenter l'ensemble des mécanismes économiques dans un cadre comptable cohérent et à les décrire dans un système de comptes enchaînés selon une logique pré-définie, à travers la structure des comptes des secteurs.

Il convient donc, de présenter les agents, les opérations économiques effectuées par ces agents ainsi que les agrégats qui permettent d'appréhender et de mesurer l'activité économique d'un pays. Tel est l'objet de la comptabilité nationale.

### **I- Les Agents Economiques**

La comptabilité nationale retient cinq catégories d'agents économiques. « Unités institutionnelles » classée chacun selon sa fonction économique principale.

#### ***1.1- Les Sociétés Non Financières***

Ce sont les entreprises dont la fonction principale est la production de biens et services marchands (vendu sur un marché). La forme juridique correspond à certaines catégories des personnes morales : EPIC, SA, SARL, EPNA, coopératives. La taille (effectifs d'emplois) est supérieure à un seuil donné : 10 pour l'industrie et 5 pour le commerce.

## ***1.2- Les Institutions Financières***

Le secteur des institutions financières regroupe d'une part les institutions de crédit et d'autre part les entreprises d'assurance :

- Les institutions de crédit ont pour fonction principale le financement de l'économie : Banque Centrale et banques de dépôts en tant qu'institution monétaire (de création de la monnaie), banques de développement, caisse d'épargne et banques off-shore, en tant qu'institutions non monétaires (de financement, de développement et de collecte de l'épargne).
- Les entreprises d'assurance ont pour fonction principale d'assurer différents risques.

## ***1.3- L'Administration Publique***

Elle regroupe toutes les institutions et les services de l'Etat qui ont une double fonction principale :

- Produire des services non marchands destinés à la collectivité.
- Effectuer des opérations de redistribution du revenu ou de la richesse nationale.

L'administration publique comprend :

- L'administration centrale : Les ministères et les organismes sous leurs tutelles.
- Les collectivités locales : communes et conseils régionaux.
- La sécurité sociale<sup>1</sup> : CNRPS, CNSS, CAVIS.

## ***1.4- Les ménages***

Ils sont caractérisés par leur fonction principale à servir la consommation des biens et services, et éventuellement, par la production des biens et services marchands non financiers, en tout qu'entrepreneurs individuels (Il s'agit dans ce cas des entreprises dont la forme juridique correspond aux personnes physiques et dont la taille (effectifs d'emplois) est inférieure à 10 pour l'industrie et les services et 5 pour le commerce).

## ***1.5- Le reste du monde : L'extérieur***

Ce secteur permet de retracer toutes les opérations (exportations, Importations, flux de capitaux...) effectuées entre les unités résidentes et non-résidentes.

---

<sup>1</sup> La sécurité sociale a pour fonction de convenir des risques sociaux déterminés (maladie, invalidité, accident de travail, vieillesse et charges familiales) par le versement de prestations sociales contre de paiement de cotisations sociales obligatoires.

Ces agents ainsi que leurs fonctions principales peuvent être regroupées dans le tableau suivant.

<b>Agent Economique ou secteur institutionnel</b>	<b>Fonction économique principale</b>
Sociétés non Financières	Production de biens et services marchands
Institutions Financières	Financement de l'économie et la couverture de certain risque
Administration Publique	Production de service non marchand pour la collectivité et redistribution du revenu
Ménages	Consommation de biens et services et production par des entrepreneurs individuels de biens et services marchands non financiers
Reste du monde	Ce secteur regroupe les opérations effectuées entre les unités résidentes et non-résidentes

### ***1.6- Application***

Classez les unités suivantes par secteur et sous-secteur institutionnel :

1. Le bureau des études économiques de Mr. Ben Mrad.
2. La mutuelle d'assurance de l'enseignement -MAE-
3. Une usine produisant des composants électroniques employant deux ingénieurs, 5 techniciens et 2 ouvriers qualifiés.
4. Une société dont l'activité consiste à assurer un placement rentable aux capitaux apportés par des particuliers.
5. Une usine textile à Jendouba propriété d'un groupe d'entrepreneurs italiens.
6. Le centre culturel français à Tunis
7. l'hôtel Amilcar propriété de l'UGTT
8. l'UTICA
9. Une unité spécialisée dans l'octroi des crédits agricoles
10. l'UIB

11. L'institut national de Météorologie

12. l'ambassade tunisienne à Damas

13. la STAR

14. la STIA

15. Une société de vente de produits laitiers, son activité est assurée par un ouvrier et deux vendeuses.

16. Un organisme public produisant des médicaments dont le coût de production unitaire est de 14 dinars, et le prix de vente unitaire de 6.500 D, il reçoit des subventions de l'Etat.

### Correction

N° de l'unité	Sous-Secteur Institutionnel	Secteur Institutionnel	Justification
1	Entreprise Individuelle (EI)	Ménages	un seul propriétaire
2	Entreprise d'assurance	Institutions financières (IF)	
3	(EI)	Ménages	petite taille (-10 pers.)
4	Institution de crédit	IF	
5	Société privée	Société non financière (SNF)	résident
6	Extérieur	Extérieur (EX)	non résident
7	Société privée	SNF	activité marchande non financière
8	Institution privé sans but lucratif	Ménages	
9	Institution de crédit	IF	
10	Institution de crédit	IF	
11	Administration Centrale	Administration Publique	activité non marchande
12	Administration Centrale	Administration Publique	Résident
13	Entreprise d'assurance	IF	
14	Entreprise publique	SNF	Biens marchands non financiers
15	E.I	Ménages	petite taille (-5 pers.)
16	E.P.I.C.	Administration Publique	Services non marchands, +50% des ressources sont subventionnées par l'Etat

## **II- Les opérations économiques**

L'activité économique des agents se traduit par des opérations économiques groupées en fonction du critère principal : la nature économique de chaque opération. La comptabilité nationale distingue trois types d'opérations :

- Les opérations sur biens et services,
- Les opérations de répartition,
- Les opérations financières.

### ***II.1- Les opérations sur biens et services***

Elles décrivent l'origine (production, importation) et l'utilisation des biens et services (consommation intermédiaire, consommation finale, formation brute de capital, exportations) pendant une période donnée. Les opérations sur biens et services comprennent donc les opérations de production, de consommation, de formation brute de capital (ou investissement) ainsi que les opérations avec l'extérieur.

#### **II.1.1- La production**

##### **II.1.1.1- Définition**

La production est une activité économique qui consiste à créer des biens et services s'échangeant habituellement sur le marché et obtenus à partir de la combinaison de facteurs de production (matières premières, travail, capital, terre, ...) s'échangeant sur le marché.

Selon cette définition, deux aspects essentiels doivent être retenus : la production concerne des biens et des services, elle peut être marchande ou non marchande.

La production comprend en effet des biens matériels (machines, produits alimentaires, etc.) et des biens immatériels appelés services (commerce, transport, tourisme, assurance, enseignement, médecine, etc.)

##### **II.1.1.2-La production marchande, la production non marchande**

La production est marchande lorsque les biens et les services sont vendus sur un marché à un prix qui peut au moins couvrir ses coûts de production. Si tous les biens sont considérés comme marchands, il n'en est pas de même pour les services.

Un service est considéré comme marchand s'il peut faire l'objet d'une transaction (vente ou achat sur un marché et s'il est produit par une unité institutionnelle dont au moins

50% des ressources proviennent de la vente du service. Par contre, si le service est rendu à titre gratuit ou quasi gratuit (c'est-à-dire à un prix inférieur au coût moyen de production) ou si l'unité institutionnelle fixe moins de 50% de ses ressources de la prestation ou de la vente du service, ce dernier est non marchand.

Le tableau suivant résume le concept de production

	Principaux critères	Exemples
<b>Production de biens</b>	Toujours marchande : prix $\geq$ au coût (moyen) de production	Produits alimentaires, machines, voitures, vêtements, etc.
<b>Production de services</b>	Marchande si plus de 50% des ressources proviennent des ventes	Commerce, transport, tourisme, crédit, médecine Libre
	Non marchande : 1. service gratuit ou quasi gratuit 2. moins 50% des ressources proviennent des ventes	Enseignement, recherche, Services collectifs de l'administration (défense nationale sécurité,...), hôpitaux, services culturels et sportifs

### II.1.1.3-Evaluation

La production de biens et de services est évaluée de deux façons selon qu'elle est marchande ou non marchande :

- Les biens et services marchande sont évalués au prix du marché (hors TVA). Cependant il existe des dispositions particulières concernant les services d'assurance ainsi que ceux rendus par les institutions de crédit.
- Les services d'assurance sont évalués par différence entre les primes reçus d'une part, les indemnités payés et l'accroissement des réserves d'autre part.
- Les services rendus par les institutions de crédits (Production imputée de services bancaires) sont mesurés par convention par le solde des intérêts reçus et des intérêts versés.
- Les services non marchands sont évalués par leurs coûts de production (consommation intermédiaire, rémunérations des salariés, amortissements, impôts indirects).

### **II.1.2- La consommation**

La consommation se présente sous deux formes : consommation intermédiaire et consommation finale.

### **II.1.2.1- La consommation intermédiaire**

#### II.1.2.1.1- Définition

La consommation intermédiaire correspond à l'acquisition de biens et services marchands qui seront détruits ou transformés au cours du processus de production. Il s'agit d'une consommation productive qui porte sur des biens dont la durée de vie est inférieure à une année.

#### II.1.2.1.2- Agents économiques concernés

Tous les agents économiques peuvent avoir une activité productive et effectuer des consommations intermédiaires, ce qui fait apparaître une valeur ajoutée, correspondant à la différence entre la production et les consommations intermédiaires.

Par convention, toute acquisition de biens par l'administration militaire est considérée comme une consommation intermédiaire de ces administrations.

### **II.1.2.2- La consommation finale**

#### II.1.2.2.1 –Définition

La consommation finale correspond à l'achat de biens et services marchands pour satisfaire les besoins individuels et non pour assurer la production de biens.

#### II.1.2.2.2- Agents économiques concernés

Les agents économiques concernés par la consommation finale sont les ménages et l'administration publique :

- Les ménages représentent les principales unités de consommation finale. En effet, tout ce que les ménages achètent y compris les biens durables, à l'exception de la partie productive de leurs activités, est une consommation finale opérée pendant l'année. Le seul produit que les ménages consommateurs investissent, et c'est leur formation brute de capital fixe, est le logement.

- L'administration publique effectue également une consommation finale. En effet, et dans la mesure où il est généralement impossible d'identifier les bénéficiaires des services non marchands qu'elle produit ; La valeur de ceux-ci est affectée, par convention, en consommation finale de l'administration<sup>2</sup>.

### **II.1.3- La formation brute de capital (FBC)**

L'investissement ou la formation brute de capital s'effectue sous deux formes : la formation brute de capital fixe et la variation de stocks.

#### **II.1.3.1- La formation brute de capital fixe (FBCF)**

##### II.1.3.1.1- définition

La formation brute de capital fixe correspond à l'acquisition par les unités productives de biens tels que bâtiments, machines, matières premières, destinés à être utilisés pendant au moins un an dans le processus de production. Cette formation se réalise par ajout (par addition) au stock de biens durables et contribue ainsi à l'augmentation du stock de capital des firmes.

##### II.1.3.1.2- Agents économiques concernés

Les agents économiques concernés sont les sociétés non financières, à titre principal ; les ménages (soit par leurs activités d'entrepreneurs individuels, soit par la construction de logements), les institutions financières et l'administration publique par l'acquisition de biens durables (construction ou entretien d'immeubles, de routes, de ponts, d'aéroport, etc.).

##### II.1.3.1.3- L'amortissement

Pour tenir compte de l'usure et de l'obsolescence des capitaux (la dépréciation due), il est nécessaire de déduire de la formation brute de capital fixe (FBCF), le montant des amortissements nécessaires (A) au maintien intact de la valeur du capital (pour remplacer la partie du capital qui a été usée en une année) :

$$FBCF - A = FNCF \text{ (Formation Nette de Capital Fixe)}$$

---

<sup>2</sup> Par convention, les sociétés non financières et les institutions financières ne peuvent effectuer que des consommations intermédiaires et non de la consommation finale.

### **II.1.3.2- La formation de stocks**

- Les stocks peuvent être définis comme les produits conservés dans les entreprises productives ou utilisatrices ou chez les commerçants, en vue d'une utilisation ou d'une vente future.
- Unités économiques concernées : les sociétés non financières ainsi que les entrepreneurs individuels (ménages)
- Les autres agents économiques ne réalisent pas des stocks, les biens durables qu'ils acquièrent entrent soit dans la consommation finale, soit dans la formation brute de capital fixe. La comptabilité nationale n'enregistre pas les quantités stockées, mais les variations positives ou négatives intervenues dans le volume des stocks entre le début et la fin de l'année.
- La formation de stocks (variation de stocks :  $\Delta S$ ) est considérée comme un investissement (I) car les entreprises, du fait des stocks, ont de l'argent immobilisé (« investi ») au même titre que ceux qu'elles l'ont en machines ou en bureau :  $(I = FBCF + \Delta S)$

### **II.1.4- Le commerce extérieur**

Le commerce extérieur retrace l'ensemble des opérations sur les biens et les services des unités résidentes avec le reste du monde. Il s'agit des opérations d'exportations et d'importation de biens et de services :

- Les exportations sont évaluées F.O.B (Free On Board) c'est-à-dire aux prix du marché à la frontière du territoire et ne comprend pas les frais de transport, d'assurance, etc.
- Les importations sont évaluées C.A.F (coût, assurance, fret) c'est-à-dire à un prix qui comprend tous ces frais.

### **II.1.5- Applications**

#### **II.1.5.1- Application 1**

Classez les opérations suivantes par type d'opération sur les biens et services :

- 1- Achat d'une voiture française par un touriste tunisien en France pour 10.000 D.
- 2- Achat d'obligations par MONOPRIX dans le cadre d'un emprunt national pour 50.000 D.
- 3- Achat d'uniformes pour les femmes de ménage de la Faculté pour 5000.
- 4- La STB a acheté à son PDG une voiture de fonction marque Mercedes en Allemagne pour 30.000 D.
- 5- Acquisition d'un appartement de 25.000 D par Mr Ahmed.
- 6- La valeur totale des matériaux de construction produits par l'entreprise « Bâtiment » s'élève à 100.000 D.

- 7- Vente à une entreprise française de tapis fabriqués en Tunisie pour 3000 D.
- 8- La valeur totale du sucre débarqué au port de Tunis s'élève à 500.000 D.
- 9- L'ensemble des subventions d'exploitation versées par l'Etat aux entreprises s'élève à 78.000D.
- 10- Au 31/12/n, les foyers tunisiens disposaient de beurres non utilisés estimés à 5000 D de plus que les quantités de l'année dernière, celles dans les pâtisseries de la capitale sont de 25000 de plus et celles dans les usines de la STIL de 15000 de moins.
- 11- La production de fusibles électriques par l'entreprise ETB est estimée à 30.000 D dont 10.000D achetés par Téléstar pour les utiliser dans les montages de postes radio.
- 12- Mr. Loukil a acheté une Mercedes pour 30.000D chez la succursale tunisienne de Mercedes.

### Correction

Les opérations sur les biens et services concernent : la Production (P), les importations (M), la consommation intermédiaire (CI), consommation finale (CF), la Formation brute du capital fixe (FBCF), la variation du stock (VS) et les exportations (X).

Les opérations 2 et 9 ne sont pas classables parmi les opérations sur les B&S (2 est une opération financière et 9 est une opération de répartition).

Pour les autres opérations on peut les classer comme suit :

Type d'opération	N° de l'opération
Production	6 et 11 (pour les 30.000D)
consommation intermédiaire	3 et 11 (pour les 10.000D)
Consommation finale	12 et 10 (pour les 5.000D)
FBCF	4 et 5
variation du Stock	10 (pour les 25.000D et 15.000D)
Exportations	7
Importations	1 et 8

### Note :

Nous remarquons que l'acquisition de logement par les ménages est conventionnellement considérée comme une FBCF, et que les dépenses des résidents à l'étranger sont considérées comme des importations et les dépenses des non-résidents sur le territoire économique comme des exportations.

### II.1.5.2- Application 2

Soient les opérations économiques suivantes réalisées en 1985 et relatives à l'ensemble de l'économie nationale.

- 1- la production des biens et services (B&S) marchands s'élève à 235000 et celle des services non marchands à 5000.
- 2- la production a nécessité l'achat de 20000 de matières premières, 1000 de fournitures de bureau, 7000 de produits énergétiques, 50000 d'équipements fixes, 30000 de voitures, 20000 de camions.

- 3- la population a dépensé 30000 pour la consommation alimentaire, 10000 d'électricité et d'eau, 5000 de carburants, 30000 pour l'acquisition de voitures et 40000 pour l'acquisition de logements.
- 4- Pour l'ensemble des biens et services stockés dans le pays, on a enregistré une baisse de 1000.
- 5- On enregistre un déficit commercial de 7000 alors que les importations sont de 20000.
- 6- Etablissez l'équilibre macro-économique des opérations sur les B&S, justifiez.

### Correction

L'équilibre macro-économique des opérations sur les B&S est celui qui égalise les emplois et les ressources d'une économie comme suit :

- somme des ressources en B & S = somme des emplois en B&S
- Production (P) + importations (M) = consommation intermédiaire (CI) + consommation finale (CF) + investissement (I) + exportations (X)

Autrement dit :  $(P - CI) + M = CF + I + X$  ou  $VA + M = CF + I + X$

Avec VA : la valeur ajoutée et  $I = FBCF + \Delta S$ .

Dans le cadre de cet exercice :

- La Production = production marchande + production non marchande = 235000 + 5000 = 240000

CI = 20000 + 1000 + 7000 = 28000

Alors, VA = 240000 - 28000 = 212000

- Consommation Finale = Consommation Privée (des ménages) + Consommation Publique (des administrations)

Consommation des ménages = 30000 + 10000 + 5000 + 30000 = 75000

Consommation de l'administration = 5000 représentent la contrepartie de la production des services non marchands qui ne peut être que celle de l'Administration Publique (conventionnellement)

CF totale = 75000 + 5000 = 80000

- Variation des stocks :  $\Delta S = -1000$

- FBCF = 50000 + 30000 + 20000 = 100000 pour les entreprises.

Note : il faut ajouter à la FBCF des entreprises celle des ménages dans l'achat de logement, ce qui fait que :

FBCF totale = 100000 + 40000 = 140000

- Exportations X ?

Le solde commercial =  $M - X = 7000$ ,  $X = M - 7000 = 20000 - 7000 = 13000$  (Il s'agit d'un déficit)

L'équilibre macroéconomique s'établit ainsi :

Somme des ressources = somme des emplois

$212000 + 20000 = 80000 + 140000 - 1000 + 13000$

$232000 = 232000$

### **II.1.5.3- Application 3**

On dispose des informations suivantes sur l'économie nationale à la période t:

Valeur ajoutée brute : 6180; Exportations : 1376; Importations : 1488; Stock à la période t : 40; stock à la période t - 1 : 58; Consommation finale : 5008; achats des biens d'équipement 1000; achats de logements : 310; PISB (produits imputés des services bancaires) : 6; Droits de douane : 14;

1) Etablissez l'équilibre macro-économique des opérations sur les B&S.  
2) Sachant que le budget prévisionnel de la période t+1 table sur une croissance de 5% du PIB et de 10% des importations :

a) calculez les ressources prévisionnelles en B&S de cette économie.

b) établissez l'équilibre macroéconomique prévisionnel des opérations sur les B&S avec l'hypothèse que 80% de l'excédent en ressources par rapport à la période t seront consacrés à la consommation finale et le reste à la FBCF.

### Correction

$$1) \text{ PIB} + M = CF + FBCF + VS + X$$

$$\text{PIB} = \text{VAB} + \text{Droits de douane} - \text{PISB}$$

$$\text{PIB} = 6180 + 14 - 6 = 6188$$

$$\text{Donc : } 6188 + 1488 = 5008 + (1000 + 310) + (48 - 58) + 1376$$

$$7676 = 7676$$

2)

$$\text{a- le PIB à } (t+1) = 6188 + 6188 * 5\% = 6497,4$$

$$\text{b- les importations à } (t+1) = 1488 + 1488 * 10\% = 1636,8$$

Donc les ressources disponibles sont le PIB et les importations :

$$6497,4 + 1636,8 = 8134,2$$

b- la Consommation finale à t+1 serait égale à celle de la période t augmentée de 80% de l'excédent en ressources par rapport à la période t, cet excédent est égal à  $8134,2 - 7676 = 458,2$

$$\text{Donc la CF } (t+1) = 5008 + 458,2 * 80\% = 5374,56$$

$$\text{La FBCF } (t+1) = 1310 + 458,2 * 0,2 = 1401,64$$

L'équilibre macro-économique prévisionnel s'établirait ainsi pour la période (t+1):

$$6497,4 + 1636,8 = 5374,56 + 1401,64 - 18 + 1376$$

$$8134,2 = 8134,2$$

## II-2 Les opérations de réparation

Le processus de production dégage une valeur ajoutée qui est réparti entre ceux qui ont fourni des facteurs de production et redistribués entre tous les agents économiques par l'intermédiaire des prélèvements obligatoires et des transferts.

Les opérations de répartition sont donc de deux types : les opérations des répartitions du revenu et les transferts en capital.

## **II.2.1- Les opérations de répartition du revenu**

Elles comprennent :

- La rémunération des salariés : salaires et traitements bruts, cotisations sociales.
- Les impôts indirects : notamment la TVA et les droits de domaine.
- La subvention d'exploitation : elle est versée par l'administration au profit de certaines entreprises qui vendent leurs produits et services à un prix inférieur aux coûts de production (exemple : la subvention payée aux entreprises de transport)
- Les revenus de la propriété et de l'entreprise à savoir notamment les intérêts et les dividendes.
- Les opérations d'assurance, dommages relatives à la couverture de risques tels que l'incendie, l'accident, le vol, la maladie, etc. et qui comportent le versement de primes et d'indemnités.
- Les impôts directs qui sont prévus sur le revenu et le patrimoine des agents : impôt sur les bénéfices des sociétés, impôts sur le revenu des personnes physiques, etc.
- Les cotisations sociales et les prestations sociales destinées à satisfaire les besoins des ménages dans le domaine de la maladie, de la vieillesse, de l'invalidité, etc.
- Autres transferts courants.

## **II.2.2- Les transferts en capital**

Ce sont des opérations qui influeront sur les investissements et les éléments du patrimoine des agents économiques mais qui n'ont pas d'incidence directe sur la formation du revenu de ces agents. Il s'agit essentiellement des subventions d'équipement versées par l'administration publique sous forme d'aide à l'investissement.

## **II.3- Les opérations financières**

Les opérations financières sont les opérations relatives à la création, à la collecte et à la mise en œuvre des moyens de financement de l'économie. Elles se distinguent des autres opérations économiques par deux traits :

- Elles n'affectent pas la valeur nette du patrimoine. Elles ne font que modifier sa structure. La valeur nette du patrimoine correspondant à la richesse est définie comme étant le stock de biens matériels et financiers détenus par un agent ou par un pays à un moment donné. Elle est égale à la différence entre l'actif (biens matériels + créances) et le passif (dettes).

- Elles ne sont pas traitées en termes de ressources et emplois puis quelles ne concernent que la variation des avoirs et des engagements des agents en monnaie et autres créances (la monnaie est considérée comme une créance sur le système bancaire). Il s'agit en fait des flux nets de créances (acquisition moins recouvrements) et des flux nets de dettes (dettes contractées moins dettes remboursées).

### **II.3.1- Instruments de paiement :**

Les moyens de paiement sont constitués par l'ensemble des créances pouvant servir au règlement immédiat de transactions effectuées sur le territoire national ou dans le reste du monde. Ces créances peuvent être divisées en :

- Moyens de paiement internationaux : dettes et droits de tirage spéciaux (D.T.S).
- Monnaie : elle est composée par les pièces, les billets et les dépôts. la monnaie est susceptible d'être transférés par chèque ou virement.

### **II-3-2 Instruments de placement**

C'est un ensemble de dépôts non monétaire et de titres représentatifs soit, de créances (bons d'obligations) soit de droits de propriété (actions), ils sont classés comme suit, par ordre de liquidité décroissante :

- Dépôts non monétaires : ce sont les dépôts qui ne peuvent être immédiatement utilisés comme moyens de paiement c'est à dire mobilisés par chèque ou ordre de virement (dépôts à terme, dépôts dans les caisses d'épargne...)
- Bons négociables à court ou moyen terme qui peuvent circuler sur un marché (exemple : Bons de trésor qui correspondent à des créances sur l'Etat).
- Obligations : ce sont des titres cotés en bourses dont l'intérêt fixe, est payable par coupons annuels plus d'un montant remboursable à une date d'échéance précise.
- Actions et autres participations : ce sont des titres synonymes de droit de propriété puisqu'ils assurent aux porteurs une quote-part de la propriété de l'entreprise ainsi qu'une participation aux bénéfices réalisés chaque année (dividende)

### **II.3.3- Instruments de financement**

Les instruments de financement correspondent à des crédits qui sont classés, selon leur durée, comme suit :

- Crédits à court terme : ils sont destinés à financier les besoins de trésorerie des entreprises et des ménages ; ce sont des prêts dont la durée est au plus égale à deux ans (découverts, avances, escompte, d'effets commerciaux)
- Crédits à moyen et long terme : ils permettent le financement d'opérations d'investissement en biens d'équipement ou logement et qui correspondent à des prêts dont la durée est supérieure à deux ans.

### II.3.4- les réserves techniques d'assurance

Les versements effectués par les sociétés d'assurance en contrepartie des primes qu'elles encaissent sont comptabilisés au passif de sociétés comme réserves technique (c'est à dire des créances des assurés sur les entreprises d'assurance).

L'ensemble des opérations financières peuvent être synthétisés dans le tableau suivant :

Opérations financières	
Instruments financiers	Eléments
1-Instruments de paiement	- Moyens de paiements internationaux (or, devises, DTS) - Monnaie (pièces, billets et dépôts à vue)
2-Instruments de placement	- Dépôts non monétaires (dépôts à terme, dépôts dans les caisses d'épargne) - bons de trésor - Obligations - Actions
3-Instruments de financement	- Crédit à court terme - Crédit à moyen et long terme
4-Réserves techniques d'assurance	- cotisations d'assurance

## Chapitre II :

### Les principaux agrégats de la C.N.

#### I - Les Agrégats macro-économiques

Les agrégats sont des grandeurs caractéristiques d'une économie donnée. Ils synthétisent les performances globales de l'activité économique et sont donc utiles pour situer le niveau de cette activité dans le temps et dans l'espace.

##### *a-Produit Intérieur Brut (PIB)*

Le PIB, principal indicateur synthétique de l'activité économique, mesure l'enrichissement productif du pays. Il se calcule selon trois approches :

- Le *PIB* est défini par la dépense : C'est la valeur des biens et services issus de la production des unités résidentes et disponibles pour les emplois finals.

$$PIB + Importation = Consommation finale + formation Brute de capital fixe (FBCF) + Variation des stocks + Exportations$$

- Le PIB est évalué aux prix du marché, les importations sont évaluées CAF, les exportations FOB et les autres emplois finals sont évalués aux prix d'acquisition.

- Le PIB est défini par la production : C'est la somme des valeurs ajoutées (production moins consommation intermédiaire) des unités résidentes corrigées :

- des impôts sur les importations (en plus)
- de la production imputée des services bancaires, (PIJB) en moins.

Cette production est calculée pour convention comme le solde des intérêts remis et des intérêts versés. Elle n'est pas ventilée entre les différents utilisateurs dont les valeurs ajoutées sont par conséquent gonflées. Un ajustement global permet de l'éliminer.

$$PIB = \Sigma \text{ des valeurs ajoutées} + \text{impôts sur les importations} - \text{ajustement pour PIB}$$

Le PIB est défini par le revenu : c'est la somme des rémunérations des facteurs de production et des impôts indirects nets de subventions.

$$PIB = \text{Rémunération des salaires versés par les unités résidentes} + \text{excédent brut d'exploitation des unités résidentes} - \text{ajustement pour PISB} + \text{impôts indirects} - \text{subvention d'exploitation}$$

Le *PIB* aux coûts des facteurs (c.f) est la somme des deux premiers éléments  
*PIB aux c.f = rémunération des salaires + excédent brut d'exploitation*

*PIB aux p.m = PIB aux C.F + impôts indirects nets de subvention.*

*b- Produit national brut (PNB)*

Le PNB est un indicateur utile pour des comparaisons internationales. Il est égal au PIB corrigé (en plus) des revenus des facteurs (c'est à dire du travail, de la propriété et de l'entreprise) reçus de l'extérieur net des même revenus versés à l'extérieur (salaires, intérêts, dividendes et autres revenus) :

$$PNB = PIB + Revenus de facteurs reçus de l'extérieur (salaires<sup>3</sup>, intérêts, dividendes, autres revenus) - revenus de facteurs versés à l'extérieur$$

*c-Revenu National (R.N)*

Le Revenu national est égal au PNB déduction faite de la consommation de capital fixe (amortissement)

$$Revenu National = PNB - Amortissement$$

*d-Revenu National disponible (RND)*

Le Revenu national disponible est la part du revenu national qui est disponible pour la consommation finale et l'épargne. Il est obtenu à partir du revenu national moyennant un ajout des autres transferts courants de l'extérieur nets des impôts directs et des autres transferts courants.

$$Revenu National Disponible = Revenu national + autres transferts courants reçus de l'extérieur - autre transfert courants versés à l'extérieur$$

*e-La consommation finale*

La consommation globale correspond à la consommation publique et à la consommation privée. La consommation publique représente la consommation finale en services non marchands des administrations publiques. La consommation privée représente la consommation finale des ménages (résidents) sur le territoire économique et à l'extérieur.

<sup>3</sup> Les « économies sur salaires » des travailleurs, immigrés tunisiens à l'étranger ne sont pas considérés comme des revenus de facteurs mais sont intégrés dans les, autres transferts courants. En effet, les travailleurs immigrés sont classés comme non-résidents.

### f- Epargne Nationale

L'épargne nationale est la différence entre le revenu national disponible et la consommation finale. Elle est brute ou nette selon qu'elle inclut ou non l'amortissement :

$$\text{Epargne nationale} = \text{revenu national disponible} - \text{consommation globale}$$

### g-Formation brute de capital (FBC)

la formation brute de capital ou investissement correspond à la formation brute de capital fixe (FBCF) et aux variations de stocks

$$\text{FBC (Investissement)} = \text{FBCF} + \Delta S$$

### h-Capacité ou Besoin de financement de la nation

L'épargne nationale augmentée des transferts en capital reçu de l'étranger net des mêmes transferts versés à l'étranger sert à financer l'investissement. le besoin de financement de la nation correspond à une capacité de financement de l'étranger (en moins)

$$\text{Besoin de financement de la nation} = \text{Epargne nationale brute} + \text{transferts en capitaux reçus de l'étranger} - \text{transferts en capital versés à l'étranger} - \text{Investissement}$$

D'autres agrégats peuvent être calculés à partir de certaines opérations ou à partir des sources d'informations de base comme : les niveaux d'importation et d'exportation, le déficit commercial, le solde courant de la balance des paiements, le déficit budgétaire, l'endettement extérieur, le service de la dette...

### i-Quelques ratios

A partir des agrégats, certains ratios peuvent être calculés permettant une analyse de la situation économique d'un pays.

### QUELQUES RATIOS

Taux d'épargne	= Epargne nationale/ Revenu national disponible
Taux d'investissement	= Formation brute / PIB de capital
Taux d'épargne des ménages	= Epargne brute /Revenu disponible brut
Taux de valeur ajoutée	= valeur ajoutée / production brute
Taux de marge	= Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute
Taux d'investissement des entreprises	= FBC/ valeur ajoutée brute
Taux d'autofinancement des entreprises	= Epargne brute/FBCF
Ratios par tête (PNB, Consommation...)	= Agrégat / Effectif de la population

## II- Evaluation de l'activité économique

Les Agrégats macro-économiques établis par la comptabilité nationale sont généralement exprimés en valeur ou en unités monétaires c'est-à-dire des quantités multipliées par des prix. Or d'une année à l'autre, se modifient à la fois les prix et les quantités et il est impossible de procéder à des comparaisons dans le temps sur la base d'agrégats exprimés à prix courants.

En effet, l'analyse de l'évolution des agrégats macro-économiques dans le temps exige le recours à des indices de prix permettant de saisir les mouvements réels (effectifs) de l'activité économique. D'où la nécessité de distinguer entre évolution en valeur (à prix courants) et évolution en volume (à prix constants).

### II.1- Les indices de prix

Un indice de prix est une moyenne pondérée des prix d'un certain nombre de biens et de services, qui permet de rendre compte de la hausse des prix ou de l'inflation.

Les indices de prix les plus utilisés sont l'indice des prix à la consommation (IPC) et le déflateur du PIB (indice implicite des prix du PIB).

#### II.1.1- L'indice des prix à la consommation (IPC)

##### a-Définition

L'indice des prix à la consommation (IPC), connu aussi sous le nom de l'indice général des prix à la consommation familiale, est la mesure de l'inflation la plus utilisée.

L'IPC mesure la hausse des prix d'un panier de biens de consommation et de services composés de six groupes de produits à savoir : Alimentation ; habitation ; Habillement ; Hygiène et soins ; transport ; loisir & culture.

### b-Méthode de calcul

L'IPC est calculé en pondérant le prix de chaque produit par la part de ce produit dans les dépenses de consommation des ménages.

### c-Exemple

Supposons que les consommateurs achètent trois biens : produit alimentaires, logement, et transport. Supposons également que d'après une enquête de consommation, les ménages consacrent 50% de leur dépense (budget) en biens alimentaires, 30% en logement et 20%, en transport.

En prenant 1994 comme année de base, nous normalisons à 100 le prix de chaque bien de telle sorte que l'indice des prix ne serait pas affecté par des unités de mesure différentes de chaque produit. Ceci indique également qu'à l'année de base, l'IPC est égal à  $100 = [(0.50 \cdot 100) + (0.30 \cdot 100) + (0.20 \cdot 100)]$ .

En 1995, supposons que les prix des biens alimentaires, du logement et du transport ont augmenté respectivement de 6.9%, 3.8% et 2.4%.

L'IPC en 1996 serait de :

$$\begin{aligned} \text{IPC (1996)} &= (0.50 \cdot 106.9) + (0.30 \cdot 103.8) + (0.20 \cdot 102.4) \\ &= 105.07 \end{aligned}$$

Ceci signifie que si on prend en 1994, la base 100 pour l'IPC, alors celui-ci est égal à 105.07 en 1995

Le taux d'inflation (qui mesure la hausse du niveau général des prix) serait égal en 1995 à :  $(105.07/100-1) = 5.07\%$

## **II.1.2- Le Déflateur du PIB**

### a-Définition

Le déflateur du PIB appelé aussi l'indice implicite (des prix) du PIB est une moyenne pondéré des prix de tous les biens et services du PIB c'est à dire de toutes les composantes du PIB (consommation, investissement et exportations nettes). La pondération attribuée à chaque composante étant égale à son importance en pourcentage du PIB total.

*b-Méthode de calcul*

Le Déflateur du PIB est défini comme étant le rapport entre le PIB nominal et le PIB réel.

- Le PIB nominal ou PIB à prix courants (PQ) est le PIB d'une année donné exprimé aux prix de marché de la même année. Il est égal à la quantité des biens et services produits au cours d'une année multipliée par leur prix de cette même année.

- Le PIB réel ou PIB à prix constants (Q) est le PIB d'une année de base ou année de référence. Le PIB réel élimine la hausse des prix (inflation) et mesure, l'enrichissement effectif ou réel du pays.

- Le Déflateur du PIB serait donc égal à :  $\text{Déflateur du PIB} = \frac{\text{PIB nominal}}{\text{PIB réel}}$

*c-Exemple*

	Année 1	Année 2	PIB nominal	PIB réel
Production en unités	10.000	10.200	30.000	30.000
Prix d'une unité	3 <sup>D</sup> .000	3 <sup>D</sup> .600	36.720	30.600
Déflateur de PIB (année de base = année 1 )	1	1.2	-	-

Nous constatons pour cette économie que le PIB nominal a augmenté de 22.4% entre les deux années. Cependant si on prend l'année 1 comme année de base c'est à dire que le déflateur des prix en cette année serait égal à 1, le PIB réel (PIB nominal / déflateur), a augmenté seulement de 2%. Ainsi la croissance du PIB réel, qui élimine la variation des prix, est de 2% et cela correspond exactement à l'augmentation effective de la production en volume.

En résumé, l'analyse macro-économique a été fixe jusqu'ici selon une approche compatible basée sur la définition d'un ensemble de grandeurs macro-économiques. Cette approche peut être qualifiée de descriptive puisqu'elle se limite à la présentation d'une situation de fait relative à l'activité économique d'un pays donné et à un moment donné.

Aller au-delà, c'est étudier les mécanismes et les facteurs qui conduisent à l'état de l'économie, effectivement observé.

Ce faisant, on passe d'une approche descriptive à une approche explicative des phénomènes macro-économiques basés sur la nation de modèles.

## II.1.3 Applications

### Application 1

Le tableau suivant fournit les éléments nécessaires à l'évaluation de la production d'un bien.

Années	Production annuelle	Prix à la production d'une unité
1996	6000	70
1997	6100	80
1998	4800	100
1999	5000	150

1. Calculer pour chacune des années considérées :
  - la valeur de la production à prix courant
  - la valeur de la production au prix de l'année 1996.
2. Calculer pour chacune des années l'indice de prix à la production

### Correction

#### 1. Valeur de la production

Valeur de la production à prix courant  
 = quantité de l'année t \* prix de l'année t =  $Q_t * P_t$   
 Avec t = 1996, 1997, 1998 et 1999.

Valeur de la production de l'année (t) au prix de l'année (n) = quantité de l'année t \* prix de l'année n =  $Q_t * P_n$

L'année n est appelée année de base. Dans le cadre de cet exercice n = 1996.

Années	Valeur de la production à prix courants ( $Q_t P_t$ )	Valeur de la production au prix de 1996 ( $Q_t P_{1996}$ )	Indice de prix à la production (base 100 = 1996) $= (Q_t P_t / Q_t P_{1996}) * 100$
1996	420000	420000	100
1997	488000	427000	114.28
1998	480000	336000	142.85
1999	750000	350000	214.28

#### *Interprétation des résultats :*

La variation de la valeur de la production (à prix courant) d'une année à l'autre peut provenir :

- de la variation de la quantité produite (effet quantité)
- de la variation du prix (effet prix)

Il peut être intéressant pour l'analyse économique de séparer les deux effets afin de pouvoir mesurer l'effort productif et réel d'une économie.

On constate que la production courante est passée de 420000 en 1996 à 750000 en 1999 soit une augmentation de 78.5%. Cette augmentation s'explique par les variations des quantités et des prix.

Le calcul de la valeur de la production à prix constant permet d'éliminer l'effet prix. La variation de la valeur de la production d'une année à l'autre est due uniquement à la fluctuation des quantités. On constate que, aux prix de l'année de base 1996, la production est passée de 420000 en 1996 à 350000 en 1999, soit une diminution de 16.66%. Cette diminution s'explique uniquement par la fluctuation des quantités puisque les prix ont été maintenus constants dans le calcul.

La différence de résultat entre une hausse de 78.5% et une baisse de 16.66% s'explique par un taux d'inflation (taux de variation du niveau des prix) élevé sur la période considérée.

## 2. Indice de prix à la production

D'une façon générale on calcule l'indice d'une grandeur X quelconque à une date t par rapport à une date n servant l'année de base ou l'année de référence comme suit :

$$\text{Indice } X_{t/n} = (\text{valeur de } X(t) / \text{valeur de } X(n)) * 100.$$

Base 100 = n

Indice de prix à la production de l'année t base 100 en 1996 =  $I_{t/1996}$

$$I_{t/1996} = (\text{valeur de la production } (t) / \text{valeur de la production } (1996)) * 100. \\ = P_t Q_t / P_{1996} Q_t$$

Avec t = 1996;1997;1998;1999 (pour le calcul voir tableau ci dessus-colonne 4)

Le taux d'inflation sur la période est égal à :

$$(214.28/100)^{1/3} - 1 = 28.92\%$$

### **Application 2**

On donne les valeurs du PIB pour les années 1980, 1987 et 1988 (prix courants) :

PIB (80) = 2808 ; PIB (87) = 5301 ; PIB (88) = 5658 ;

et les valeurs du PIB de 1988 aux prix de 1980 et aux prix de 1987 :

PIB (88/80) = 3270 ; PIB (88/87) = 5477.

- a- Quelles ont été les évolutions, en valeur et en volume, du PIB de 1980 à 1988 ?
- b- En déduire le taux de croissance annuel moyen du volume du PIB de 1980 à 1988.
- c- Donner une mesure de l'évolution des prix pour cette même période.
- d- Reprendre les mêmes questions pour la période 1987-1988.

**Correction**a) Période 1980-1988

L'évolution en valeur s'exprime très simplement ; la variation relative du PIB entre ces dates est donnée par :

$$\frac{PIB(88)-PIB(80)}{PIB(80)} = \frac{PIB(88)}{PIB(80)} - 1 = \frac{5658}{2808} - 1 = 1.015$$

Le PIB a donc augmenté en valeur de 101.5% entre 1980 et 1988. On dit aussi qu'il a été multiplié par 2.015 (indice = taux de croissance + 1)

L'évolution en volume (ou à prix constants) est obtenue en éliminant l'influence de la variation des prix entre les deux années; la valeur du PIB (88/80) répond précisément à la question : le volume de la production de 1988 a été valorisé aux prix de 1980. La variation relative du volume du PIB entre ces dates est donc donnée par :

$$\frac{PIB(88/80)-PIB(80)}{PIB(80)} = \frac{PIB(88/80)}{PIB(80)} - 1 = \frac{3270}{2808} - 1 = 0.165$$

Le PIB a donc augmenté en volume de 16.5%. On dit encore qu'il a été multiplié entre 1980 et 1988 par 1.165.

On peut en conclure que la forte croissance du PIB en valeur entre 1980 et 1988 est essentiellement due à l'augmentation des prix.

b) taux de croissance annuel moyen du volume du PIB de 1980 à 1988.

$$\text{Soit } r \text{ ce taux ; on a : } PIB(88/80) = (1+r)^8 PIB(80)$$

$$\begin{aligned} \text{d'où : } \quad (1+r)^8 &= 3270/2808 = 1.165 \\ 1+r &= (1.165)^{1/8} = 1.019 \\ r &= 0.019 \end{aligned}$$

le taux de croissance annuel moyen en pourcentage est donc de 1.9%.

c) L'évolution des prix sur la période s'obtient en tenant compte du fait qu'une évolution en valeur est le produit de l'évolution en volume par l'évolution en prix :

Indice de valeur = indice de volume \* indice de prix

$$\frac{P_t Q_t}{P_{t-1} Q_{t-1}} = \frac{Q_t}{Q_{t-1}} \frac{P_t}{P_{t-1}}$$

on a ainsi :

$$\frac{P_t}{P_{t-1}} = \frac{P_t Q_t}{P_{t-1} Q_{t-1}} \bigg/ \frac{Q_t}{Q_{t-1}}$$

Indice de prix = indice de valeur / indice de volume = 2.015/1.165 = 1.734.

Les prix ont été multipliés par 1.73, ce qui correspond à une hausse de 73%.

On peut, comme précédemment calculer un taux d'inflation annuel moyen sur la période :

$$\begin{aligned}(1+r)^8 &= 1.73 \\ 1+r &= (1.73)^{1/8} \\ r &= 0.071\end{aligned}$$

Le taux d'inflation annuel moyen sur la période est donc de 7.1%.

#### d) Période 1987-1988

La même démarche conduit à :

- évolution en valeur du PIB : 6.7%
- évolution en volume du PIB : 3.3%
- évolution des prix : 3.3%

### **Application 3**

Soient les évolutions du PIB aux prix courants (en Md) et aux prix constants de 1990 (en Md) :

	1993	1994	1995	1996	1997
PIB aux prix courants	14663	15814	17052	19066	20900
PIB aux prix constants	12380	12774	13074	14008	14768

Source : INS

1.

- Calculer les taux de croissance annuels du PIB aux prix courants
- Indiquer pour toute la période (93/97), le taux de croissance annuel moyen du PIB.
- Comparer ces taux à ceux du PIB aux prix constants.
- Comment s'expliquent les différences entre les deux taux.

2. Indiquer pour toute la période, le taux de croissance annuel moyen des prix.

### **Correction**

1.

- Le taux de croissance annuel du PIB entre les années t=1 et t=2,  $g_{t/t-1} = (PIB_2 - PIB_1)/PIB_1$

	1994	1995	1996	1997
taux de variation du PIB aux prix courants	7.84	7.82	11.81	9.61
taux de variation du PIB aux prix constants	3.18	2.34	7.14	5.42

- Le taux de croissance annuel moyen du PIB pour la période t=1 à t = 5 :

$$g = \sqrt[4]{\frac{PIB_5}{PIB_4} \frac{PIB_4}{PIB_3} \frac{PIB_3}{PIB_2} \frac{PIB_2}{PIB_1}} - 1 = \sqrt[4]{\frac{PIB_5}{PIB_1}} - 1$$

Ainsi pour la période 1993/1997, le taux de croissance annuel moyen du PIB aux prix courants est :

$$g = \sqrt[4]{\frac{20900}{14663}} - 1 = 9.26\%$$

et le taux de croissance annuel moyen du PIB aux prix constants est :

$$g^* = \sqrt[4]{\frac{14768}{12380}} - 1 = 4.5\%$$

Le PIB à prix constant permet d'éliminer l'effet prix qui continue à apparaître dans le calcul du PIB à prix courants.

L'évolution des prix sur la période s'obtient en tenant compte du fait qu'une évolution en valeur est le produit de l'évolution en volume par l'évolution en prix :

Indice de valeur = indice de volume \* indice de prix

$$\frac{P_t Q_t}{P_{t-1} Q_{t-1}} = \frac{Q_t}{Q_{t-1}} \frac{P_t}{P_{t-1}}$$

on a ainsi :

$$\frac{P_t}{P_{t-1}} = \frac{\frac{P_t Q_t}{P_{t-1} Q_{t-1}}}{\frac{Q_t}{Q_{t-1}}}$$

$$\text{indice de prix} = \text{indice de valeur} / \text{indice de volume} = (20900/14663)/(14768/12380) = 1.102$$

Le taux de croissance annuel moyen des prix sur la période (ou taux d'inflation) est égale à :

$$\begin{aligned} (1+r)^4 &= 1.102 \\ 1+r &= (1.102)^{1/4} \\ r &= 2.45\% \end{aligned}$$

### III- Les modèles

#### III.1- Définition

Un modèle est une représentation simplifiée de la réalité économique et dont l'élaboration fait appel au langage mathématique. Il est destiné à expliquer la réalité économique ou à agir sur elle. Le modèle ne simplifie pas seulement la réalité, il a aussi pour objet de montrer comment les phénomènes s'articulent entre eux. Il s'agit donc d'une représentation formelle de l'interaction de certains phénomènes économiques.

### **III.2- contenu du modèle : les variables et leurs relations**

Le modèle est constitué par une série d'équations qui expriment les relations existantes entre des variables exogènes et des variables endogènes.

#### **III.2.1- Variables exogènes, variables endogènes**

Les variables dites exogènes ou indépendantes sont considérées comme déterminées en dehors du modèle c'est à dire en dehors du système d'explication proposé (exemples : mouvement démographique. Politique gouvernementale).

Les variables dites endogènes ou dépendantes sont les variables dont les valeurs résultent de la résolution du modèle. (Exemples : prix, salaires, emploi, etc...)

#### **III.2.2- les relations économiques**

Les liaisons entre les variables sont décrites par des relations qui peuvent être de trois types :

- Relations d'équilibre : aussi les relations compatibles ou encore les identités compatibles sont des relations qui assurent l'égalité entre l'offre et la demande sur un marché ou entre les emplois et les ressources d'une économie .Exemple :  $PIB + M = C+I+G+X$

- Relations techniques : elles traduisent les contraintes techniques et correspondent aux fonctions de production qui indiquent la relation entre quantités de facteurs et quantités de produit. Exemple :  $Y = K^\alpha L^\beta$

- Relations de comportements : elles décrivent le comportement des agents économiques par exemple en matière de consommation, d'investissement ou de demande de monnaies.

#### **III.2.3- Utilisation d'un modèle**

L'analyse en termes de modèles a plusieurs mérites :

- Elle permet de vérifier la cohérence entre différentes hypothèses et différentes relations de comportement ou d'équilibre.
- Elle se prête à la quantification (analyse quantitative). Il est possible de présenter des arguments cohérents en termes littéraires, mais la présentation sous forme de modèle, permet l'estimation des relations économiques.
- Permet de faire des prévisions et de simuler l'incidence des politiques économiques, la simulation consiste à déterminer dans le cadre d'un modèle les effets des instruments de politique économique (tout en maintenant constant les autres variables exogènes) sans avoir la nécessité de les appliquer

Cette notion de modèle peut être illustrée par deux exemples, un premier exemple micro-économie et un deuxième exemple macro-économie.

Exemple de modèle micro-économique :

Considérons le marché des céréales, en faisant abstraction des échanges extérieurs.

Relations de comportement :

$$(1) R^{\circ} \text{ de demande des céréales : } D_c = D_c \left( y, \frac{P_c}{P} \right)$$

Y : Revenu des ménages

P : Indice des prix pour les autres biens

$$(2) O_c = O_c \left( \frac{P_c}{P}, K, \mu \right);$$

K = stock de K dans le secteur

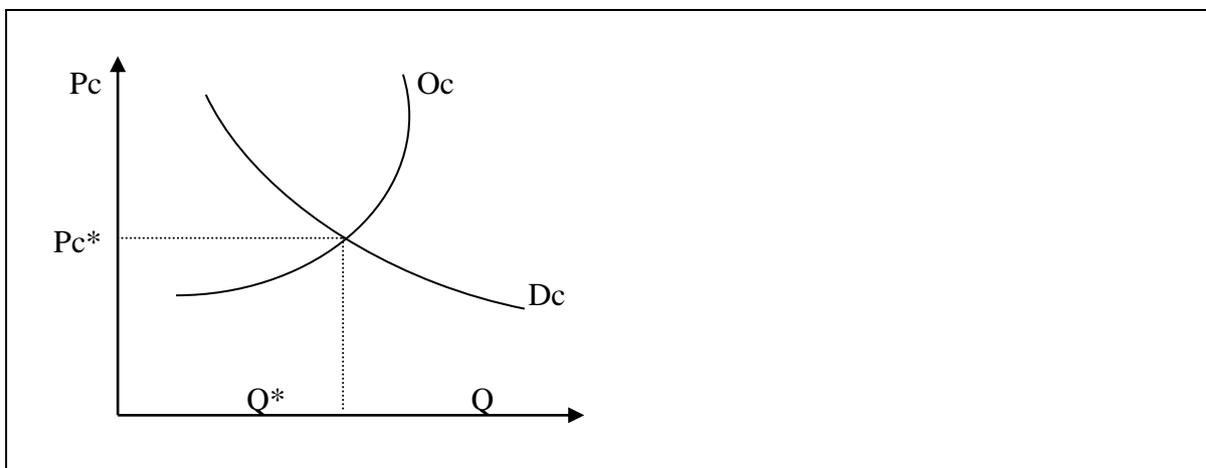
$\mu$  = Variable aléatoire

- Relation d'équilibre

$$(3) O_c = D_c$$

Les variables exogènes de ce modèle : y, P, k, u

Les variables endogènes :  $P_c, Q$



Exemple de modèle macro-économique

Prenons le cas du modèle keynésien le plus simple, selon lequel la production se détermine par le niveau de la demande effective.

Dans ce modèle, la consommation des ménages dépend de leurs revenus disponibles courant, et l'investissement est exogène.

- Relations de comportement de consommation :

$$C = C_0 + C(Y - T); Y = \text{PIB}$$

$T$  = montant des impôts prélevés par l'état

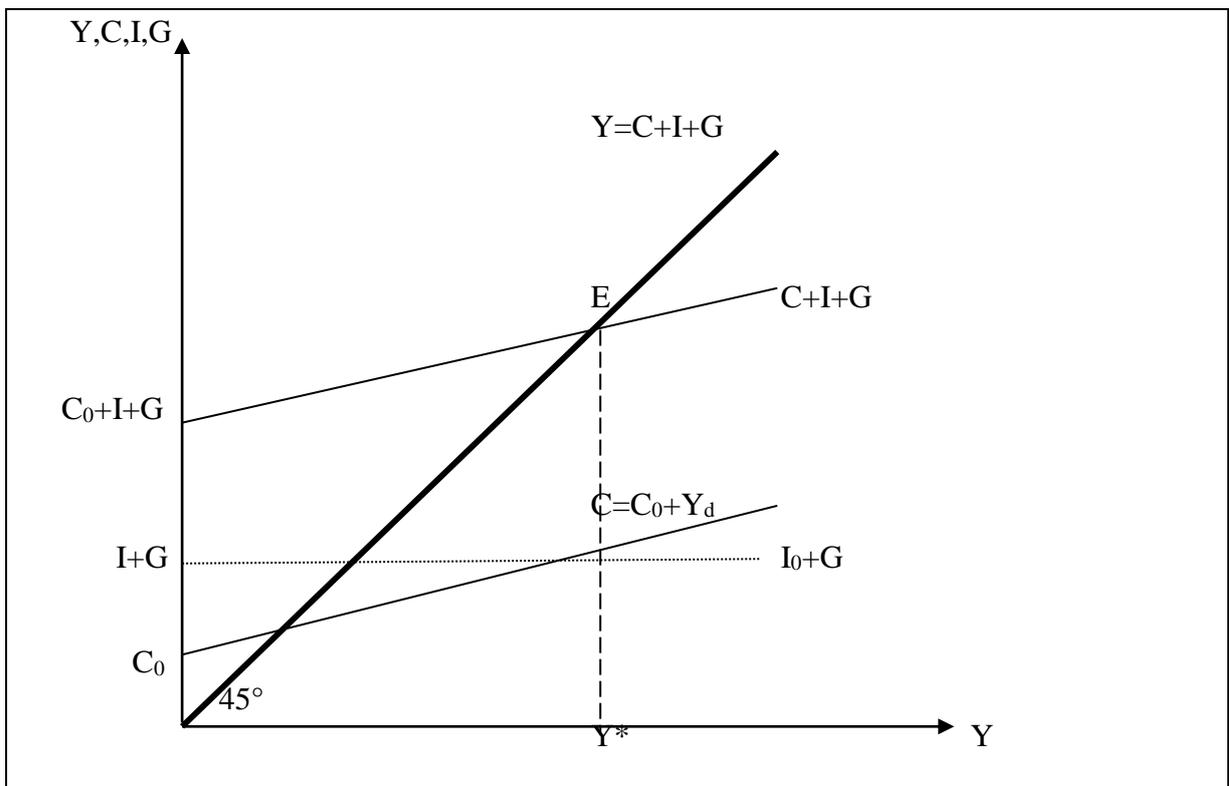
- Relations de comportement d'investissement :  $I = I_0$
- Relation d'équilibre :

$Y = C + I + G$  : le niveau de la production dépend de la demande

Les variables exogènes :  $I, G$

les variables endogènes :  $Y, C$

$Y^d$  : demande



La demande globale est représentée par la droite de pente  $c$  (propension marginale à consommer) et l'ordonnée à l'origine  $C_0 + I + G$ . la production d'équilibre correspond à l'intersection de cette droite et de la 1<sup>ère</sup> bissectrice.

## Chapitre III :

### Elaboration des comptes nationaux

Un compte est une représentation schématique en T. Il compte un ensemble d'opérations homogènes ; chaque compte devant d'une part être articulé avec le suivant, et surtout d'autre part faire apparaître un solde significatif pour l'étude de la situation économique du secteur.

On distingue les comptes suivants :

- le compte de production
- le compte de distribution primaire
  - Le compte d'exploitation
  - Compte d'affectation du revenu primaire
- le compte de distribution secondaire du revenu
- le compte d'utilisation du revenu
- les comptes d'accumulation
  - le compte capital
  - le compte financier

#### **1- le compte de production**

Le compte de production retrace la production et la consommation intermédiaire d'une unité ou d'un secteur, le solde étant la valeur ajoutée. La valeur ajoutée calculée par différence entre la production et les consommations intermédiaires correspond à la même notion que celle du Tableau des Entrées-Sorties. Elle est analysée par secteur institutionnel. Il s'agit ici d'une valeur ajoutée brute. La prise en compte de la dépréciation du capital physique du fait de l'usure ou de l'obsolescence, permet de calculer une valeur ajoutée nette. En effet, une partie de la valeur ajoutée doit couvrir les frais du renouvellement du capital. Selon cette optique, la formation de capital est comptabilisée également «brute» dans le compte de capital comme dans le Tableau des Entrées-Sorties. La valeur ajoutée nette est calculée en déduisant de la valeur ajoutée brute la «consommation de capital fixe» représentant l'usure et l'obsolescence du capital physique au cours du processus de production. L'approche «revenu» de la valeur ajoutée totale (du Produit Intérieur Brut) permet de décrire la répartition de la valeur ajoutée issue de la production de la façon suivante :

Valeur ajoutée = + Rémunération des salariés + Impôts indirects nets + Excédent brut d'exploitation.

Cette approche est complémentaire des approches «production» et «demande», qui sont équilibrées dans le Tableau des Entrées-Sorties.

Emploi	Ressources
Consommation Intermédiaire (C.I.)	Production
Solde : Valeur Ajoutée (VA)	

Chaque compte devrait être soldé : Ressources – Emplois = Solde

Le solde du compte de production est la VA .

Dans une approche de production :  $VA = Production - CI$

Les comptes sont articulés entre elles : le moyen d'articulation est le solde : Ce qui est emploi dans un compte deviendra désormais ressource dans le compte suivant. Ainsi la VA, solde du compte de production, apparaît comme un emploi au niveau de ce compte constitue une ressource dans le compte d'exploitation.

## **2- Compte de distribution primaire du revenu**

L'objet général du compte de distribution primaire du revenu est de montrer comment les revenus primaires sont répartis entre les unités et entre les secteurs institutionnels. Les revenus primaires sont les revenus qui échoient aux unités institutionnelles du fait de leur participation aux processus de production, ou parce qu'elles possèdent des actifs nécessaires pour la production. Les revenus primaires sont prélevés sur la valeur ajoutée créée par la production. On appelle revenus de la propriété les revenus primaires qui résultent du prêt ou de la location, à d'autres unités, d'actifs financiers ou d'actifs corporels non produits, terrains compris, pour qu'ils soient utilisés dans la production. Les impôts sur la production et les importations sont traités comme des revenus primaires des administrations publiques, même si tous ne sont pas enregistrés comme des prélèvements sur la valeur ajoutée des entreprises. Le compte de distribution primaire du revenu qui montre la répartition de la valeur ajoutée entre les facteurs (travail, capital) et les administrations publiques, se décompose en deux sous-comptes : Le compte d'exploitation et le compte d'affectation primaire du revenu.

### **2.1. Compte d'exploitation**

Le compte d'exploitation décrit le partage de la valeur ajoutée entre les différents facteurs de production. Les ressources correspondent à la valeur ajoutée. Les emplois comprennent successivement la rémunération du travail, qui correspond à l'ensemble des frais de personnel (de toute nature) bénéficiant aux salariés, les prélèvements fiscaux (nets des subventions) exigibles dès lorsqu'il y a mise en œuvre d'un processus de production. Le solde du compte est l'excédent d'exploitation et représente la rémunération du capital, deuxième facteur de production. Dans le cas d'un entrepreneur individuel, la rémunération

de son propre travail ne peut être isolée à part. Le solde du compte d'exploitation, après déduction des rémunérations qu'il verse à ses salariés (s'il y en a) et des impôts liés à la production, est alors appelé «Excédent d'exploitation» ou «Revenu mixte» pour les entrepreneurs individuel et correspond à leur revenu global.

Emplois	Ressources
-Rémunérations des salariés -Impôts indirects (sauf TVA)	- V.A. - Subventions d'exploitations reçues
<b>Solde : EBE</b>	

Le solde du compte d'exploitation est appelé l'Excédent Brut d'exploitation (EBE). L'EBE constitue en général un revenu de la propriété ou résultat de l'activité (un bénéfice dans la plus part des cas)-sous l'hypothèse que les unités de productions sont la propriété d'individus-.

Si les unités de productions sont organisées en sociétés donc dirigées par un conseil d'administration, l'EBE peut ne pas être redistribué sous forme de revenu mais plutôt réinvesti (la décision est tributaire des mesures de conseil d'administration de la société).

Ainsi, selon son affectation, l'EBE, solde du compte d'exploitation, peut figurer tant que ressource dans le compte de revenu s'il est redistribué ; et/ou tant que ressource dans le compte de capital s'il est réinvesti.

Dans tout ce qui suivra du chapitre, on considère que les unités de production sont la propriété des ménages et que l'EBE est un revenu pour ces ménages.

## **2.2. Compte d'affectation du revenu primaire**

Le compte d'affectation du revenu primaire retrace la deuxième partie de la distribution primaire du revenu. Son solde est le solde des revenus primaires. D'une part, en ressources du compte, la contrepartie des opérations issues du partage de la valeur ajoutée est enregistrée : l'excédent d'exploitation (ou le revenu mixte) qui est le solde du compte précédent pour tous les secteurs institutionnels, les rémunérations des salariés pour les ménages, les impôts nets des subventions qui sont liés à la production pour les administrations publiques. D'autre part, en emplois et en ressources du compte, les transferts liés aux revenus de la propriété tels que les intérêts, les dividendes et les autres revenus, qui constituent une rémunération du capital financier ou terrains. Le solde du compte est le revenu primaire. La notion de revenu primaire a pour objectif d'approcher le revenu que les secteurs institutionnels tirent de leur implication dans un processus de production, par la mise à disposition d'un facteur capital et/ou travail.

Le solde du compte revenu est le revenu Disponible Brut (RDB). On distingue entre le RDB des ménages et le RDB de l'Administration publique.

Selon une approche de revenu

- Pour les ménages :  $RDB = RDB_m = \text{Salaire reçu des entreprises et de l'administration} + \text{subvention d'exploitation} + \text{transferts net} + \text{revenu de la propriété} - \text{Impôts directs}$ .
- Pour l'Administration :  $RDB = RDB_a = \text{Impôts directs} + \text{Impôts Indirects} + \text{Transferts nets} - \text{rémunérations des fonctionnaires} - \text{subvention d'exploitation}$ .

Emplois	Ressources
-Subventions d'exploitations versées -Intérêts, dividendes versées -Opérations d'assurances dommages -Impôts directs -Cotisations sociales versés -Prestations sociales versés -Transferts versés	- EBE - Rémunérations des salariés - Impôts indirects - TVA. - Intérêts, dividendes reçus - Transferts reçus
<div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px;">Solde : RDB</div>	

### 3. Compte de distribution secondaire du revenu

Le compte de distribution secondaire du revenu montre comment le solde des revenus primaires d'une unité ou d'un secteur institutionnel est transformé en son revenu disponible par les transferts courants, à l'exclusion des transferts sociaux en nature, reçus et versés. Cette redistribution représente la deuxième étape du processus de répartition du revenu. Le compte de distribution secondaire du revenu présente toutes les autres formes de distribution du revenu «en espèces». Outre le revenu primaire en ressources, il présente en emplois et en ressources les autres opérations de répartitions courantes, à savoir les impôts courants sur le revenu et le patrimoine, les prestations et cotisations sociales à l'exception des transferts sociaux en nature, et les autres transferts courant. Le solde du compte est le revenu disponible.

### 4- Compte d'Utilisation des revenus

Le compte d'utilisation du revenu a pour objectif de montrer comment les ménages, les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) répartissent leur revenu disponible entre la consommation finale et l'épargne. Dans la première version du compte d'utilisation du revenu, la dépense de consommation finale est soustraite du revenu disponible brut, ou net, afin d'obtenir l'épargne brute, ou nette, comme solde. Les sociétés n'ont pas de dépense de consommation finale. Elles peuvent acheter les mêmes types de biens et de services que ceux que les ménages utilisent pour leur consommation finale, mais elles les utilisent pour les besoins de leur consommation intermédiaire, ou elles les fournissent à leurs salariés en tant que rémunération en nature. Dans le cadre du système de comptabilité nationale l'hypothèse

est, que les sociétés n'effectuent pas de transfert de biens ou de services de consommation aux ménages. Aux deux notions de revenu, le revenu disponible et le revenu disponible ajusté, correspondent à deux notions de consommation finale.

En effet, le principe de la partie double n'autorise l'inscription d'une consommation finale que s'il y a une contrepartie en ressources ou en variation de créances et dettes. Dans le cas où la notion de revenu est limitée aux revenus «en espèces», seules les dépenses de consommation : sont enregistrées en contrepartie comme l'indique le compte de distribution secondaire du revenu. De ce fait la consommation finale des ménages correspondante est limitée à leurs seules dépenses. De même, il faut imputer aux administrations publiques et aux institutions sans but lucratif la consommation finale des services non marchands qu'elles produisent à hauteur de la part qu'elles financent sur leurs propres ressources. Après la prise en compte des transferts sociaux en nature, la consommation finale qui correspond au revenu disponible ajusté est la consommation finale effective. Quel que soit le couple revenu/consommation finale retenu, le solde est le même et correspond à l'épargne. L'ensemble des soldes des différents comptes, allant de la valeur ajoutée à l'épargne, peuvent être calculés en bruts ou en nets après déduction de la consommation de capital fixe.

<u>Emplois</u>	<u>Ressources</u>
Consommation finale	RDB
<u>Solde : Epargne Brute</u>	

Selon une approche d'utilisation du revenu ; le RDB = Consommation finale + Epargne brute

#### **Consommation finale effective et dépense de consommation finale**

Aux deux notions de revenu, le revenu disponible et le revenu disponible ajusté, correspondent deux notions de consommation finale, les dépenses de consommation finale et la consommation finale effective.

### **5- les comptes d'accumulation**

Ils se composent des **deux comptes de capital et des flux financier** et retracent l'ensemble des flux constituant l'accumulation, c'est à dire ayant un effet sur le niveau et la structure du patrimoine des unités. La séparation du compte d'accumulation en un compte de capital, qui enregistre les opérations non financières, et un compte financier fait apparaître un solde intermédiaire. Dans le compte de capital ce solde s'appelle capacité ou besoin de financement ; dans le compte financier, il est appelé solde de variation des créances et des dettes.

**5.1. Le compte de capital**

Emplois	Ressources
FBCF Variation de stock Transferts en capital versés	Epargne brute aide à l'investissement
Solde : capacité (+) ou Besoin (-) de financement	

**5.2. Le compte financier**

Si le compte capital fait apparaître pour chaque secteur une capacité ou un besoin de financement ; le compte financier va indiquer comment le besoin a été financé ou comment la capacité a été utilisée.

Flux nets de créances	<b>COMPTE FINANCIER</b>	Flux nets de dettes
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Moyens de paiements internationaux</li> <li>• Monnaie et dépôts non monétaires</li> <li>• Bons négociables, obligations, actions et autres participations</li> <li>• Crédits</li> <li>• Réserves techniques d'assurance</li> <li>• Solde des créances et dettes</li> </ul>	

## **Chapitre IV :**

### **La synthèse des opérations économiques**

Les opérations économiques effectuées par les différents types d'agents ont été regroupées par la comptabilité nationale dans des tableaux dits de synthèse qui permettent de fournir sous une forme synthétique et globale toutes les informations relatives à l'activité économique d'un pays.

La comptabilité nationale tunisienne utilise trois types de tableaux de synthèse :

- Le Tableau Economique d'Ensemble (TEE)
- Le Tableau des Entrées- Sorties (TES)
- le Tableau de Opérations financières (TOF)

#### **1- Le Tableau Economique d'Ensemble**

Le tableau économique d'ensemble (TEE) est une synthèse de tous les flux économiques saisis par la comptabilité nationale. Il décrit le comportement économique de chaque secteur institutionnel et les relations qui lient les différents secteurs entre eux par l'intermédiaire des opérations économiques (opérations sur biens et services, opérations de répartition et opérations financières).

Le TEE est un tableau synthétique qui présente l'ensemble des comptes des secteurs institutionnels, le compte des relations avec le reste du monde et les comptes des biens et services. Il est décomposé en deux blocs : le premier retrace les comptes et opérations non financières en ressources et emplois, le deuxième enregistre les comptes et les opérations financières en flux nets de dettes en flux nets de créances. Le TEE. Permet de disposer de certaines grandeurs globales ou agrégats qui résument l'activité économique d'un pays.

Schématiquement il se présente comme suit.

## Tableau Economique d'Ensemble

Année...

Unité monétaire.....

EMPLOIS		RESSOURCES	
↑  Les 5 Comptes non financiers  ↓	Secteurs institutionnels  ---  Capacité ou besoin de financement	Secteurs institutionnels  ---  ---	↑  Les 5 Comptes non financiers  ↓
Compte financier	T.O.F	T.O.F	Compte financier

**2- Le TEE simplifié**

Les colonnes représentent les comptes complets (Production, exploitation, revenu, utilisation du revenu, capital et financier) des secteurs institutionnels (sociétés non financières, Institutions financières, Administration publique et ménages). Une colonne spécifique retrace les opérations financières et non financières des résidents avec l'extérieur.

Les lignes représentent les comptes des différentes opérations et les soldes des comptes. Les lignes correspondantes aux opérations de répartitions sont équilibrées entre les ressources et les emplois, à l'exception des subventions d'exploitations qui sont enregistrées en deux lignes : Subventions reçues dans les comptes d'exploitation des receveurs et subventions versées dans le compte du revenu des verseurs.

Schématiquement ce tableau se présente comme suit.

TEE (Simplifié)  
Année....  
Unité monétaire.....

	Emplois					Total	Opérations	Compte	Ressources				Total
	Comptes	Entreprises	Ménages	Etat	L'Extérieur				Compte	Entreprises	Ménages	Etat	
Production							Exportation Importation Production CI VA Subventions reçues	Production					
Exploitation							Rémunération des salariés Impôts indirects Subventions versées EBE	Exploitation					
Revenu							Subventions versées Intérêts Dividendes Impôts directs Cotisations sociales Prestations sociales Autres transferts RDB	Revenu					
Utilisation du revenu							Consommation finale Epargne brute	Utilisation de revenu					
Capital							FBCF Variations des stocks Transferts en capital CF ou BF	Capital					
							Total						

### 3- Le Tableau des Entrées-Sorties : TES

Le tableau des entrées - sorties appelé aussi le tableau d'échanges inter industriels (TEI), le tableau de Leontief ou encore le tableau d'input - output synthétise toutes les opérations sur biens et services qui sont comptabilisées en termes de ressources et emplois. Le TES est utilisé pour l'étude de la structure de la production nationale et comme un instrument de planification.

Le TES, appelé aussi le TEI, synthétise les opérations sur les biens et les services dans un cadre complet couvrant l'ensemble des activités. Il permet une double présentation : La première retrace les équilibres ressources – emplois des produits (en lignes) et la deuxième présente les comptes de production et d'exploitation des secteurs d'activité (en colonnes).

Le TES permet de dégager l'équilibre ressources- emplois (en ligne) d'un produit suivant :

- Production (TTC)+ Importation(CAF) + droit et taxes sur imports + marges commerciales = Consommation intermédiaire + consommations finales + FBCF+ Variation de stocks + exportation (FOB)
- Déterminer la VA de chaque secteur d'activité.

La production est évaluée au prix départ usine (y compris taxe sur ventes nettes de subventions) et les importations sont CAF (Y compris fret et assurance). Les emplois sont enregistrés aux prix d'acquisition ( y compris toutes les taxes nettes de subventions et les marges commerciales). Pour équilibrer les ressources et les emplois, il faut ajouter aux ressources les droits et taxes sur imports et les marges commerciales.

Les subventions sur produits importés (Céréales....) sont traitées en nets des marges commerciales correspondantes.

On définit dans le TES des coefficients techniques pour les consommations intermédiaires de la manière suivante :

$$a_{ij} = X_{ij} / X_j$$

Avec  $a_{ij}$  la consommation intermédiaire en produits de la branche i pour fabriquer une unité de produit dans la branche j .

On définit également pour le TES des coefficients de facteurs qui mesurent la quantité de chacun des facteurs utilisés par les branches pour fabriquer une unité de produit.

Schématiquement le TES se présente comme suit.

## Le TES

Production	Importation	Droits et taxes à l'Importation	Marges commerciales	Total Ressources	Produits / Secteurs	Consommation Intermédiaires						Consommation Finale			Variation des Stocks	Exportation	Total des Emplois
						00	10	20	...	99	Total CI	Ménages	Adm. Pub	Total			
					00 Ag. et pêche 10 IAA 20 MCCV 40 IC 50 THC . . 99 Tourisme												
					Total CI												
					Salaire												
					IINS												
					EBE												
					VA												
					Production												

#### **4- Le Tableau des Opérations Financières : TOF**

Le tableau économique d'ensemble est une synthèse de tous les flux économiques saisis par la comptabilité nationale. Il décrit le comportement économique de chaque secteur institutionnel et les relations qui lient les différents secteurs entre eux par l'intermédiaire des opérations économiques (opérations sur biens et services, opérations de répartition et opérations financières).

Le TEE. Permet de disposer de certaines grandeurs globales ou agrégats qui résument l'activité économique d'un pays.

Les opérations financières sont les opérations relatives à la création et à la circulation des moyens de paiement. Elles portent sur des droits financiers appelés créances et dettes. Les créances et dettes sont matérialisées par un support (billets, monnaie métallique, titres, effets...) ou se traduisent par de simples écritures.

Toute opération sur biens et services ou toute opération de répartition comporte en règle générale une contrepartie financière qui se traduit par un transfert de moyens de paiement ou la naissance d'un crédit.

Certaines opérations sont purement financières : prêts d'argent, dépôts, émissions ou cessions de titres.

Le TOF représente ainsi la synthèse des opérations financières des différents secteurs institutionnels permettant ainsi de faire apparaître les différents flux et circuits financiers dans un cadre cohérent.

La structure du tableau comporte deux blocs : l'un correspond aux flux nets de créance et l'autre retrace les flux nets de dette. En ligne, les comptes retracent l'équilibre entre les flux nets de dettes et les flux nets de créances de chaque opération. En colonne, on retrouve les comptes financiers des secteurs institutionnels.

Les soldes des comptes sont les soldes des flux nets de créances et des flux nets de dettes. Ils sont présentés dans la partie « dettes » pour les secteurs résidents et dans la partie « créances » pour l'extérieur. Ces soldes sont à comparer avec le dernier solde des comptes non financiers : la capacité ou le besoin de financement des secteurs résidents et celui de la nation vis à vis de l'extérieur. Ces soldes financiers et non financiers présentent généralement des écarts appelés ajustements.

Schématiquement le TOF se présente comme suit :



Tableau des opérations Financières  
Variation des créances  
Année.....

Opérations	Total Flux	Institutions Financières	Etat	SNF	Ménages	Extérieur
Monnaies Internationales						
• Or						
• DTS						
• Devises						
Monnaie						
• Billets et pièces						
• Dépôts						
Dépôts non monétaires en Monnaie locale						
Dépôts non monétaires en devises						
Obligations et bons						
Actions et autres participations						
Crédit à CT						
Crédit à MLT						
Crédits commerciaux						
Réserves techniques d'assurances						
Total						
Solde : Variation Créances/ Dettes						
Flux Financiers nets						

Tableau des opérations Financières  
Variation des dettes  
Année.....

Opérations	Total Flux	Institutions Financières	Etat	SNF	Ménages	Extérieur
Monnaies Internationales						
• Or						
• DTS						
• Devises						
Monnaie						
• Billets et pièces						
• Dépôts						
Dépôts non monétaires en Monnaie locale						
Dépôts non monétaires en devises						
Obligations et bons						
Actions et autres participations						
Crédit à CT						
Crédit à MLT						
Crédits commerciaux						
Réserves techniques d'assurances						
Total						
Solde : Variation Créances/ Dettes						
Flux Financiers nets						

## 5- Application

L'économie considérée comprend cinq secteurs : les ménages, l'Etat, les institutions financières et le reste du monde.

Au cours de l'année 1992, les opérations enregistrées ont été les suivantes :

Opérations / agents	Entreprises	Ménages	Etat
Consommation Intermédiaire	980		80
Impôts		400	
Salaires	1440		360
FBCF	130		50
Importations	600		
Exportations	550		
Consommation Finale		1240	
Transferts extérieurs nets (TEN)			10

1. Evaluer la production des entreprises, la production de l'Etat et la valeur de PIB.
2. Construire le TEE de cette économie, sachant que l'EBE des entreprises est considéré comme un revenu pour les ménages
3. Déterminer :
  - Le PIB aux coûts des facteurs et aux prix du marché,
  - Le PNB
  - Le solde commercial,
  - Le solde des opérations courantes.
4. Déterminer le PIB de 1993 sachant que le taux de croissance a été de 5% et le taux d'inflation de 9%. Déterminer ce même agrégat aux prix constants de 1992. Que déduisez-vous de la comparaison de ces deux agrégats ?

### Correction

- La production des entreprises est évaluée d'après les ventes dans l'année de biens et services produits par elles-mêmes nets des importations.

$P =$  production des biens destinés à des emplois intermédiaires + production des biens destinés à des emplois finals (biens d'investissements et biens de consommation) + exportations – importations.

$$P = 980 + 80 + 130 + 50 + 1240 + 550 - 600 = 2430$$

- La production de l'Etat ou des administrations publiques est une production non marchande où la valeur ajoutée est égale aux coûts de production. D'après le compte de production, on a :

Production = Consommation intermédiaire + Valeur ajoutée ; dans le cas de l'Etat, on a :

Valeur ajoutée = coûts de production = salaires ; ainsi :

$$\text{Production de l'Etat} = \text{consommation intermédiaire} + \text{salaires} = 80 + 360 = 440$$

- le calcul du PIB

$\text{PIB} =$  somme des VA = VA (entreprises) + VA (administrations)

$$\text{VA (entreprises)} = \text{Production} - \text{CI} = 2430 - 980 = 1450$$

$$\text{VA (adm)} = \text{salaires} = 360$$

$$\text{PIB} = 1450 + 360 = 1810$$

## 2. TEE simplifié

Le tableau économique d'ensemble rassemble l'essentiel des résultats économiques et financiers de l'économie nationale pour une année donnée. Les comptes non financiers et financiers permettent de trouver ces différents résultats.

*Les comptes non financiers**Entreprises*

Production		Exploitation		Capital	
CI=980	Pro=2430	We=1440	VA=1450	Inv=130	<b>BF=130</b>
<b>VA=1450</b>		<b>EBE= 10</b>			

*Ménages*

Revenu		Utilisation de revenu		Capital	
ID=400	EBE=10	C=1240	RDB <sub>m</sub> =1410		<b>S<sub>m</sub>=170</b>
<b>RDB<sub>m</sub>=1410</b>	We= 1440	<b>S<sub>m</sub>=170</b>			
	Wa=360				

*Etat*

Revenu		Utilisation de revenu		Capital	
<b>RDB<sub>a</sub>=410</b>	ID=400	G=440	<b>RDB<sub>a</sub>=410</b>	Inv=50	S <sub>a</sub> =-30
	TEN = 10	<b>S<sub>a</sub>=-30</b>			<b>BF=80</b>

*Remarque :*

La consommation finale de l'Etat est égale à sa production, soit 440.

*Les comptes financiers*

Entreprises		Ménages		Etat	
BF=130	<b>ΔB<sub>e</sub>=130</b>	<b>ΔB<sub>m</sub>=170</b>	CF=170	BF=80	<b>ΔB<sub>a</sub>=80</b>

Extérieur	
<b>ΔB<sub>ext</sub>=40</b>	CF=40

La capacité de financement de l'extérieur est la différence entre ses ressources (c'est-à-dire nos importations + transferts versés) et ses emplois (nos exportations et transferts reçus), soit :  $600 - 550 - 10 = 40$

ΔB<sub>e</sub> : montant des titres (ou dettes) émis par les entreprises ; ΔB<sub>a</sub> : montant des titres (ou dettes) émis par l'Etat ; ΔB<sub>m</sub> : montant des titres (ou créances) acquis par les ménages ; ΔB<sub>ext</sub> : montant des titres (ou créances) acquis par les entreprises.

On peut maintenant représenter le TEE en utilisant les résultats des différents comptes :

**T.E.E simplifié**

Emplois				Opérations	Ressources			
E	M	A	EX		E	M	A	X
I=130	C = 1240	G = 440 I= 50	X = 550	Biens et services = 2410	PIB= 1450		PIB= 360	M= 600
EBE=10	Imp = 400	Wa= 360	TEN = 10	Répartition = 2220		EBE= 10	Imp= 400 TEN= 10	
We= 1440						We= 1440 Wa= 360		
	$\Delta B_m = 170$		$\Delta B_{ext} = 40$	Financières = 210	$\Delta B_e = 130$		$\Delta B_a = 80$	

E: entreprises, M:ménages, A: administration et Ex: extérieur.

3. PIB (prix du marché -pm-) = 1450 + 360=1810

PIB (coûts de facteurs) = PIB (pm) – Impôts Indirects + subventions = 1810 ( car I = 0 et subv = 0)

PNB = PIB (pm) + TEN = 1810 + 10 = 1820

PNB = somme RDB = RDB(ménages) + RDB(Etat) = 1410 + 410 = 1820

Solde commercial = X – M = 550 – 600 = -50

Solde des opérations courantes = S – I = (170-30) – (130 + 50) = -40

= (X + TEN) – M = 550 +10 – 600 = -40

4. PIB (pm) en 1992 = 1810

PIB (pm) en 1993 = 1810 (1+ 0,05) = 1900,5

Indice des prix entre l'année n et n+1 = (1 + taux d'inflation entre n et n+1)\*100

Donc, Indice des prix entre 1992 et 1993 (année de base 1992) = (1+0.09)\*100 = 109

Indice de prix et PIB :

$(P_t/P_{t-1}) * 100 = [(P_t * Q_t)/(P_{t-1} * Q_t)] * 100$ , donc

indice = [PIB aux prix courants/PIB aux prix constants]\*100, avec année de base

l'année t-1.

PIB de 1993 aux prix constants (année de base 1992) = (1900.5 /109)\*100 = 1743,5 < 1900,5.

Cette différence entre les deux valeurs du PIB est due à l'évolution des prix.

# Applications

**Sujet n°1**

Soit une économie réduite à deux branches I et II fabriquant respectivement le produit 1 et le produit 2.

La branche I achète des consommations intermédiaires pour 10 unités du produit 1 et pour 5 unités du produit 2.

La branche II achète des consommations intermédiaires pour 5 unités du produit 1 et pour 10 unités du produit 2.

Les productions des branches I et II sont, dans l'ordre, 100 et 150. La branche I verse 10 en rémunération des salariés et la branche II verse 20. Les impôts indirects sont dans le même ordre: 5 et 10.

Les importations complémentaires en produit 1 valent 50 et celles en produit 2 s'élèvent à 100. Les exportations sont dans le même ordre : 35 et 135.

1. Construire le TES, sachant que la demande finale (ou les emplois finals) des produits provient des ménages et du reste du monde.
2. Calculer le PIB de trois manières différentes.
3. Calculer les coefficients techniques et en donner l'interprétation économique.
4. Etablir la relation qui relie la production à la demande finale.
5. Quelles sont les productions nécessaires pour satisfaire une augmentation de la consommation des ménages de 25 pour le produit 1 et de 5 pour le produit 2, sachant que le montant des importations et celui des exportations restent constants. On suppose aussi qu'il n'y a pas modification des techniques de production.

$$\text{On vous donne : } (I - A)^{-1} = \begin{vmatrix} 1.1133 & 0.0397 \\ 0.0596 & 1.0735 \end{vmatrix}$$

Avec A la matrice des coefficients techniques et I la matrice identité.

## Correction du sujet n°1

### 1. Construction du TES:

branches Produits	I	II	Emplois Inter.	Emplois finals		Total des emplois finals	Total des emplois
				C°F	X		
1	10	5	15	100	35	135	150
2	5	10	15	100	135	235	250
Cons.Intermédiaire	15	15	30	200	170	370	400
VA	85	135	220				
Production	100	150	250				
Salaires :W	10	20	30				
Impôts Indirects :II	5	10	15				
EBE	70	105	175				
Importations : M	50	100	150				
Total des ressources	150	250	400				

Total des ressources = Total des emplois

Production + Importations = Emplois Intermédiaires + Emplois Finals

Production + Importations = Emplois Intermédiaires + Consommation finale + Exportation :

$$(100 + 150) + (50 + 100) = 30 + 370$$

$$400 = 400$$

$$2.- \text{ PIB} = \text{somme des VA} = 85 + 135 = 220 \quad (1)$$

$$- \text{ PIB} = W + II + EBE - \text{subventions} \quad (2)$$

$$= (10 + 20) + (50 + 10) + (70 + 105) - 0 = 220$$

$$- \text{ PIB} = \text{Consommation finale} + I + X - M$$

$$\text{PIB} = 200 + 170 - 150 = 220$$

3. Les coefficients techniques  $x_{ij} = a_{ij} / P_j$  = consommation intermédiaires du produit i par la branche j / production de la branche j.

$x_{11} = 10 / 100 = 0.1$  et  $x_{21} = 5 / 100 = 0.05$ ; pour produire 100 unités du produit 1, la branche I utilise 10 unités du produit 1 (10%) et 5 unités en produit 2 (5%).

Au total on a :

$$A = \begin{vmatrix} 10/100=1/10 & 5/150 = 1/30 \\ 5/100 & 10/150 = 1/15 \end{vmatrix}$$

Avec A, la matrice des coefficients techniques.

4. Relation entre production et demande finale.

Soient :  $P_j$  la production de la branche  $j$ ;  $a_{ij}$  la consommation intermédiaire du produit  $i$  par la branche  $j$ ;  $d_i$  la demande finale du produit  $i$ ;  $m_i$  le total des importations du produit  $i$ .

D'après la construction du TES on a :

$$10 + 5 + 135 = 100 + 50 = 150$$

$$5 + 10 + 235 = 150 + 100 = 250$$

$$\text{En général on a } \begin{cases} a_{11} + a_{12} + d_1 = P_1 + m_1 \\ a_{21} + a_{22} + d_2 = P_2 + m_2 \end{cases}$$

si on divise par  $P_1$  ( $P_2$ ) et on multiplie par  $P_1$  ( $P_2$ ) les consommations intermédiaires on obtient :

$$\begin{cases} \frac{a_{11}}{P_1} P_1 + \frac{a_{12}}{P_2} P_2 + d_1 = P_1 + m_1 \\ \frac{a_{21}}{P_1} P_1 + \frac{a_{22}}{P_2} P_2 + d_2 = P_2 + m_2 \end{cases}$$

or  $\frac{a_{11}}{P_1} = x_{11}$  (Coefficients techniques), etc....

$$\begin{cases} x_{11} P_1 + x_{12} P_2 + d_1 = P_1 + m_1 \\ x_{21} P_1 + x_{22} P_2 + d_2 = P_2 + m_2 \end{cases}$$

Sous une forme matricielle on a :  $AP + D = P + M$

Avec :

A matrice des coefficients techniques

P vecteur de production

D vecteur de demande

M vecteur des importations

D'après la formule matricielle on a :

$$P(I - A) = D - M$$

$$P = (D - M) (I - A)^{-1}$$

Avec  $I$  la matrice identité

5. La variation de la production  $P$  sachant que les variations des consommations finales en produit 1 et 2 sont respectivement :  $\Delta CF_1 = 25$  et  $\Delta CF_2 = 5$ . La demande finale augmentera de

$$\Delta D = \begin{pmatrix} 25 \\ 5 \end{pmatrix}$$

Pour obtenir la variation de la production correspondant à cette demande supplémentaire, il suffit de dériver  $P$  par rapport à  $D$ , on a :

$$\Delta P = (I - A)^{-1} \Delta D$$

$(I - A)^{-1}$  est une constante : par hypothèse, il n'y a pas de modifications des techniques de production, donc  $A$  est fixe. De même pour  $M$ .

$(I - A)^{-1}$  est donnée dans le texte; ainsi :

$$\Delta P = \begin{pmatrix} 1.1133 & 0.0397 \\ 0.0596 & 1.0735 \end{pmatrix} \begin{pmatrix} 25 \\ 5 \end{pmatrix}$$

$$\Delta P = \begin{pmatrix} 1.1133*25+0.0397*5 \\ 0.0596*25+1.0735*5 \end{pmatrix} = \begin{pmatrix} 28.03 \\ 6.8575 \end{pmatrix}$$

Si la demande passe à  $D' = \begin{pmatrix} 135+25 \\ 235+5 \end{pmatrix}$ , la production passe à  $P' = \begin{pmatrix} 100+28.03 \\ 150+6.85 \end{pmatrix} = \begin{pmatrix} 128.03 \\ 156.85 \end{pmatrix}$

## Sujet n°2

Considérons une économie formée de quatre agents économiques : Entreprises, Ménages, Etat et Reste du Monde. Les opérations auxquelles se sont livrés ces agents se présentent comme suit :

- La production des biens et services marchands s'élève à 85 000 u.m. (unités monétaires) ayant nécessité des consommations intermédiaires de 45000, des flux d'investissements de 12000. Les salaires s'élèvent à 15000, les impôts indirects à 2250 et l'augmentation du capital par émission de 1200 titres de 10 u.m. chacun dont 1000 achetés par le public et le reste par l'extérieur.
- Les salaires versés par l'Etat sont de 5750 ;
- La consommation publique s'élève à 7000 et celle privée à 29000 ;
- Le déficit budgétaire de l'Etat a dû être résorbé par l'émission de 150 bons de Trésor (dont vous cherchez la valeur monétaire unitaire) totalement achetés par le public.
- L'impôt sur le revenu des ménages s'élève à 1750 ;
- Avec des exportations de 12750, le déficit commercial est de 2250 ;
- Les transferts courants versés à l'extérieur sont de 500, ceux reçus au profit des particuliers sont de 750 ;
- L'amortissement est de 500.

Travail à faire :

- 1) Etablir les comptes de flux selon le critère fonctionnel.
  - comptes de production, d'exploitation, du capital et financier des entreprises sachant que leur EBE est considéré comme un revenu pour les ménages et que leur épargne est nulle.
  - comptes de revenu, utilisation du revenu et financier des ménages sachant que leur épargne est égale à leur capacité de financement.
  - comptes de production, exploitation, revenu, utilisation du revenu et financier de l'Etat avec un investissement public nul.
  - compte des opérations avec le reste du monde
- 1) Etablir l'équilibre des opérations sur biens et services
- 2) Calculer les agrégats suivants :
  - P.I.B marchand, P.I.B non marchand
  - PNB au prix du marché
- 3) Calculer le déficit budgétaire ( $G - T$ ) et expliquer son mode de financement
- 5) Calculer le déficit courant ( $M - X - \text{transferts extérieurs nets}$ ) et dire comment il a été financé.

**Correction Sujet n° 2**

Les comptes

Entreprises

Production marchande	
conso.int	45000
<b>V.A</b>	<b>40000</b>
production	85000

Exploitation	
salaires	15000
I.I	2250
<b>E.B.E</b>	<b>22750</b>
V.A	40000

capital	
invest	12000
<b>B.Fin</b>	<b>-12000</b>
Epargne Brute	0

Financier	
	Δ actions 12000
	<i>solde des créances et des dettes (scd) -12000</i>

Ménages

Revenu	
Impôts	1750
<b>R.D.B.</b>	<b>42000</b>
salaires	20750
	<i>(15000+5750)</i>
Transferts nets	250
EBE	22750

Utilisation de revenu	
Cons.Fin	29000
<b>Epargne.B</b>	<b>13000</b>
R.D.B.	42000

Financier	
actions des etps	10000
bons du Trésor	3000
	<i>Solde des créances et dettes +13000</i>

Etat

Production non marchande			
conso.int	0	Production 5750	
<b>V.A</b>	<b>5750</b>		
Exploitation			
salaires	5750	V.A	5750
<b>E.B.E</b>	<b>0</b>		
Revenu			
<b>R.D.B.</b>	<b>4000</b>	Impôts Ind. 2250 Impôts directs 1750	
Utilisation de revenu			
Conso	7000	R.D.B. 4000	
<b>Epargne.B</b>	<b>-3000</b>		
Financier			
		Bons du Trésor 3000	
		<i>solde des créances et des dettes -3000</i>	

Extérieur

Compte des opérations avec le RDM			
Export	12750	Import	15000
Transf nets	250		
<b>Cap.fin</b>	<b>2000</b>		

*Détails de quelques opérations*

- Pour les entreprises : émission de 1200 titres de 10 u.m chacun, soit 12000u.m d'actions émis ; elles sont réparties entre les ménages (1000 \*10 = 10000) et l'extérieur 2000.

L'EBE des entreprises (égal à 22750) est distribué aux ménages sous forme de revenu.

L'Etat : par hypothèse l'activité de l'Etat est non marchande, ce qui veut dire un EBE nul, donc Valeur ajouté = salaires ce qui permet de construire le compte d'exploitation et le compte de production. Concernant le déficit budgétaire, on solde budgétaire = Recettes fiscales - consommation publiques, soit (2150+1750) - 7000 = -3000, c'est à dire un déficit de 3000 financé par les ménages.

2) équilibre des opérations sur biens et services  
offre des biens et services = demande des biens et services

Produit intérieur net + importations = consommation privée + investissement + consommation publique + exportations ( $Y + M = C + I + G + X$ )

*Les ressources :*

$Y = PIB = \text{somme des valeurs ajoutées} = 40000 + 5750 = 45750$

Importations = 15000

Total = 60750

*Les emplois :*

Consommation privée = 29000

+

Investissement = 12000

+

Consommation publique = 7000

+

Exportations = 12750

Total = 60750

3) calcul des agrégats :

$PIB \text{ marchand} = \text{somme des valeurs ajoutées} = \text{Production marchande} - \text{conso inter}, 85000 - 45000 = 40000$

$PIB \text{ non marchand} = \text{somme des valeurs ajoutées} = \text{Production non marchande} - \text{conso inte} = 5750$

$PNB \text{ au prix du marché} = PIB \text{ (marchand et non marchand)} + \text{transferts extérieurs nets} = 40000 + 5750 + 250 = 46000$

4)  $\text{solde budgétaire} = \text{Recettes fiscales} - \text{consommation publiques}$ , soit  $(2150+1750) - 7000 = -3000$ , c'est à dire un déficit de 3000 financé par l'émission de 150 bons de trésor acquis par les ménages et dont la valeur monétaire unitaire est égale  $3000 / 150 = 20$ .

5)  $\text{solde courant} = M - X - \text{Transferts nets}$ , soit  $(15000 - 12750 - 250 = 2000)$ , il est de signe positif ce qui traduit une capacité de financement du reste du monde, c'est à dire un besoin de financement de la nation. Cette capacité de financement du reste du monde sert à acquérir les actions émises par les entreprises (voir énoncé)

**Sujet n°3**

Soit une économie donnée composée de quatre agents (Entreprises, Ménages, Etat et Extérieur) ayant effectué entre eux les opérations suivantes au cours de l'année t (exprimées en milliards de dinars d'unités monétaires courantes). Les opérations sont résumées dans le tableau suivant :

Opérations / agents	Entreprises	Ménages	Etat	Extérieur
Exportations				5800
Importations				8000
PIB	16000		3800	
Impôts indirects (versés)	1000			
Excédent brut d'exploitation	5000			
Impôts Directs (versés)		3500		
Salaires versés	10000		3800	
FBCF	4000		2000	
Consommation Finale		13000	3000	
Transferts Extérieurs Nets (reçus)		1700		

Questions :

1. A partir de ce tableau, établir :
  - les comptes d'exploitation et capital des entreprises (on considère que l'EBE des entreprises est un revenu pour les ménages et que leur épargne est nulle).
  - les comptes revenus, utilisation de revenu et capital des ménages et de l'Etat.
2. Calculer le déficit budgétaire, le solde de la balance courante, le PIB et le PNB.
3. Etablir les comptes financiers de chaque agent (y compris l'extérieur) sachant que :
  - le déficit budgétaire est financé par création monétaire à raison de 40% et par l'émission de titres sur le marché local auprès des agents ayant une capacité de financement.
  - les ménages gardent 5% de leur épargne sous forme de monnaie et le reste de celle-ci est consacrée à l'achat de titres émis par les entreprises et l'Etat.
  - les entreprises recourent à l'emprunt extérieur et aux ménages pour satisfaire la totalité de leurs besoins de financement.
4. Vérifier l'équilibre sur le marché des biens et services, sur le marché des titres et sur le marché de la monnaie.

**Correction sujet n°3**

1.

Les entreprises

Exploitation			
salaires	10000	V.A	16000
I.I	1000		
<b>E.B.E</b>	<b>5000</b>		

Capital	
invest	4000
<b>B.Fin</b>	<b>-4000</b>
Epargne Brute	0

Ménages

Revenu	
Impôts	1750
<b>R.D.B.</b>	<b>42000</b>
salaires	20500
	<i>(1000+3800+5000+1700)</i>

Utilisation de revenu	
Cons.Finale	13000
<b>Epargne.Brute</b>	<b>4000</b>
R.D.B.	17000

capital	
<b>Capacité de financement : 4000</b>	Epargne brute 4000

Etat

Revenu	
<b>R.D.B.</b>	<b>4500</b>
Impôts Ind.	1000
Impôts directs	3500

Utilisation de revenu	
Cons.Fin	3000
<b>Epargne.Brute</b>	<b>1500</b>
R.D.B.	4500

Capital	
FBCF	2000
<b>Besoin de financement</b>	<b>-500</b>
Epargne brute	1500

2.

$$\begin{aligned}
 - \text{Déficit budgétaire de l'Etat} &= \text{dépenses budgétaires} - \text{ressources fiscales et autres} \\
 &= (2000 + 3000) - 4500 \\
 &= 500
 \end{aligned}$$

le déficit budgétaire de l'Etat n'est autre que son besoin de financement ; il est de 500.

$$\begin{aligned}
 \text{Solde de la balance commerciale} &= M - X - \text{Transferts extérieurs nets} \\
 &= 8000 - 5800 - 1700 \\
 &= 500
 \end{aligned}$$

Les dépenses d'importation dépassent les ressources issues des exportations et des transferts extérieurs. Le pays a donc une dette envers l'extérieur de 500.

$$PIB = \text{somme des VA} = 16000 + 3800 = 19800$$

$$\begin{aligned}
 PNB &= PIB + \text{Transferts extérieurs nets} \\
 &= 19800 + 1700 = 21500
 \end{aligned}$$

d. Comptes financiers

L'Etat

Il a un déficit budgétaire de 500 ; mode de financement : 40% par création de monnaie, donc  $\Delta M_a = 200$  et le reste par émission de bons de trésor acquis par les ménages, soit :  $\Delta B_a = 500 - 200 = 300$

## Compte financier de l'Etat

$\Delta$ Créances	$\Delta$ dettes
	$\Delta M_a = 200$
	$\Delta B_a = 300$
	<b>Solde des créances et des dettes = -500</b>

Les ménages

Capacité de financement = 4000, allocation de cette capacité : 5% sous forme de monnaie, soit  $\Delta M_m = 200$ , 300 pour l'achat des bons de trésor ( $\Delta B_{am} = 300$ , émis par les administrations et détenus par les ménages) et le reste ( $4000 - 200 - 300 = 3500$ ) sont consacrés à l'achat des titres émis par les entreprises, soit  $\Delta B_{em} = 3500$  ;

## Compte financier des ménages

$\Delta$ créances	$\Delta$ dettes
$\Delta M_m = 200$	
$\Delta B_{am} = 300$	
$\Delta B_{em} = 3500$	
	<b>Solde des créances et des dettes = +4000</b>

Les entreprises

Besoin de financement = 4000, satisfait comme suit : emprunt auprès des ménages,  $\Delta B_{em} = 3500$  ; emprunt auprès l'extérieur,  $\Delta B_{ext} = 500$

## Compte financier des entreprises

$\Delta$ Créances	$\Delta$ dettes
	$\Delta B_{em} = 3500$
	$\Delta B_{ext} = 500$
	<b>Solde des créances et des dettes = -4000</b>

L'extérieur

Capacité de financement = 500, utilisée pour l'achat des titres émis par les entreprises en contrepartie des produits importés

## Compte financier du reste du monde

$\Delta$ Créances	$\Delta$ dettes
$\Delta B_{ext} = 500$	<b>Solde des créances et des dettes = +500</b>

L'équilibre sur les différents marchés

d. Equilibre des opérations sur biens et services :

Offre des biens et services = demande des biens et services

Produit intérieur net + importations = consommation privée + investissement + consommation publique + exportations ( $Y + M = C + I + G + X$ )

les ressources :

$Y = PIB =$  somme des valeurs ajoutées =  $16000 + 3800 = 19800$

Importations = 8000

Total = 27800

Les emplois :

Consommation privée = 13000

+

Investissement privé = 4000

+

Consommation publique =  $2000 + 3000 = 5000$

+

Exportations = 5800

Total = 27800

d. Equilibre sur le marché des titres :

Offre des titres (émissions de titres par les emprunteurs) = demande de titres (achats de titres par les prêteurs)

$$\text{Offre de titres} = \Delta B_a + \Delta B_e = 300 + 4000 = 4300 ;$$

$$\text{Demande de titres} = \Delta B_{am} + \Delta B_{em} + \Delta B_{ext} = 300 + 3500 + 500 = 4300$$

e. Equilibre sur le marché de la monnaie :

Offre de monnaie (création de monnaie) = Demande de monnaie par les ménages

$$\text{Offre de monnaie} : \Delta M_a = 200 ; \text{Demande de monnaie} : \Delta M_m = 200$$

# Annexes statistiques 2011-2015

**ANNEXE 1**  
**L'EQUILIBRE RESSOURCE EMPLOI DE BIENS ET SERVICES**

-----

**RESSOURCES ET EMPLOIS DE BIENS ET SERVICES AUX PRIX COURANTS**

Valeurs en millions de Dinars

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Produit Intérieur Brut (p.m)</b>	<b>64 492,2</b>	<b>70 354,4</b>	<b>75 144,1</b>	<b>80 790,0</b>	<b>84 656,2</b>
<b>Importations</b>	36 113,9	40 794,9	42 443,9	45 205,3	43 139,3
<b>Total Ressources -Emplois</b>	<b>100 606,1</b>	<b>111 149,3</b>	<b>117 588,0</b>	<b>125 995,3</b>	<b>127 795,5</b>
<b>Consommation finale globale</b>	<b>54 413,2</b>	<b>59 797,6</b>	<b>65 211,0</b>	<b>71 006,0</b>	<b>76 951,5</b>
Consommation publique	11 609,0	12 818,3	14 011,8	15 116,5	16 548,7
Consommation privée	42 804,2	46 979,4	51 199,2	55 889,5	60 402,8
<b>Formation Brute de Capital Fixe</b>	<b>14 096,0</b>	<b>15 824,2</b>	<b>16 465,7</b>	<b>16 435,2</b>	<b>16 822,9</b>
<b>Variations de stocks</b>	<b>797,8</b>	<b>1 373,1</b>	<b>618,7</b>	<b>2 225,8</b>	<b>80,9</b>
<b>Demande intérieure</b>	69 306,9	76 994,9	82 295,4	89 667,0	93 855,3
<b>Exportations</b>	31 299,2	34 154,4	35 292,6	36 328,2	33 940,3

Source :INS

**ANNEXE 2**  
**REVENU NATIONAL, CONSOMMATION & EPARGNE**  
 Valeurs en millions de Dinars

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>REVENU NATIONAL</b>					
<b>Produit Intérieur Brut (aux prix du marché)</b>	<b>64 492,2</b>	<b>70 354,4</b>	<b>75 144,1</b>	<b>80 790,0</b>	<b>84 656,2</b>
Revenus des facteurs reçus de l'extérieur nets	-3041,4	-2974,6	-3348,9	-2872,5	-2613,8
<b>Revenu National</b>	<b>61 450,8</b>	<b>67 379,8</b>	<b>71 795,2</b>	<b>77 917,4</b>	<b>82 042,5</b>
Autres transferts courants extérieurs nets	3089,7	3802,7	4198,7	4446,7	4261,1
<b>REVENU NATIONAL DISPONIBLE BRUT</b>	<b>64 540,5</b>	<b>71 182,5</b>	<b>75 993,9</b>	<b>82 364,1</b>	<b>86 303,6</b>
Sociétés non financières	2 710,6	2 952,7	2 550,1	2 367,7	2 005,5
Institutions financières	611,0	773,5	1 034,1	1 129,8	1 140,5
Administration Publique	14 474,9	15 610,9	16 758,7	18 706,4	19 685,6
Ménages	46 744,0	51 845,5	55 650,9	60 160,2	63 472,0
<b>Amortissements</b>	<b>9685,2</b>	<b>10152,7</b>	<b>10533,5</b>	<b>11108,9</b>	<b>11867,9</b>
<b>REVENU NATIONAL NET</b>	<b>51 765,6</b>	<b>57 227,1</b>	<b>61 261,7</b>	<b>66 808,5</b>	<b>70 174,6</b>
<b>REVENU NATIONAL DISPONIBLE</b>	<b>54 855,3</b>	<b>61 029,8</b>	<b>65 460,4</b>	<b>71 255,2</b>	<b>74 435,7</b>
<b>CONSOMMATION ET EPARGNE</b>					
	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Revenu National Disponible Brut</b>	<b>64 540,5</b>	<b>71 182,5</b>	<b>75 993,9</b>	<b>82 364,1</b>	<b>86 303,6</b>
Consommation Finale	54413,2	59797,6	65211,0	71006,0	76951,5
<b>EPARGNE NATIONALE (BRUTE)</b>	<b>10 127,4</b>	<b>11 384,9</b>	<b>10 782,9</b>	<b>11 358,1</b>	<b>9 352,1</b>
Sociétés non financières	2 710,6	2 952,7	2 550,1	2 367,7	2 005,5
Institutions financières	611,0	773,5	1 034,1	1 129,8	1 140,5
Administration Publique	1 896,7	1 766,7	1 627,5	2 333,7	1 870,8
Ménages	4 909,1	5 892,1	5 571,2	5 526,9	4 335,3

Source :INS

### ANNEXE 3 INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT

Valeurs en millions de Dinars

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Epargne Nationale (Brute)</b>	<b>10127,4</b>	<b>11384,9</b>	<b>10782,9</b>	<b>11358,1</b>	<b>9352,1</b>
Transferts en capital extérieur nets	258,7	701,2	186,3	486,4	440,7
<b>FORMATION BRUTE DE CAPITAL</b>	<b>14 893,8</b>	<b>17 197,3</b>	<b>17 084,4</b>	<b>18 661,0</b>	<b>16 903,8</b>
<b>Formation Brute de Capital Fixe</b>	<b>14096,0</b>	<b>15824,2</b>	<b>16465,7</b>	<b>16435,2</b>	<b>16822,9</b>
Sociétés non financières	6280,5	6689,0	6983,8	7067,7	7451,9
Institutions financières	187,4	146,1	184,7	207,7	216,3
Administration Publique	3197,2	3558,5	3438,2	3505,1	3983,9
Ménages	4 430,8	5 430,6	5 859,0	5 654,7	5 170,8
<b>Variations de stocks</b>	<b>797,8</b>	<b>1373,1</b>	<b>618,7</b>	<b>2225,8</b>	<b>80,9</b>
<b>CAP(+) ou BES(-) de FINANCEMENT</b>	<b>-4 507,7</b>	<b>-5 111,2</b>	<b>-6 115,2</b>	<b>-6 816,5</b>	<b>-7 111,0</b>
Sociétés non financières	-3237,6	-3602,3	-4982,7	-6190,3	-5840,5
Institutions financières	423,6	627,4	849,4	922,1	924,2
Administration Publique	-2 058,7	-2 561,9	-2 480,4	-2 082,8	-2 694,5
Ménages	365,0	425,6	498,4	534,5	499,9

Source : INS

### ANNEXE 4 CREANCES ET DETTES

Valeurs en millions de Dinars

	2011	2012	2013	2014	2015
Variation des créances sur l'Extérieur	-2524,0	1946,6	-1139,1	1297,8	796,5
Variation des dettes vis-à-vis de l'Extérieur	1983,7	7057,8	4976,1	8114,3	7907,5
<b>SOLDE DES CREANCES ET DETTES</b>	<b>-4 507,7</b>	<b>-5 111,2</b>	<b>-6 115,2</b>	<b>-6 816,5</b>	<b>-7 111,0</b>
Sociétés non financières	-3226,8	-3591,9	-4972,4	-6179,3	-5830,3
Institutions financières	421,9	626,2	849,1	920,6	923,4
Administration Publique	-2060,6	-2564,7	-2481,1	-2084,8	-2696,1
Ménages	357,8	419,2	489,1	527,0	492,0

Source : INS

**ANNEXE 5**  
**TAUX ET RATIOS PAR HABITANT**

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Taux d'épargne</b>	<b>15,7</b>	<b>16,0</b>	<b>14,2</b>	<b>13,8</b>	<b>10,8</b>
Taux d'épargne des ménages	10,5	11,4	10,0	9,2	6,8
<b>Taux d'investissement</b>	<b>21,9</b>	<b>22,5</b>	<b>21,9</b>	<b>20,3</b>	<b>19,9</b>
Taux d'investissement des S.N.F	29,6	28,8	29,4	28,8	28,6
Entreprises publiques	25,0	23,7	22,0	21,1	20,0
Sociétés privées	33,1	32,3	35,3	35,0	35,7
<b>Bes.Fin. / Rev. Nat. Disp. Brut</b>	<b>-7,0</b>	<b>-7,2</b>	<b>-8,0</b>	<b>-8,3</b>	<b>-8,2</b>
<b>Besoin de Financement / F.B.C.F.</b>	<b>-32,0</b>	<b>-32,3</b>	<b>-37,1</b>	<b>-41,5</b>	<b>-42,3</b>
<b>Bes.Fin./Ress. Courantes et en Capital</b>	<b>-12,7</b>	<b>-12,9</b>	<b>-15,0</b>	<b>-16,1</b>	<b>-17,9</b>
<b>Taux d'endettement</b>	<b>39,3</b>	<b>40,3</b>	<b>41,4</b>	<b>44,3</b>	<b>48,8</b>
<b>Serv.dette / Ressources Cour. et Cap</b>	<b>10,5</b>	<b>10,3</b>	<b>8,2</b>	<b>7,0</b>	<b>8,2</b>
<b>Service de la Dette / Export B. et S.</b>	<b>11,9</b>	<b>11,9</b>	<b>9,4</b>	<b>8,2</b>	<b>9,6</b>
<b>Ratios par Habitant en Dinars</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014*</b>	<b>2015**</b>
<b>Revenu National</b>	<b>5757,2</b>	<b>6248,0</b>	<b>6589,6</b>	<b>7078,7</b>	<b>7355,2</b>
<b>Revenu National Net</b>	<b>4849,8</b>	<b>5306,5</b>	<b>5622,8</b>	<b>6069,5</b>	<b>6291,2</b>
<b>Revenu National Disponible Brut</b>	<b>6046,6</b>	<b>6600,6</b>	<b>6975,0</b>	<b>7482,7</b>	<b>7737,2</b>
<b>Revenu National Disponible</b>	<b>5139,3</b>	<b>5659,2</b>	<b>6008,2</b>	<b>6473,4</b>	<b>6673,2</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>5097,8</b>	<b>5544,9</b>	<b>5985,3</b>	<b>6450,8</b>	<b>6898,8</b>
<b>Consommation privée</b>	<b>4010,2</b>	<b>4356,3</b>	<b>4699,2</b>	<b>5077,5</b>	<b>5415,2</b>
<b>Agrégats en millions de Dinars</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014*</b>	<b>2015**</b>
<b>Dette extérieure</b>	<b>25348,0</b>	<b>28678,0</b>	<b>31499,0</b>	<b>36512,0</b>	<b>42085,0</b>
<b>Service de la dette</b>	<b>3737,0</b>	<b>4071,0</b>	<b>3325,0</b>	<b>2979,0</b>	<b>3258,0</b>
Intérêt de la dette	844,0	870,0	821,0	865,0	914,0
Principal de la dette	2893,0	3201,0	2504,0	2114,0	2344,0
<b>Ressources Ext. Courantes et en Capital</b>	<b>35566,2</b>	<b>39695,9</b>	<b>40766,0</b>	<b>42366,0</b>	<b>39830,2</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>31299,2</b>	<b>34154,4</b>	<b>35292,6</b>	<b>36328,2</b>	<b>33940,3</b>
<b>Formation Brute de Capital Fixe</b>	<b>14096,0</b>	<b>15824,2</b>	<b>16465,7</b>	<b>16435,2</b>	<b>16822,9</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>54413,2</b>	<b>59797,6</b>	<b>65211,0</b>	<b>71006,0</b>	<b>76951,5</b>
<b>Consommation privée</b>	<b>42804,2</b>	<b>46979,4</b>	<b>51199,2</b>	<b>55889,5</b>	<b>60402,8</b>
<b>POPULATION ( en milliers )</b>	<b>10674,4</b>	<b>10784,3</b>	<b>10895,2</b>	<b>11007,3</b>	<b>11154,4</b>

Source : INS

**ANNEXE 6**  
**VALEURS AJOUTEES PAR SECTEUR D'ACTIVITES ET AUX PRIX COURANTS**

(En Millions de dinars)

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>AGRICULTURE ET PECHE</b>	<b>5 504,2</b>	<b>6 391,2</b>	<b>6 680,5</b>	<b>7 319,0</b>	<b>8 634,4</b>
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	<b>10 707,5</b>	<b>11 429,0</b>	<b>11 983,5</b>	<b>12 585,9</b>	<b>13 083,7</b>
Industries Agro-alimentaires	1889,1	2066,9	2236,8	2220,5	2647,5
Industrie du Tabac	89,8	97,3	101,2	106,4	112,5
Textile. Habillement et cuir	2187,8	2109,4	2205,0	2273,2	2174,2
Industries diverses	1144,3	1182,0	1235,5	1289,8	1387,2
Raffinage de pétrole	150,8	125,0	59,3	74,5	98,1
Industries chimiques	899,9	1144,9	1161,0	1130,0	1110,5
Matériaux de construction. céramique et verre	906,9	1031,4	1125,6	1253,3	1311,6
Industries mécaniques et électriques	3438,9	3672,2	3859,0	4238,2	4242,2
<b>INDUSTRIES NON MANUFACTURIERES</b>	<b>8 515,4</b>	<b>9 424,4</b>	<b>9 636,2</b>	<b>9 154,5</b>	<b>8 255,4</b>
Extraction de pétrole et gaz naturel	4483,5	4922,1	4858,8	4008,4	2879,6
Mines	267,1	428,8	346,4	467,7	520,0
Electricité et Gaz	650,3	756,3	908,4	900,3	942,0
Eau	206,6	214,3	230,9	246,1	259,9
Bâtiment et génie civil	2908,0	3102,9	3291,8	3532,1	3653,9
<b>ACTIVITES DE SERVICES MARCHANDS</b>	<b>26 228,3</b>	<b>28 616,6</b>	<b>30 710,2</b>	<b>32 550,2</b>	<b>33 910,1</b>
Entretien et réparation	231,1	238,0	248,0	257,7	268,5
Commerce	5377,8	5902,6	6601,0	7123,3	7919,2
Services d'hôtellerie et de restauration	2627,9	3073,6	3248,1	3446,4	3279,5
Transports	4746,4	5231,9	5311,7	5506,5	5263,2
Poste et télécommunication	3166,2	3363,3	3565,9	3778,7	3853,7
Services financiers	2341,7	2614,4	2914,3	3149,3	3329,1
Autres Services marchands	7737,3	8192,8	8821,1	9288,3	9997,0
<b>Consommation intermédiaire non ventilée en service financiers (en-)</b>	<b>874,6</b>	<b>1 041,8</b>	<b>1 077,8</b>	<b>1 112,2</b>	<b>1 157,9</b>
<b>ACTIVITES MARCHANDES</b>	<b>50 081,0</b>	<b>54 819,5</b>	<b>57 932,6</b>	<b>60 497,5</b>	<b>62 725,7</b>
<b>ACTIVITES NON MARCHANDES</b>	<b>10 996,2</b>	<b>12 221,8</b>	<b>13 360,3</b>	<b>14 489,0</b>	<b>15 686,9</b>
Services d'administration publique	10708,3	11905,7	13021,4	14128,8	15300,8
Services fournis par les organisations associatives	75,6	80,8	87,0	93,2	100,1
services domestiques	212,3	235,3	252,0	267,0	286,0
<b>TOTAL DES VALEURS AJOUTÉES</b>	<b>61 077,2</b>	<b>67 041,3</b>	<b>71 292,9</b>	<b>74 986,5</b>	<b>78 412,6</b>
Impôts indirects nets de subventions sur les produits	3 415,0	3 313,2	3 851,2	5 803,5	6 243,6
<b>P.I.B (aux prix du marché)</b>	<b>64 492,2</b>	<b>70 354,4</b>	<b>75 144,1</b>	<b>80 790,0</b>	<b>84 656,2</b>

Source : INS

**ANNEXE 6 (SUITE)**  
**STRUCTURE DE LA VALEUR AJOUTEE PAR SECTEUR D'ACTIVITES ET AUX**  
**PRIX COURANTS**  
(En %)

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>AGRICULTURE ET PECHE</b>	<b>9,0</b>	<b>9,5</b>	<b>9,4</b>	<b>9,8</b>	<b>11,0</b>
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	<b>17,5</b>	<b>17,0</b>	<b>16,8</b>	<b>16,8</b>	<b>16,7</b>
C15 . Industries Agro-alimentaires	3,1	3,1	3,1	3,0	3,4
C16 . Industrie du Tabac	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D17 . Textile. Habillement et cuir	3,6	3,1	3,1	3,0	2,8
D20 . Industries diverses	1,9	1,8	1,7	1,7	1,8
E23. Raffinage de pétrole	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
E24 . Industries chimiques	1,5	1,7	1,6	1,5	1,4
E26 . Matériaux de construction. céramique et verre	1,5	1,5	1,6	1,7	1,7
F27 . Industries mécaniques et électriques	5,6	5,5	5,4	5,7	5,4
<b>INDUSTRIES NON MANUFACTURIERES</b>	<b>13,9</b>	<b>14,1</b>	<b>13,5</b>	<b>12,2</b>	<b>10,5</b>
B11 .Extraction de pétrole et gaz naturel	7,3	7,3	6,8	5,3	3,7
B13 . Mines	0,4	0,6	0,5	0,6	0,7
G40 . Electricité et Gaz	1,1	1,1	1,3	1,2	1,2
G41 . Eau	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
H45 . Bâtiment et génie civil	4,8	4,6	4,6	4,7	4,7
<b>ACTIVITES DE SERVICES MARCHANDS</b>	<b>42,9</b>	<b>42,7</b>	<b>43,1</b>	<b>43,4</b>	<b>43,2</b>
I50 . Entretien et réparation	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
I51 . Commerce	8,8	8,8	9,3	9,5	10,1
I55 . Services d'hôtellerie et de restauration	4,3	4,6	4,6	4,6	4,2
I60 . Transports	7,8	7,8	7,5	7,3	6,7
I64 . Poste et télécommunication	5,2	5,0	5,0	5,0	4,9
I65 . Services financiers	3,8	3,9	4,1	4,2	4,2
I70. Autres Services marchands	12,7	12,2	12,4	12,4	12,7
<b>Consommation intermédiaire non ventilée en service financiers (en-)</b>	<b>1,4</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>
<b>ACTIVITES MARCHANDES</b>	<b>82,0</b>	<b>81,8</b>	<b>81,3</b>	<b>80,7</b>	<b>80,0</b>
<b>ACTIVITES NON MARCHANDES</b>	<b>18,0</b>	<b>18,2</b>	<b>18,7</b>	<b>19,3</b>	<b>20,0</b>
J75. Services d'administration publique	17,5	17,8	18,3	18,8	19,5
J91. Services fournis par les organisations associatives	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
J95. services domestiques	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4
<b>TOTAL DES VALEURS AJOUTÉES</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : INS

**ANNEXE 7**  
**LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PAR SECTEUR D'ACTIVITE**

Valeurs en millions de Dinars

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>AGRICULTURE ET PECHE</b>	<b>1 055,6</b>	<b>1 200,6</b>	<b>1 205,5</b>	<b>1 111,2</b>	<b>1 200,0</b>
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	<b>2 006,4</b>	<b>1 745,6</b>	<b>2 116,2</b>	<b>1 753,4</b>	<b>1 784,2</b>
Industries Agro-alimentaires	340,9	375,0	425,0	435,0	440,0
Industrie du Tabac	9,2	10,6	15,0	15,0	22,0
Textile, Habillement et cuir	159,9	180,3	170,2	145,0	140,0
Industries diverses	184,0	230,0	220,0	250,0	250,0
Raffinage de pétrole	70,0	80,0	56,1	40,8	87,2
Industries chimiques	244,8	282,0	360,0	250,0	220,0
Materiaux de construction, céramique et verre	713,0	280,6	530,0	247,0	205,0
Industries mécaniques et électriques	284,6	307,2	340,0	370,6	420,0
<b>INDUSTRIES NON MANUFACTURIERES</b>	<b>2 212,1</b>	<b>2 290,0</b>	<b>2 823,8</b>	<b>2 638,6</b>	<b>2 366,7</b>
Extraction de pétrole et gaz naturel	1 102,0	1 120,0	1 379,0	1 204,0	1 400,0
Mines	69,0	62,5	120,6	98,1	146,7
Electricité et Gaz	774,0	569,0	871,0	673,8	418,0
Eau	111,0	163,4	152,2	202,6	102,0
Bâtiment et génie civil	156,2	375,1	301,0	460,1	300,0
<b>ACTIVITES DE SERVICES MARCHANDS</b>	<b>6 853,5</b>	<b>8 347,2</b>	<b>8 147,3</b>	<b>8 606,7</b>	<b>8 849,6</b>
Entretien et réparation	40,1	46,2	47,2	69,0	80,0
Commerce	273,6	364,0	364,1	566,9	494,5
Services d'hôtellerie et de restauration	280,0	320,0	350,0	280,0	292,3
Transports	1 721,6	2 429,2	1 895,4	2 080,7	2 604,4
Poste et télécommunication	557,2	771,4	675,2	664,0	541,9
Services financiers	187,4	146,1	184,7	207,7	216,3
Autres Services marchands	3 793,6	4 270,3	4 630,7	4 738,4	4 620,2
* dont logement	2 908,0	2 760,0	2 960,0	3 026,0	3 048,0
<b>EQUIPEMENTS COLLECTIFS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES</b>	<b>1 968,3</b>	<b>2 240,8</b>	<b>2 172,9</b>	<b>2 325,2</b>	<b>2 622,3</b>
Education et formation	417,2	486,2	425,6	410,5	419,6
Santé	172,5	191,4	171,8	161,3	190,3
Assainissement	81,1	89,8	93,0	109,9	111,0
Urbanisme	64,6	72,7	69,3	73,4	78,0
Social et Culturel	153,5	202,4	178,9	183,6	191,3
Services administratifs divers	1079,4	1198,3	1234,3	1386,5	1632,1
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>14 096,0</b>	<b>15 824,2</b>	<b>16 465,7</b>	<b>16 435,2</b>	<b>16 822,9</b>

Source: INS

**ANNEXE 8**  
**LES REVENUS PRIMAIRES PAR AGENT**

Valeurs en millions de Dinars

	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
<b>SOCIETES NON FINANCIERES</b>	<b>5163,0</b>	<b>5827,5</b>	<b>5709,3</b>	<b>6132,5</b>	<b>6511,8</b>
Revenus d'entreprises	9500,6	10832,4	10300,4	9786,0	10032,4
Revenus distribués (en moins)	4337,7	5004,9	4591,2	3653,5	3520,6
<b>INSTITUTIONS FINANCIERES</b>	<b>763,0</b>	<b>968,2</b>	<b>1248,8</b>	<b>1418,3</b>	<b>1433,0</b>
Revenus d'entreprises	1448,0	1610,0	1843,4	2013,8	2142,2
Revenus distribués (en moins)	684,9	641,8	594,6	595,5	709,2
<b>ADMINISTRATION PUBLIQUE</b>	<b>7429,2</b>	<b>8037,6</b>	<b>7955,1</b>	<b>9504,4</b>	<b>10200,4</b>
Revenus d'exploitation	2196,0	2391,5	2583,4	2706,3	2860,1
Intérêts dividendes revenus reçus nets	1264,3	1720,0	648,8	-88,6	-197,4
Impôts indirects nets de subvention d'exploitation.	3968,9	3926,1	4722,9	6886,6	7537,7
<b>MENAGES</b>	<b>48095,6</b>	<b>52546,6</b>	<b>56882,0</b>	<b>60862,3</b>	<b>63897,3</b>
<b>Revenus bruts d'activités</b>	<b>46776,7</b>	<b>50408,2</b>	<b>54470,4</b>	<b>58059,8</b>	<b>60699,5</b>
Revenus du travail des salariés	25754,8	27601,4	29593,3	31842,7	34038,9
Revenus de la production d'entreprises individuelle	17003,9	18573,2	18573,2	20379,8	21439,0
Revenus de la production hors entreprises individuelles	4018,0	4233,7	6303,9	5837,3	5221,6
<b>Revenus de la propriété</b>	<b>1318,9</b>	<b>2138,3</b>	<b>2411,6</b>	<b>2802,6</b>	<b>3197,8</b>
<b>TOTAL DES REVENUS PRIMAIRES (PNB)</b>	<b>61450,8</b>	<b>67379,9</b>	<b>71795,2</b>	<b>77917,4</b>	<b>82042,5</b>
Autres transferts courants reçus de l'extérieur nets	3089,7	3802,7	4198,7	4446,7	4261,1
<b>REVENU NATIONAL DISPONIBLE BRUT</b>	<b>64540,5</b>	<b>71182,6</b>	<b>75993,9</b>	<b>82364,1</b>	<b>86303,6</b>

Source : INS

**ANNEXE 9**  
**REVENUS DISPONIBLES BRUTS**

Valeurs en millions de Dinars

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>SOCIETES NON FINANCIERES</b>	<b>2710,6</b>	<b>2952,7</b>	<b>2550,1</b>	<b>2367,7</b>	<b>2005,5</b>
Revenu primaire	5163,0	5827,5	5709,3	6132,5	6511,8
Redistribution et autres transferts nets	-2452,4	-2874,9	-3159,2	-3764,8	-4506,3
Impôts directs versés (-)	2338,5	2714,3	2984,8	3298,5	3473,4
Autres transferts reçus nets (+)	-113,9	-160,6	-174,4	-466,2	-1032,9
<b>INSTITUTIONS FINANCIERES</b>	<b>611,0</b>	<b>773,5</b>	<b>1034,1</b>	<b>1129,8</b>	<b>1140,5</b>
Revenu primaire	763,0	968,2	1248,8	1418,3	1433,0
Redistribution et autres transferts nets	-152,0	-194,7	-214,7	-288,5	-292,5
Impôts directs versés (-)	135,7	172,6	191,3	260,8	264,7
Cotisations sociales recues (+)	166,8	191,3	214,2	227,7	240,2
Prestations sociales versées (-)	166,8	191,3	214,2	227,7	240,2
Autres transferts reçus nets (+)	-16,3	-22,1	-23,5	-27,7	-27,8
<b>ADMINISTRATION PUBLIQUE</b>	<b>14474,9</b>	<b>15610,9</b>	<b>16758,7</b>	<b>18706,4</b>	<b>19685,6</b>
Revenu primaire	7429,2	8037,6	7955,1	9504,4	10200,4
Redistribution et autres transferts nets	7045,7	7573,4	8803,5	9202,0	9485,2
Impôts directs reçus (+)	5888,7	6312,8	6951,8	7778,6	8049,1
Cotisations sociales reçues (+)	5329,6	5954,5	6630,9	7041,1	7738,0
Prestations sociales versées (-)	4238,9	4770,3	5171,6	5708,9	6482,9
Autres transferts reçus nets (+)	66,2	76,4	392,4	91,2	181,1
<b>MENAGES</b>	<b>46744,0</b>	<b>51845,5</b>	<b>55651,0</b>	<b>60160,2</b>	<b>63472,0</b>
Revenu primaire	48095,6	52546,6	56882,0	60862,3	63897,3
Redistribution et autres transferts nets	-1351,6	-701,1	-1231,0	-702,1	-425,4
Impôts directs versés (-)	3293,3	3295,0	3652,2	4096,0	4167,7
Cotisations sociales versées (-)	5820,7	6512,1	7229,1	7687,3	8435,0
Prestations sociales reçues (+)	4730,0	5328,0	5769,8	6355,1	7180,0
Autres transferts reçus nets (+)	3032,5	3778,1	3880,6	4726,2	4997,4
dont économie sur salaires reçus de l'extérieur	2335,9	2985,6	3099,0	3329,3	3243,7
<b>REVENU NATIONAL DISPONIBLE BRUT</b>	<b>64540,5</b>	<b>71182,6</b>	<b>75993,9</b>	<b>82364,1</b>	<b>86303,6</b>
<b>CONSOMMATION FINALE</b>	<b>54 413,2</b>	<b>59 797,6</b>	<b>65 211,0</b>	<b>71 006,0</b>	<b>76 951,5</b>
<b>EPARGNE NATIONALE BRUTE</b>	<b>10127,4</b>	<b>11384,9</b>	<b>10782,9</b>	<b>11358,1</b>	<b>9352,1</b>

**ANNEXE 10**  
**LES OPERATIONS AGREGÉES**

Valeurs en millions de Dinars

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>OPERATIONS DE BIENS ET SERVICES</b>					
<b>Production de biens et services</b>	<b>115666,5</b>	<b>129217,4</b>	<b>136727,7</b>	<b>143247,9</b>	<b>148000,3</b>
Production de Biens & Services marchands	101604,7	113458,6	119437,6	124563,2	127618,1
Production SIFIM	1651,4	1911,8	2120,6	2306,7	2401,6
Production de services d'assurances	237,2	423,8	513,5	577,7	702,0
Production de services non marchands	12173,2	13423,2	14656,0	15800,2	17278,7
<b>Consommation intermédiaire</b>	<b>54589,2</b>	<b>62176,1</b>	<b>65434,8</b>	<b>68261,4</b>	<b>69587,7</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>54413,2</b>	<b>59797,6</b>	<b>65211,0</b>	<b>71006,0</b>	<b>76951,5</b>
Consommation publique	11609,0	12818,3	14011,8	15116,5	16548,7
consommation privée	42804,2	46979,4	51199,2	55889,5	60402,8
<b>Formation brute de capital fixe</b>	<b>14096,0</b>	<b>15824,2</b>	<b>16465,7</b>	<b>16435,2</b>	<b>16822,9</b>
<b>Variation des stocks</b>	<b>797,8</b>	<b>1373,1</b>	<b>618,7</b>	<b>2225,8</b>	<b>80,9</b>
<b>Importation de biens &amp; services</b>	<b>36113,9</b>	<b>40794,9</b>	<b>42443,9</b>	<b>45205,3</b>	<b>43139,3</b>
<b>Exportation de biens &amp; services</b>	<b>31299,2</b>	<b>34154,4</b>	<b>35292,6</b>	<b>36328,2</b>	<b>33940,3</b>
<b>OPERATIONS DE REPARTITION</b>					
<b>Rémunération des salariés</b>	<b>25777,5</b>	<b>27625,2</b>	<b>29618,3</b>	<b>31868,9</b>	<b>34066,5</b>
Salaires et traitements bruts	22107,9	23458,3	25128,9	26929,4	28639,4
<b>versés par:</b>					
- Les résidents	21848,6	23179,0	24900,0	26761,3	28454,4
- L'extérieur	259,3	279,3	228,8	168,2	185,0
<b>reçus par:</b>					
- Les résidents	22085,2	23434,5	25103,9	26903,2	28611,9
- L'extérieur	22,7	23,8	25,0	26,2	27,5
Charges sociales payées par les employeurs	3669,6	4166,9	4489,5	4939,5	5427,0
<b>Impôts indirects</b>	<b>7658,7</b>	<b>8537,2</b>	<b>9275,7</b>	<b>10468,9</b>	<b>10477,7</b>
Impôts indirects liés à la production	656,8	740,2	993,7	1181,8	1364,3
Impôts indirects sur les produits	7001,8	7797,0	8282,0	9287,0	9113,5
Dont impôts sur les importations	695,6	861,1	901,4	1002,9	1042,7
<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>3689,6</b>	<b>4611,1</b>	<b>4552,8</b>	<b>3582,2</b>	<b>2940,0</b>
<b>Intérêts.dividendes.et aut revenus distribués</b>	<b>11556,2</b>	<b>12538,8</b>	<b>12861,8</b>	<b>12620,0</b>	<b>13002,7</b>
Intérêts	6102,1	6420,7	7144,4	7862,8	8232,4
Intérêts versés par les résidents	5998,7	6322,2	6977,3	7699,9	8056,5
dont versés à l'extérieur	965,2	962,2	936,5	916,6	1049,3
Intérêts reçus par les résidents	5136,9	5458,4	6207,9	6946,3	7183,1
dont reçus de l'extrieur	103,5	98,4	167,2	162,9	175,9
Dividendes et autres revenus distribués	5454,1	6118,2	5717,4	4757,2	4770,2
Divid.et aut.revenus versés par les résidents	5159,9	5771,6	5311,4	4377,4	4361,2
dont versés à l'extérieur	2710,5	2712,9	3189,4	2640,5	2306,9
Dividendes et aut.rev. reçus par les résidents	2743,6	3405,3	2528,0	2116,6	2463,3
dont reçus de l'extérieur	294,1	346,6	406,1	379,7	409,1

<b>OPERATIONS AGREGÉES (suite )</b>					
Valeurs en millions de Dinars					
	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
<b>Opérations d'assurances dommage (Indemnité=primes nettes)</b>	<b>776,7</b>	<b>604,3</b>	<b>622,6</b>	<b>650,5</b>	<b>682,4</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>5888,7</b>	<b>6312,8</b>	<b>6951,8</b>	<b>7778,6</b>	<b>8049,1</b>
Impôts sur le revenu	5227,6	5588,6	6101,2	6786,4	7007,2
Autres impôts directs	661,1	724,2	850,7	992,2	1041,9
<b>Cotisations sociales</b>	<b>5820,7</b>	<b>6512,1</b>	<b>7229,1</b>	<b>7687,3</b>	<b>8435,0</b>
Cotisations sociales effectives	5264,7	5887,4	6559,4	6955,9	7636,7
Cotisations sociales imputées	556,0	624,7	669,7	731,5	798,3
<b>Prestations sociales</b>	<b>4730,0</b>	<b>5328,0</b>	<b>5769,8</b>	<b>6355,1</b>	<b>7180,0</b>
Prestations de sécurité sociale en espèces	3680,6	4040,9	4530,3	4993,2	5642,6
Prestations d'assurance sociale	143,9	167,6	187,3	198,1	207,9
Prestations assurance sociale directe d'employeur	556,0	624,7	669,7	731,5	798,3
Autres prestations sociales en espèces	349,4	494,8	382,5	432,4	531,2
<b>Autres transferts courants</b>	<b>4743,3</b>	<b>6399,4</b>	<b>6399,4</b>	<b>7069,1</b>	<b>7352,6</b>
Transferts courants entre admini. publiques	732,8	1046,5	1046,5	1047,5	1031,5
Coopération internationale courante	302,6	266,9	266,9	491,8	529,8
Autres transferts courants divers	3707,9	5085,9	5085,9	5529,8	5791,3
<b>Transferts en capital</b>	<b>2022,9</b>	<b>2933,8</b>	<b>2933,8</b>	<b>1703,5</b>	<b>2418,6</b>
Impôts sur le capital	18,1	27,2	27,2	28,1	31,8
Subventions d'investissement	657,2	782,8	782,8	585,9	439,1
Autres transferts en capital	1347,5	2123,8	2123,8	1089,4	1947,7
<b>SOLDES COMPTABLES</b>					
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>61077,2</b>	<b>67041,3</b>	<b>71292,9</b>	<b>74986,5</b>	<b>78412,6</b>
<b>Revenu d'exploitation</b>	<b>35005,1</b>	<b>39082,5</b>	<b>41031,7</b>	<b>42202,6</b>	<b>43237,1</b>
<b>Revenu disponible brut</b>	<b>64540,5</b>	<b>71182,5</b>	<b>75993,9</b>	<b>82364,1</b>	<b>86303,6</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>10127,4</b>	<b>11384,9</b>	<b>10782,9</b>	<b>11358,1</b>	<b>9352,1</b>
<b>Capacité ou besoin de financement</b>	<b>-4507,7</b>	<b>-5111,2</b>	<b>-6115,2</b>	<b>-6816,5</b>	<b>-7111,0</b>
<b>Solde des créances et des dettes</b>	<b>-4507,7</b>	<b>-5111,2</b>	<b>-6115,2</b>	<b>-6816,5</b>	<b>-7111,0</b>
<b>Ajustement</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>

Source: INS

**ANNEXE 11**  
**PRODUCTION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AUX PRIX COURANT**

Valeurs en millions de Dinars

	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
Agriculture et pêche	7390,6	8582,8	8993,4	9897,7	11664,4
Industries Agro-alimentaires	9223,6	10113,3	11190,8	11106,0	13252,1
Industrie du Tabac	299,1	323,9	337,0	354,5	374,6
Textile. Habillement et cuir	7587,1	7308,9	7647,3	7915,2	7562,1
Industries diverses	3663,9	3822,5	3996,8	4178,9	4524,3
Raffinage de pétrole	1032,8	2388,7	2402,3	2364,9	1202,6
Industries chimiques	4206,0	5614,3	5644,2	5370,8	5140,3
Matériaux de construction. céramique et verre	2120,4	2392,2	2599,9	2889,8	2996,1
Industries mécaniques et électriques	12655,1	13608,3	14343,2	15827,0	15820,6
Extraction de pétrole et gaz naturel	5628,3	6129,7	6073,5	5165,5	3596,2
Mines	613,0	919,2	772,5	935,2	1031,3
Electricité et Gaz	1453,6	1507,6	1670,4	1610,2	2514,4
Eau	290,4	301,3	321,2	340,7	359,8
Bâtiment et génie civil	8850,6	9509,0	10023,1	10754,8	11001,6
Entretien et réparation	595,8	686,9	716,0	742,5	774,7
Commerce	8124,9	9678,9	10343,6	11044,1	11704,3
Services d'hôtellerie et de restauration	4236,6	5008,8	5291,2	5614,9	5239,4
Transports	7238,5	7985,7	8258,0	8618,8	8086,8
Poste et télécommunication	3847,2	4089,0	4380,6	4633,4	4726,3
Services financiers	2873,7	3200,8	3563,7	3903,3	4141,2
Autres Services marchands	10757,7	11783,5	13051,2	13720,6	14535,1
Services non marchands	12977,5	14262,3	15107,7	16259,2	17752,2
Dont Administration publique correction territoriale	12638,8	13891,9	14710,4	15836,5	17298,9
<b>ENSEMBLE</b>	<b>115666,5</b>	<b>129217,4</b>	<b>136727,7</b>	<b>143247,9</b>	<b>148000,3</b>

Source: INS

**ANNEXE 12**  
**VALEURS AJOUTÉES PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL AUX PRIX COURANT**

Valeurs en millions de Dinars

	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
Sociétés non financières (SNF)	21218,2	23214,0	23784,9	24580,9	26018,9
Sociétés financières (IF)	2341,7	2614,4	2914,3	3149,3	3329,0
Administrations publiques (APU)	10708,3	11905,7	13021,4	14128,8	15300,8
Ménages (y.c entreprises individuelles)	26809,0	29307,3	31572,3	33127,5	33763,8
<b>Total des secteurs résidents</b>	<b>61077,2</b>	<b>67041,3</b>	<b>71292,9</b>	<b>74986,5</b>	<b>78412,5</b>

Source: INS

**ANNEXE 13**  
**DÉPENSE DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES PAR PRODUIT AUX PRIX COURANT**

Valeurs en millions de Dinars

	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
Agriculture et pêche	2927,1	3350,8	3580,2	3903,8	4787,6
Industries Agro-alimentaires	8015,3	8716,2	9529,0	9818,4	10481,3
Industrie du Tabac	1203,6	1473,7	1595,3	1776,4	1792,0
Textile. Habillement et cuir	3574,4	3705,6	4345,1	4785,8	4867,9
Industries diverses	2172,5	2348,1	2755,1	3063,4	3294,2
Raffinage de pétrole	1598,0	1851,0	2032,3	2462,7	2472,2
Industries chimiques	2212,2	2464,6	2588,0	2698,5	2770,9
Matériaux de construction. céramique et verre	204,6	218,1	235,7	307,4	338,6
Industries mécaniques et électriques	4364,0	5476,9	5860,6	6919,3	7542,9
Extraction de pétrole et gaz naturel	190,1	279,8	308,5	443,4	309,5
Mines	15,4	10,1	11,2	8,9	8,9
Electricité et Gaz	826,4	935,7	975,0	1118,4	1217,2
Eau	205,0	177,7	206,7	208,8	210,7
Bâtiment et génie civil	55,6	58,1	60,6	63,1	65,3
Entretien et réparation	325,8	362,7	377,8	406,4	423,4
Commerce					
Services d'hôtellerie et de restauration	4739,6	5327,4	5668,7	6024,9	5943,9
Transports	1768,4	1842,4	1896,7	2173,5	2032,0
Poste et télécommunication	1536,6	1571,1	1554,2	1889,4	1903,1
Services financiers	974,4	1099,5	1245,1	1332,0	1431,8
Autres Services marchands	7340,4	7833,8	8362,6	8823,2	9355,7
Services non marchands	12173,2	13423,2	14656,0	15800,2	17278,7
correction territoriale	-2009,4	-2728,8	-2633,6	-3021,7	-1576,4
<b>ENSEMBLE</b>	<b>54413,2</b>	<b>59797,6</b>	<b>65211,0</b>	<b>71006,0</b>	<b>76951,5</b>

Source: INS

**ANNEXE 14**  
**FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PAR PRODUIT AUX PRIX COURANTS**  
Valeurs en millions de Dinars

	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
Agriculture et pêche	-27,0	32,8	55,0	88,0	41,1
Industries diverses	264,6	287,8	310,4	195,0	164,1
Industries mécaniques et électriques	4404,5	5342,5	5505,4	4884,7	5123,4
Extraction de pétrole et gaz naturel	201,0	218,9	220,1	179,2	125,7
Bâtiment et génie civil	8904,6	9602,1	9992,8	10695,2	10940,9
I70. Autres Services marchands	348,3	340,1	381,9	393,0	427,7
<b>ENSEMBLE</b>	<b>14096,0</b>	<b>15824,2</b>	<b>16465,7</b>	<b>16435,2</b>	<b>16822,9</b>

Source: INS

**ANNEXE 15**  
**STRUCTURE DE LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PAR DOMAINE**  
**AUX PRIX COURANTS**

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>AGRICULTURE ET PECHE</b>	<b>7,5</b>	<b>7,6</b>	<b>7,3</b>	<b>6,8</b>	<b>7,1</b>
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	<b>14,2</b>	<b>11,0</b>	<b>12,9</b>	<b>10,7</b>	<b>10,6</b>
Industries Agro-alimentaires	2,4	2,4	2,6	2,6	2,6
Industrie du Tabac	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Textile, Habillement et cuir	1,1	1,1	1,0	0,9	0,8
Industries diverses	1,3	1,5	1,3	1,5	1,5
Raffinage de pétrole	0,5	0,5	0,3	0,2	0,5
Industries chimiques	1,7	1,8	2,2	1,5	1,3
Matériaux de construction, céramique et verre	5,1	1,8	3,2	1,5	1,2
Industries mécaniques et électriques	2,0	1,9	2,1	2,3	2,5
<b>INDUSTRIES NON MANUFACTURIERES</b>	<b>15,7</b>	<b>14,5</b>	<b>17,1</b>	<b>16,1</b>	<b>14,1</b>
Extraction de pétrole et gaz naturel	7,8	7,1	8,4	7,3	8,3
Mines	0,5	0,4	0,7	0,6	0,9
Electricité et Gaz	5,5	3,6	5,3	4,1	2,5
Eau	0,8	1,0	0,9	1,2	0,6
Bâtiment et génie civil	1,1	2,4	1,8	2,8	1,8
<b>ACTIVITES DE SERVICES MARCHANDS</b>	<b>48,6</b>	<b>52,7</b>	<b>49,5</b>	<b>52,4</b>	<b>52,6</b>
Entretien et réparation	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5
Commerce	1,9	2,3	2,2	3,4	2,9
Services d'hôtellerie et de restauration	2,0	2,0	2,1	1,7	1,7
Transports	12,2	15,4	11,5	12,7	15,5
Poste et télécommunication	4,0	4,9	4,1	4,0	3,2
Services financiers	1,3	0,9	1,1	1,3	1,3
Autres Services marchands	26,9	27,0	28,1	28,8	27,5
* dont logement	20,6	17,4	18,0	18,4	18,1
<b>EQUIPEMENTS COLLECTIFS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES</b>	<b>14,0</b>	<b>14,2</b>	<b>13,2</b>	<b>14,1</b>	<b>15,6</b>
Education et formation	3,0	3,1	2,6	2,5	2,5
Santé	1,2	1,2	1,0	1,0	1,1
Assainissement	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
Urbanisme	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5
Social et Culturel	1,1	1,3	1,1	1,1	1,1
Services administratifs divers	7,7	7,6	7,5	8,4	9,7
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source: INS

**ANNEXE 16**  
**FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL AUX**  
**PRIX COURANT**

Valeurs en millions de Dinars

	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
<b>ENTREPRISES</b>	<b>8006,7</b>	<b>9522,9</b>	<b>10090,7</b>	<b>9932,2</b>	<b>9815,7</b>
<b>ENTREPRISES NON FINANCIERES</b>	<b>7819,3</b>	<b>9376,8</b>	<b>9906,0</b>	<b>9724,5</b>	<b>9599,3</b>
Sociétés non financières	6280,5	6689,0	6983,8	7067,7	7451,9
Entreprises publiques	2272,7	2222,0	2317,8	2332,5	2347,2
Sociétés privées	4007,8	4467,0	4666,0	4735,2	5104,7
Entreprises individuelles	1 538,8	2 687,8	2 922,2	2 656,8	2 147,4
<b>INSTITUTIONS FINANCIERES</b>	<b>187,4</b>	<b>146,1</b>	<b>184,7</b>	<b>207,7</b>	<b>216,3</b>
INSTITUTIONS DE CREDIT	166,4	125,5	160,0	187,3	197,9
SOCIETES D'ASSURANCE	15,4	12,3	15,0	14,6	12,9
AXILIAIRES FINANCIERS	5,7	8,3	9,7	5,8	5,5
<b>ADMINISTRATION PUBLIQUE</b>	<b>3197,2</b>	<b>3558,5</b>	<b>3438,2</b>	<b>3505,2</b>	<b>3983,9</b>
ADMINISTRATIONS CENTRALE	2970,3	3325,9	3144,3	3051,3	3517,9
COLLECTIVITES LOCALES	213,4	218,0	276,8	433,7	443,4
ORGANISMES DES SECURITE SOCIALE	13,5	14,7	17,1	20,2	22,6
<b>MENAGES (logement)</b>	<b>2892,0</b>	<b>2742,8</b>	<b>2936,8</b>	<b>2997,8</b>	<b>3023,3</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>14096,0</b>	<b>15824,2</b>	<b>16465,7</b>	<b>16435,2</b>	<b>16822,9</b>

Source: INS

**ANNEXE 17**  
**FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE DES ENTREPRISES PAR SECTEUR**  
**D'ACTIVITÉ AUX PRIX COURANTS**  
Valeurs en millions de Dinars

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>AGRICULTURE ET PECHE</b>	<b>567,7</b>	<b>640,9</b>	<b>757,0</b>	<b>783,4</b>	<b>815,6</b>
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	<b>2 005,5</b>	<b>1 744,6</b>	<b>2 115,2</b>	<b>1 751,8</b>	<b>1 782,9</b>
Industries Agro-alimentaires	340,9	375,0	425,0	435,0	440,0
Industrie du Tabac	9,2	10,6	15,0	15,0	22,0
Textile. Habillement et cuir	159,0	179,3	169,2	143,4	138,7
Industries diverses	184,0	230,0	220,0	250,0	250,0
Raffinage de pétrole	70,0	80,0	56,1	40,8	87,2
Industries chimiques	244,8	282,0	360,0	250,0	220,0
Matériaux de construction. céramique et verre	713,0	280,6	530,0	247,0	205,0
Industries mécaniques et électriques	284,6	307,2	340,0	370,6	420,0
<b>INDUSTRIES NON MANUFACTURIERES</b>	<b>2 210,2</b>	<b>2 288,2</b>	<b>2 822,2</b>	<b>2 636,5</b>	<b>2 365,0</b>
Extraction de pétrole et gaz naturel	1 102,0	1 120,0	1 379,0	1 204,0	1 400,0
Mines	67,1	60,7	119,0	96,0	145,0
Electricité et Gaz	774,0	569,0	871,0	673,8	418,0
Eau	111,0	163,4	152,2	202,6	102,0
Bâtiment et génie civil	156,2	375,1	301,0	460,1	300,0
<b>ACTIVITES DE SERVICES MARCHANDS</b>	<b>3 223,2</b>	<b>4 849,2</b>	<b>4 396,3</b>	<b>4 760,5</b>	<b>4 852,2</b>
Entretien et réparation	40,1	46,2	47,2	69,0	80,0
Commerce	273,6	364,0	364,1	566,9	494,5
Services d'hôtellerie et de restauration	276,9	317,2	347,2	277,1	290,0
Transports	1 117,5	1 814,4	1 118,3	1 276,5	1 699,1
Poste et télécommunication	442,1	651,0	664,1	650,9	500,0
Services financiers	187,4	146,1	184,7	207,7	216,3
Autres Services	885,6	1 510,3	1 670,7	1 712,4	1 572,2
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>8006,7</b>	<b>9522,9</b>	<b>10090,8</b>	<b>9932,2</b>	<b>9815,7</b>

Source: INS

**ANNEXE 18**  
**FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AUX PRIX**  
**COURANTS**

Valeurs en millions de Dinars

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>AGRICULTURE ET PECHE</b>	<b>567,7</b>	<b>640,9</b>	<b>757,0</b>	<b>783,4</b>	<b>815,6</b>
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	<b>2 005,5</b>	<b>1 744,6</b>	<b>2 115,2</b>	<b>1 751,8</b>	<b>1 782,9</b>
Industries Agro-alimentaires	340,9	375,0	425,0	435,0	440,0
Industrie du Tabac	9,2	10,6	15,0	15,0	22,0
Textile. Habillement et cuir	159,0	179,3	169,2	143,4	138,7
Industries diverses	184,0	230,0	220,0	250,0	250,0
Raffinage de pétrole	70,0	80,0	56,1	40,8	87,2
Industries chimiques	244,8	282,0	360,0	250,0	220,0
Matériaux de construction. céramique et verre	713,0	280,6	530,0	247,0	205,0
Industries mécaniques et électriques	284,6	307,2	340,0	370,6	420,0
<b>INDUSTRIES NON MANUFACTURIERES</b>	<b>2 210,2</b>	<b>2 288,2</b>	<b>2 822,2</b>	<b>2 636,5</b>	<b>2 365,0</b>
Extraction de pétrole et gaz naturel	1 102,0	1 120,0	1 379,0	1 204,0	1 400,0
Mines	67,1	60,7	119,0	96,0	145,0
Electricité et Gaz	774,0	569,0	871,0	673,8	418,0
Eau	111,0	163,4	152,2	202,6	102,0
Bâtiment et génie civil	156,2	375,1	301,0	460,1	300,0
<b>ACTIVITES DE SERVICES MARCHANDS</b>	<b>6 115,2</b>	<b>7 592,0</b>	<b>7 333,1</b>	<b>7 758,3</b>	<b>7 875,5</b>
Entretien et réparation	40,1	46,2	47,2	69,0	80,0
Commerce	273,6	364,0	364,1	566,9	494,5
Services d'hôtellerie et de restauration	276,9	317,2	347,2	277,1	290,0
Transports	1 117,5	1 814,4	1 118,3	1 276,5	1 699,1
Poste et télécommunication	442,1	651,0	664,1	650,9	500,0
Services financiers	187,4	146,1	184,7	207,7	216,3
Autres Services marchands	3 777,6	4 253,1	4 607,5	4 710,2	4 595,5
* dont logement	2 908,0	2 760,0	2 960,0	3 026,0	3 048,0
<b>ACTIVITES MARCHANDES</b>	<b>10898,7</b>	<b>12265,7</b>	<b>13027,6</b>	<b>12930,0</b>	<b>12839,0</b>
<b>ACTIVITES NON MARCHANDES</b>	<b>3 197,2</b>	<b>3 558,5</b>	<b>3 438,2</b>	<b>3 505,1</b>	<b>3 983,9</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>14 095,9</b>	<b>15 824,2</b>	<b>16 465,7</b>	<b>16 435,2</b>	<b>16 822,9</b>

Source: INS

**ANNEXE 19**  
**FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**  
**PAR DOMAINE AUX PRIX COURANTS**

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>AGRICULTURE ET PECHE</b>	<b>487,9</b>	<b>559,7</b>	<b>448,4</b>	<b>327,8</b>	<b>384,4</b>
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	<b>0,9</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,3</b>
Industries Agro-alimentaires					
Industrie du Tabac					
Textile. Habillement et cuir	0,89	1,00	1,00	1,60	1,30
Industries diverses					
Raffinage de pétrole					
Industries mécaniques et électriques					
<b>INDUSTRIES NON MANUFACTURIERES</b>	<b>1,9</b>	<b>1,8</b>	<b>1,6</b>	<b>2,1</b>	<b>1,7</b>
Extraction de pétrole et gaz naturel					
Mines	1,9	1,8	1,6	2,1	1,7
Electricité et Gaz					
Eau					
Bâtiment et génie civil					
<b>ACTIVITES DE SERVICES MARCHANDS</b>	<b>738,3</b>	<b>755,2</b>	<b>814,2</b>	<b>848,4</b>	<b>974,1</b>
Entretien et réparation					
Commerce					
Services d'hôtellerie et de restauration	3,1	2,8	2,8	2,9	2,3
Transports	604,1	614,8	777,1	804,2	905,3
Poste et télécommunication	115,1	120,4	11,1	13,1	41,9
Services financiers					
Autres Services marchands	16,0	17,2	23,2	28,2	24,7
* dont logement	16,0	17,2	23,2	28,2	24,7
<b>EQUIPEMENTS COLLECTIFS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES</b>	<b>1968,3</b>	<b>2240,8</b>	<b>2172,9</b>	<b>2325,2</b>	<b>2622,3</b>
Education et formation	417,2	486,2	425,6	410,5	419,6
Santé	172,5	191,4	171,8	161,3	190,3
Assainissement	81,1	89,8	93,0	109,9	111,0
Urbanisme	64,6	72,7	69,3	73,4	78,0
Social et Culturel	153,5	202,4	178,9	183,6	191,3
Services administratifs divers	1079,4	1198,3	1234,3	1386,5	1632,1
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3197,2</b>	<b>3558,5</b>	<b>3438,2</b>	<b>3505,1</b>	<b>3983,9</b>

Source: INS

**ANNEXE 20**  
**IMPORTATION PAR PRODUIT AUX PRIX COURANTS**  
Valeurs en millions de Dinars

	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
Agriculture et pêche	2048,7	2282,1	2727,6	2446,3	2805,2
Industries Agro-alimentaires	1794,1	1825,5	1622,3	1667,3	1658,4
Industrie du Tabac	136,7	144,1	135,1	167,8	149,1
Textile. Habillement et cuir	4301,2	4185,8	4294,4	4640,8	4472,9
Industries diverses	2365,5	2732,4	2936,1	3151,4	3272,3
Raffinage de pétrole	3800,7	3841,8	3876,5	4156,7	3433,2
Industries chimiques	3385,4	3995,5	4367,8	4471,6	4286,6
Materiaux de construction. céramique et verre	274,0	349,3	371,8	380,3	357,4
Industries mécaniques et électriques	14026,0	15310,0	15422,3	16642,0	16709,6
Extraction de pétrole et gaz naturel	1206,1	3064,1	3333,7	3869,9	2205,5
Mines	314,1	447,4	362,1	392,0	307,7
Electricité et Gaz					
Eau					
Bâtiment et génie civil					
Entretien et réparation					
Commerce					
Services d'hôtellerie et de restauration					
Transports	2132,7	2387,0	2545,9	2619,9	2480,9
Poste et télécommunication	94,6	108,8	125,0	98,5	86,6
Services financiers	357,8	372,5	382,0	461,9	495,2
Autres Services marchands	762,9	827,8	896,9	921,6	947,0
Services non marchands					
Correction terretoriale	785,9	851,6	999,9	1021,6	1189,5
Correction CAF/FAB	-1672,7	-1930,9	-1955,7	-1904,4	-1717,7
<b>ENSEMBLE</b>	<b>36113,9</b>	<b>40794,9</b>	<b>42443,9</b>	<b>45205,3</b>	<b>43139,3</b>

Source: INS

**ANNEXE 21**  
**EXPORTATION PAR PRODUIT AUX PRIX COURANTS**

Valeurs en millions de Dinars

	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
Agriculture et pêche	659,4	613,7	637,0	669,1	754,9
Industries Agro-alimentaires	1899,9	1942,8	2034,9	1565,3	3137,8
Industrie du Tabac	52,7	60,0	55,3	47,8	112,0
Textile. Habillement et cuir	6268,9	5921,2	6168,7	6451,9	6014,3
Industries diverses	1192,6	1285,5	1389,9	1453,3	1702,1
Raffinage de pétrole	386,3	1238,2	1147,7	1036,9	590,5
Industries chimiques	1705,3	2191,7	2203,0	2303,7	1875,7
Materiaux de construction. céramique et verre	259,1	287,9	367,3	473,7	510,5
Industries mécaniques et électriques	9733,6	9609,2	10794,6	11669,9	11491,7
Extraction de pétrole et gaz naturel	2910,3	3390,0	2900,0	2699,0	1400,0
Mines	103,2	93,1	72,9	87,6	74,4
Electricité et Gaz					
Eau					
Bâtiment et génie civil					
Entretien et réparation					
Commerce					
Services d'hôtellerie et de restauration					
Transports	1800,4	2168,2	1923,6	1771,0	1509,0
Poste et télécommunication	486,1	530,6	606,9	566,1	524,8
Services financiers	210,7	248,4	256,7	280,6	282,4
Autres Services marchands	835,3	993,5	1100,7	1209,1	1194,2
Services non marchands					
Correction terretoriale	2795,3	3580,4	3633,5	4043,2	2765,9
Correction CAF/FAB					
<b>ENSEMBLE</b>	<b>31299,2</b>	<b>34154,4</b>	<b>35292,6</b>	<b>36328,2</b>	<b>33940,3</b>

Source: INS

**ANNEXE 22**  
**COMPTES DES SOCIETES NON FINANCIERES (S.N.F)**

<b>EMPLOIS</b>					
Valeurs exprimées en millions de Dinars					
<b>Opérations et soldes comptables</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
Compte de production					
Consommation intermédiaire	38 416,7	41 739,7	44 526,7	46 554,8	46 826,3
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>21 218,2</b>	<b>23 214,0</b>	<b>23 784,9</b>	<b>24 580,9</b>	<b>26 018,9</b>
Compte d'exploitation					
Rémunération des salariés	10 314,5	10 762,0	11 736,7	12 779,3	13 666,2
Salaires bruts	8 550,5	8 828,3	9 657,6	10 451,7	11 059,4
Cotis. sociales à la charge des employeurs	1 764,0	1 933,6	2 079,2	2 327,7	2 606,8
Autres Impôts sur la production	422,1	501,5	614,5	722,5	834,7
Subventions sur la production	-102,0	-126,1	-121,0	-97,9	-69,6
<b>Revenu d'exploitation</b>	<b>10 583,7</b>	<b>12 076,7</b>	<b>11 554,7</b>	<b>11 176,9</b>	<b>11 587,6</b>
Compte d'affectation des revenus primaires					
Revenus de la propriété	6 099,9	6 982,6	6 606,8	5 837,3	5 897,1
Intérêts	1 762,2	1 977,7	2 015,6	2 183,8	2 376,5
Revenus distribués par les entreprises	4 111,8	4 810,3	4 476,8	3 523,0	3 361,6
Loyers nets des terres et redevances	225,9	194,5	114,4	130,5	159,1
<b>Solde des revenus primaires / Revenu national</b>	<b>5 163,0</b>	<b>5 827,5</b>	<b>5 709,3</b>	<b>6 132,5</b>	<b>6 511,8</b>
Compte de distribution secondaire du revenu					
Impôts courants sur les revenus et le patrimoine	2 338,5	2 714,3	2 984,8	3 298,5	3 473,4
Prestations sociales en espece	210,3	243,2	261,6	292,9	328,0
Autres transferts courants	589,9	572,0	583,3	861,6	1 417,3
Primes nettes d'assurance-dommages	464,0	249,7	213,3	196,8	222,2
Indemnités d'assurance-dommages					
Autres transferts courants divers	125,9	322,3	370,0	664,8	1 195,1
<b>Revenu disponible brut</b>	<b>2 710,6</b>	<b>2 952,7</b>	<b>2 550,1</b>	<b>2 367,7</b>	<b>2 005,5</b>
Compte d'utilisation du revenu disponible					
<b>Epargne brute</b>	<b>2 710,6</b>	<b>2 952,7</b>	<b>2 550,1</b>	<b>2 367,7</b>	<b>2 005,5</b>
Compte de capital					
Transferts en capital	51,6	52,9	79,6	364,4	120,5
Subventions d'investissement					0,0
Autres transferts en capital	51,6	52,9	79,6	364,4	120,5
Formation Brute de capitale Fixe	6 280,5	6 689,0	6 983,8	7 067,7	7 451,9
Variation de stocks	452,5	952,1	749,8	1 770,9	632,6
Actifs non produits	109,2	111,3	113,6	120,4	127,6
<b>Capacité ou besoin de financement</b>	<b>-3 237,6</b>	<b>-3 602,3</b>	<b>-4 982,7</b>	<b>-6 190,3</b>	<b>-5 840,5</b>
Ecart Statistique	-11,0	-10,4	-10,3	-11,0	-10,2
Compte financier					
<b>VARIATIONS DES CREANCES</b>					
Or monétaire et DTS					
Monnaie et dépôts	771,4	223,7	1056,7	1349,0	1247,7
Titres autres que les actions	1081,0	3951,4	147,4	-562,5	-616,1
Crédits					
Actions et autres participations	1107,9	-142,4	473,8	-628,2	37,5
Réserves techniques d'assurances	124,7	54,0	13,8	73,8	35,0
Autres instruments financiers	75,8	-2714,7	-2203,7	-1525,3	-2921,7

Source: INS

**ANNEXE 22 (suite)**  
**COMPTES DES SOCIETES NON FINANCIERES (S.N.F)**

<b>RESSOURCES</b>					
Valeurs exprimées en millions de Dinars					
<b>Opérations et soldes comptables</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
<b>Compte de production</b>					
Production des biens et services marchands	59 634,9	64 953,7	68 311,7	71 135,7	72 845,2
<b>Compte d'exploitation</b>					
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>21 218,2</b>	<b>23 214,0</b>	<b>23 784,9</b>	<b>24 580,9</b>	<b>26 018,9</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires</b>					
<b>Revenu d'exploitation</b>	<b>10 583,7</b>	<b>12 076,7</b>	<b>11 554,7</b>	<b>11 176,9</b>	<b>11 587,6</b>
Revenus de la propriété	679,2	733,5	761,4	792,9	821,3
Intérêts	612,4	668,0	694,6	725,2	752,7
Revenus distribués par les entreprises	61,7	60,6	61,6	62,8	64,0
Loyers nets des terres et redevances	5,1	4,8	5,2	4,9	4,6
<b>Compte de distribution secondaire du revenu</b>					
<b>Solde des revenus primaires / Revenu national</b>	<b>5 163,0</b>	<b>5 827,5</b>	<b>5 709,3</b>	<b>6 132,5</b>	<b>6 511,8</b>
Cotisations sociales	210,3	243,2	261,6	292,9	328,0
Prestations sociales en espece					
Autres transferts courants	476,0	411,4	408,9	395,4	384,4
Indemnités d'assurance-dommages	476,0	411,4	408,9	395,4	384,4
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible</b>					
<b>Revenu disponible brut</b>	<b>2 710,6</b>	<b>2 952,7</b>	<b>2 550,1</b>	<b>2 367,7</b>	<b>2 005,5</b>
<b>Compte de capital</b>					
<b>Epargne brute</b>	<b>2 710,6</b>	<b>2 952,7</b>	<b>2 550,1</b>	<b>2 367,7</b>	<b>2 005,5</b>
Transferts en capital	945,5	1 250,3	394,0	765,3	486,6
Subventions d'investissement	527,0	611,4	362,6	239,4	240,1
Autres transferts en capital	418,5	638,9	31,5	525,9	246,5
<b>Compte financier</b>					
<b>VARIATION DES DETTES</b>					
<b>Solde des créances et dettes</b>	<b>-3 226,6</b>	<b>-3 591,9</b>	<b>-4 972,4</b>	<b>-6 179,3</b>	<b>-5 830,3</b>
Or monétaire et DTS					
Monnaie et dépôts					
Titres autres que les actions	160,0	134,1	-133,0	-24,0	-24,2
Crédits	3860,9	2060,9	2327,8	2655,5	2225,2
Actions et autres participations	1764,2	1830,9	2004,4	2023,3	1762,7
Réserves techniques d'assurances					
Autres instruments financiers	602,4	938,1	261,2	231,2	-351,0

Source: INS

**ANNEXE 23**  
**COMPTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (APU)**

<b>EMPLOIS</b>					
Valeurs exprimées en millions de Dinars					
<b>Opérations et soldes comptables</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
<b>Compte de production</b>					
Consommation intermédiaire	1 930,5	1 986,2	2 131,3	2 159,1	2 466,1
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>10 708,3</b>	<b>11 905,7</b>	<b>13 021,4</b>	<b>14 128,8</b>	<b>15 300,8</b>
<b>Compte d'exploitation</b>					
Rémunération des salariés	8 499,9	9 501,5	10 424,8	11 409,4	12 427,2
<i>Salaires bruts</i>	7 120,0	7 950,9	8 715,1	9 538,1	10 384,7
<i>Cotisations sociales à la charge des employeurs</i>	1 379,9	1 550,7	1 709,7	1 871,3	2 042,5
Autres Impôts sur la production	12,4	12,6	13,1	13,1	13,6
<b>Revenu d'exploitation</b>	<b>2 196,0</b>	<b>2 391,5</b>	<b>2 583,4</b>	<b>2 706,3</b>	<b>2 860,1</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires</b>					
Revenus de la propriété	1 199,6	1 299,8	1 435,5	1 531,4	1 658,6
<i>Intérêts</i>	1 199,6	1 299,8	1 435,5	1 531,4	1 658,6
<b>Solde des revenus primaires / Revenu national</b>	<b>7 429,2</b>	<b>8 037,6</b>	<b>7 955,1</b>	<b>9 504,4</b>	<b>10 200,4</b>
<b>Compte de distribution secondaire du revenu</b>					
Impôts courants sur les revenus et le patrimoine	30,6	33,0	25,6	25,3	25,1
Prestations sociales en espèce	4 238,9	4 770,3	5 171,6	5 708,9	6 482,9
Autres transferts courants	1 187,0	1 437,1	1 595,0	1 753,0	1 858,8
<i>Primes nettes d'assurance-dommages</i>	6,3	6,5	6,8	7,0	8,2
<i>Transferts courants entre admini. publiques</i>	732,8	1 046,5	1 043,5	1 031,5	1 158,4
<i>Coopération internationale courante</i>	24,0	52,2	27,9	28,4	37,8
<i>Autres transferts courants divers</i>	423,9	331,9	516,9	686,1	654,4
<b>Revenu disponible brut</b>	<b>14 474,9</b>	<b>15 610,9</b>	<b>16 758,7</b>	<b>18 706,4</b>	<b>19 685,6</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible</b>					
Dépense de consommation finale	12 578,2	13 844,3	15 131,2	16 372,7	17 814,8
<b>Epargne brute</b>	<b>1 896,7</b>	<b>1 766,7</b>	<b>1 627,5</b>	<b>2 333,7</b>	<b>1 870,8</b>
<b>Compte de capital</b>					
Transferts en capital	1 477,6	2 100,9	1 382,6	1 569,3	1 235,9
<i>Subventions d'investissement</i>	657,2	782,8	584,4	459,0	475,1
<i>Autres transferts en capital</i>	820,3	1 318,1	798,1	1 110,4	760,8
Formation Brute de capitale Fixe	3 197,2	3 558,5	3 438,2	3 505,1	3 983,9
Actifs non produits	20,6	3,1	5,8	1,7	2,5
<b>Capacité ou besoin de financement</b>	<b>-2 058,7</b>	<b>-2 561,9</b>	<b>-2 480,4</b>	<b>-2 082,8</b>	<b>-2 694,5</b>
Ecart Statistique	2,1	2,8	0,7	2,1	1,6
<b>Compte financier</b>					
<b>VARIATIONS DES CREANCES</b>					
Or monétaire et DTS					
Monnaie et dépôts	590,6	2355,4	-3118,5	513,9	1173,6
Titres autres que les actions	-221,9	-105,0	-217,6	-412,6	-185,5
crédits	308,2	-54,9	-258,7	-145,3	-139,6
Actions et autres participations	-65,3	-532,5	-550,4	674,0	53,1
Réserves techniques d'assurances	2,1	2,8	0,7	2,1	1,6
Autres instruments financiers	697,2	421,2	703,4	714,4	781,0

Source: INS

**ANNEXE 24**  
**RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ**

Valeurs en millions de Dinars

	2011	2012	2013	2014	2015
Agriculture et pêche	940,4	982,7	1052,4	1119,0	1179,2
Industries Agro-alimentaires	740,5	764,7	799,0	853,2	904,0
Industrie du Tabac	63,0	71,6	75,1	80,1	84,5
Textile. Habillement et cuir	1404,3	1427,2	1503,0	1652,2	1707,6
Industries diverses	360,4	379,5	407,3	430,8	454,4
Raffinage de pétrole	16,6	17,2	20,2	22,4	24,8
Industries chimiques	621,9	662,2	675,6	716,7	760,9
Materiaux de construction. céramique et verre	421,5	435,5	455,8	485,7	512,3
Industries mécaniques et électriques	2075,5	2090,1	2201,2	2398,5	2551,5
Extraction de pétrole et gaz naturel	2378,3	2509,7	2644,0	2666,8	2700,5
Mines	123,3	137,8	203,7	212,6	235,5
Electricité et Gaz	265,7	280,6	315,1	334,2	374,0
Eau	133,2	138,8	144,1	153,5	161,9
Bâtiment et génie civil	863,6	909,6	938,0	999,3	1053,8
Entretien et réparation	49,4	60,3	53,4	57,9	73,1
Commerce	1074,9	1122,4	1342,5	1498,8	1636,6
Services d'hôtellerie et de restauration	1070,3	1123,7	1157,6	1233,5	1181,1
Transports	1562,4	1587,7	1689,8	1800,6	1991,2
Poste et télécommunication	928,9	945,0	1032,6	1122,5	1236,2
Services financiers	1053,9	1184,7	1275,6	1413,4	1536,3
Autres Services marchands	658,3	697,3	726,7	772,4	808,9
Services non marchands	8712,2	9817,7	10763,8	11769,6	12813,2
Dont Administration publique	8499,9	9501,5	10424,8	11409,4	12427,2
correction territoriale					
<b>ENSEMBLE</b>	<b>25518,2</b>	<b>27345,9</b>	<b>29476,5</b>	<b>31793,9</b>	<b>33981,5</b>

Source: INS

# Annexes statistiques 2005-2009

**ANNEXE 1 BIS**  
**RESSOURCES ET EMPLOIS DE BIENS ET SERVICES AUX PRIX COURANTS**  
(VALEURS EN MILLIONS DE DINARS)

	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Produit Intérieur Brut (p.m)</b>	<b>41 871.0</b>	<b>45 756.2</b>	<b>49 857.5</b>	<b>55 218.8</b>	<b>58 775.4</b>
Importations	18 975.5	21 922.9	26 418.8	32 440.3	28 151.6
<b>Total Ressources -Emplois</b>	<b>60 846.5</b>	<b>67 679.1</b>	<b>76 276.3</b>	<b>87 659.1</b>	<b>86 927.0</b>
<b>Consommation inale globale</b>	<b>32 955.5</b>	<b>35 888.6</b>	<b>38 997.5</b>	<b>42 839.3</b>	<b>46 085.4</b>
* Consommation Publique	7 084.3	7 645.4	8 298.0	8 917.0	9 715.0
* Consommation privée	25 871.3	28 243.2	30 699.5	33 922.3	36 370.4
<b>Formation Brute de Capital Fixe</b>	<b>8 981.3</b>	<b>10 333.4</b>	<b>11 490.4</b>	<b>13 060.4</b>	<b>14 310.3</b>
<b>Variations de stocks</b>	<b>96.1</b>	<b>396.2</b>	<b>318.6</b>	<b>998.3</b>	<b>103.2</b>
Demande Intérieure	42 032.9	46 618.2	50 806.4	56 898.0	60 498.9
Exportations	18 813.6	21 060.9	25 469.9	30 761.1	26 428.1

Source : INS

**ANNEXE 2 BIS**  
**RESSOURCES ET EMPLOIS DE BIENS ET SERVICES AUX PRIX CONSTANTS**  
**DE L'ANNEE PRECEDENTE**  
(VALEURS EN MILLIONS DE DINARS)

	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Produit Intérieur Brut (p.m)</b>	<b>40 392.1</b>	<b>44 238.5</b>	<b>48 617.5</b>	<b>52 078.1</b>	<b>56 957.3</b>
Importations	17 363.8	20 417.0	24 027.4	27 845.4	29 780.2
<b>Total Ressources -Emplois</b>	<b>57 755.9</b>	<b>64 655.5</b>	<b>72 644.9</b>	<b>79 923.5</b>	<b>86 737.5</b>
<b>Consommation inale globale</b>	<b>32 117.0</b>	<b>34 603.5</b>	<b>37 859.8</b>	<b>40 832.8</b>	<b>44 473.3</b>
* Consommation Publique	6 754.1	7 577.7	8 063.2	8 659.0	9 380.7
* Consommation privée	25 362.9	27 025.8	29 796.6	32 173.8	35 092.6
<b>Formation Brute de Capital Fixe</b>	<b>8 826.6</b>	<b>9 830.6</b>	<b>10 984.3</b>	<b>12 099.4</b>	<b>13 517.5</b>
<b>Variations de stocks</b>	<b>-310.1</b>	<b>596.4</b>	<b>254.7</b>	<b>808.3</b>	<b>108.1</b>
Demande Intérieure	40 633.5	45 030.5	49 098.8	53 740.5	58 098.9
Exportations	17 122.4	19 624.9	23 546.1	26 183.0	28 638.6
<b>Variations de stocks</b>					
Demande Intérieure	2.	7.1	5.3	5.8	2.1
Exportations	4.5	4.3	11.8	2.8	-6.9

Source : INS

**ANNEXE 3 BIS**  
**RESSOURCES ET EMPLOIS DE BIENS ET SERVICES AUX PRIX DE L'ANNÉE**  
**PRÉCÉDENTE**

Valeurs en millions de Dinars

	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Produit Intérieur Brut (p.m)</b>	<b>61 845,6</b>	<b>67 007,8</b>	<b>71 978,2</b>	<b>76 906,0</b>	<b>81 719,0</b>
<b>Importations</b>	33 647,9	38 064,4	40 065,7	42 825,9	44 023,5
<b>Total Ressources -Emplois</b>	<b>95 493,5</b>	<b>105 072,2</b>	<b>112 043,8</b>	<b>119 731,9</b>	<b>125 742,5</b>
<b>Consommation finale globale</b>	<b>52 412,4</b>	<b>56 894,8</b>	<b>61 739,9</b>	<b>67 668,3</b>	<b>73 438,9</b>
Consommation publique	11 117,6	12 207,9	13 370,0	14 383,0	15 775,7
Consommation privée	41 294,8	44 686,9	48 369,9	53 285,3	57 663,3
<b>Formation Brute de Capital Fixe</b>	<b>13 531,3</b>	<b>14 960,7</b>	<b>15 860,4</b>	<b>15 983,5</b>	<b>16 360,6</b>
<b>Variations de stocks</b>	<b>-305,7</b>	<b>571,6</b>	<b>-375,3</b>	<b>1 316,8</b>	<b>1 531,1</b>
<b>Demande intérieure</b>	<b>65 638,0</b>	<b>72 427,1</b>	<b>77 225,0</b>	<b>84 968,7</b>	<b>91 330,6</b>
<b>Exportations</b>	<b>29 855,5</b>	<b>32 645,1</b>	<b>34 818,8</b>	<b>34 763,2</b>	<b>34 411,8</b>

Source :INS

**ANNEXE 4 BIS**  
**PRODUIT INTERIEUR BRUT SELON L'APPROCHE DES REVENUS**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

	2005	2006	2007	2008*	2009**
<b>SOCIETES NON FINANCIERES</b>	<b>13,465.2</b>	<b>14,430.9</b>	<b>16,945.4</b>	<b>18,462.4</b>	<b>19,164.</b>
Rémunérations des salariés	6,151.7	6,751.9	7,517.3	8,094.	8,702.5
Revenu d'exploitation	7,313.5	7,678.9	9,428.2	10,368.4	10,461.5
<b>INSTITUTIONS FINANCIERES</b>	<b>1,359.8</b>	<b>1,681.8</b>	<b>2,025.7</b>	<b>2,244.8</b>	<b>2,124.8</b>
Rémunérations des salariés	596.2	652.5	693.2	741.9	814.7
Revenu d'exploitation	763.6	1,029.3	1,332.5	1,502.9	1,310.1
<b>ADMINISTRATION PUBLIQUE</b>	<b>6,294.6</b>	<b>6,759.4</b>	<b>7,338.9</b>	<b>7,930.3</b>	<b>8,646.6</b>
Rémunérations des salariés	5,017.2	5,370.3	5,832.9	6,297.2	6,885.8
Revenu d'exploitation	1,277.4	1,389.1	1,506.	1,633.1	1,760.9
<b>MENAGES</b>	<b>16,607.4</b>	<b>18,719.</b>	<b>19,218.4</b>	<b>22,145.9</b>	<b>23,592.2</b>
Rémunérations des salariés	3,233.9	3,484.	3,993.	4,441.7	4,830.2
Revenu d'exploitation	13,373.6	15,235.	15,225.4	17,704.1	18,762.
<b>Produit intérieur brut (approche revenus)</b>	<b>41,871.</b>	<b>45,756.2</b>	<b>49,857.5</b>	<b>55,218.8</b>	<b>58,775.4</b>
Rémunérations des salariés	14,998.9	16,258.7	18,036.5	19,574.8	21,233.1
+ Impôts sur la production et les importations	5,097.7	5,289.1	5,723.8	6,669.9	6,962.5
- Subventions	-953.7	-1,123.9	-1,394.8	-2,234.5	-1,714.7
+ Revenu d'exploitation	22,728.1	25,332.3	27,492.	31,208.6	32,294.5

Source :INS

**ANNEXE 5 BIS**  
**PRODUIT NATIONAL BRUT ET REVENU NATIONAL**  
 VALEURS EN MILLIONS DE DINARS

	2005	2006	2007	2008*	2009**
<b>Produit Intérieur Brut (aux prix du marché)</b>	<b>41 871.0</b>	<b>45 756.2</b>	<b>49 857.5</b>	<b>55 218.8</b>	<b>58 775.4</b>
Revenus des facteurs reçus de l'extérieur nets	-2,157.3	-2,104.7	-2,591.6	-3,071.8	-2,838.3
<b>Produit National Brut (aux p.m)</b>	<b>39 713.7</b>	<b>43 651.5</b>	<b>47 265.9</b>	<b>52 147.0</b>	<b>55 937.1</b>
Autres transferts courants extérieurs nets	1,930.7	2,142.2	2,365.6	2,641.9	2,895.9
<b>REVENU NATIONAL DISPONIBLE BRUT</b>	<b>41 644.4</b>	<b>45 793.7</b>	<b>49 631.5</b>	<b>54 788.9</b>	<b>58 833.0</b>
Sociétés non financières	3 096.3	3 224.1	3 841.0	3 893.8	4 335.4
Institutions financières	584.6	732.3	978.2	1 128.4	982.3
Administration Publique	9 279.3	10 055.5	10 794.9	12 135.0	13 229.4
Ménages	28 684.2	31 781.8	34 017.3	37 631.8	40 285.8
Amortissements	6,152.2	6,776.9	7,385.2	8,357.7	9,192.1
<b>REVENU NATIONAL</b>	<b>33 561.5</b>	<b>36 874.6</b>	<b>39 880.8</b>	<b>43 789.2</b>	<b>46 745.1</b>
<b>REVENU NATIONAL DISPONIBLE</b>	<b>35 492.2</b>	<b>39 016.8</b>	<b>42 246.4</b>	<b>46 431.2</b>	<b>49 640.9</b>

**ANNEXE 6 BIS**  
**CONSOMMATION ET EPARGNE**  
 VALEURS EN MILLIONS DE DINARS

	2005	2006	2007	2008*	2009**
<b>Revenu National Disponible Brut</b>	<b>41 644.4</b>	<b>45 793.7</b>	<b>49 631.5</b>	<b>54 788.9</b>	<b>58 833.0</b>
Consommation Finale	32,955.5	35,888.6	38,997.5	42,839.3	46,085.4
<b>EPARGNE NATIONALE (BRUTE)</b>	<b>8 688.8</b>	<b>9 905.1</b>	<b>10 634.1</b>	<b>11 949.6</b>	<b>12 747.6</b>
Sociétés non financières	3 096.3	3 224.1	3 841.0	3 893.8	4 335.4
Institutions financières	584.6	732.3	978.2	1 128.4	982.3
Administration Publique	1 704.6	1 893.3	1 984.7	2 721.6	2 947.0
Ménages	3 303.3	4 055.4	3 830.2	4 205.9	4 482.8
Amortissements	6,152.2	6,776.9	7,385.2	8,357.7	9,192.1
<b>EPARGNE NATIONALE ( NETTE )</b>	<b>2 536.6</b>	<b>3 128.2</b>	<b>3 248.9</b>	<b>3 591.9</b>	<b>3 555.6</b>

Source :INS

**ANNEXE 7 BIS**  
**INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

	2005	2006	2007	2008*	2009**
<b>Epargne Nationale (Brute)</b>	<b>8,688.8</b>	<b>9,905.1</b>	<b>10,634.1</b>	<b>11,949.6</b>	<b>12,747.6</b>
Transferts en capital extérieur nets	165.	192.9	212.1	97.2	222.1
<b>FORMATION BRUTE DE CAPITAL</b>	<b>9 077.4</b>	<b>10 729.6</b>	<b>11 809.0</b>	<b>14 058.7</b>	<b>14 413.5</b>
<b>Formation Brute de Capital Fixe</b>	<b>8,981.3</b>	<b>10,333.4</b>	<b>11,490.4</b>	<b>13,060.4</b>	<b>14,310.3</b>
Sociétés non financières	4,566.2	5,374.5	5,886.2	6,668.8	6,833.5
Institutions financières	123.5	139.9	164.6	169.7	179.5
Administration Publique	1,706.4	1,801.9	1,949.9	2,254.2	2,776.1
Ménages	2 585.3	3 017.0	3 489.7	3 967.7	4 521.2
<b>Variations de stocks</b>	<b>96.1</b>	<b>396.2</b>	<b>318.6</b>	<b>998.3</b>	<b>103.2</b>
<b>CAP(+) ou BES(-) de FINANCEMENT</b>	<b>- 223.6</b>	<b>- 631.6</b>	<b>- 962.8</b>	<b>-2 011.9</b>	<b>-1 443.8</b>
Soiétés non financières	-678.2	-1,360.3	-1,727.9	-2,815.	-1,611.7
Institutions financières	461.2	592.4	813.6	958.7	802.8
Administration Publique	- 380.0	- 407.1	- 490.0	- 303.7	- 852.2
Ménages	373.5	543.5	441.5	148.1	217.4
<b>CREANCES ET DETTES</b>					
	2005	2006	2007	2008*	2009**
Variation des créances sur l'Extérieur	1,794.6	2,799.	1,803.3	2,592.2	3,141.2
Variation des dettes vis-à-vis de l'Extérieur	2,018.2	3,430.5	2,766.1	4,604.1	4,585.
<b>SOLDE DES CREANCES ET DETTES</b>	<b>- 223.6</b>	<b>- 631.5</b>	<b>- 962.8</b>	<b>-2 011.9</b>	<b>-1 443.8</b>
Sociétés non financières	-666.1	-1,346.8	-1,717.3	-2,804.4	-1,600.8
Institutions financières	459.4	590.3	812.9	957.9	801.6
Administration Publique	-384.2	-411.9	-491.7	-305.7	-855.
Ménages	367.3	536.9	433.3	140.3	210.4
Ajustement	0.0	- 0.1	0.0	0.0	0.0

Source :INS

**ANNEXE 8 BIS**  
**TAUX ET RATIOS PAR HABITANT**  
**VALEURS EN % ET EN MILLIONS DE DINARS**

	2005	2006	2007	2008*	2009**
<b>Taux d'épargne</b>	<b>20.9</b>	<b>21.6</b>	<b>21.4</b>	<b>21.8</b>	<b>21.7</b>
Taux d'épargne des ménages	11.5	12.8	11.3	11.2	11.1
<b>Taux d'investissement</b>	<b>21.4</b>	<b>22.6</b>	<b>23.</b>	<b>23.7</b>	<b>24.3</b>
Taux d'investissement des S.N.F	33.5	36.7	34.2	35.5	35.2
Entreprises publiques	28.9	28.4	26.9	24.9	25.1
Sociétés privées	37.3	44.2	40.1	44.	43.7
<b>Bes.Fin. / Rev. Nat. Disp. Brut</b>	<b>-5</b>	<b>-1.4</b>	<b>-1.9</b>	<b>-3.7</b>	<b>-2.5</b>
<b>Besoin de Financement / F.B.C.F.</b>	<b>-2.5</b>	<b>-6.1</b>	<b>-8.4</b>	<b>-15.4</b>	<b>-10.1</b>
<b>Bes.Fin./Ress. Courantes et en Capital</b>	<b>-1.</b>	<b>-2.6</b>	<b>-3.3</b>	<b>-5.9</b>	<b>-4.8</b>
<b>Taux d'endettement</b>	<b>48.9</b>	<b>43.</b>	<b>39.7</b>	<b>38.9</b>	<b>37.4</b>
<b>Serv.dette / Ressources Cour. et Cap</b>	<b>12.7</b>	<b>16.2</b>	<b>11.6</b>	<b>7.6</b>	<b>10.5</b>
<b>Service de la Dette / Export B. et S.</b>	<b>14.4</b>	<b>18.4</b>	<b>13.1</b>	<b>8.5</b>	<b>12.</b>
<b>Ratios par Habitant en Dinars</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008*</b>	<b>2009**</b>
<b>Produit National Brut</b>	<b>3,959.9</b>	<b>4,310.</b>	<b>4,622.5</b>	<b>5,048.6</b>	<b>5,360.8</b>
<b>Revenu National</b>	<b>3,346.4</b>	<b>3,640.9</b>	<b>3,900.3</b>	<b>4,239.5</b>	<b>4,479.9</b>
<b>Revenu National Disponible Brut</b>	<b>4,152.4</b>	<b>4,521.5</b>	<b>4,853.9</b>	<b>5,304.4</b>	<b>5,638.4</b>
<b>Revenu National Disponible</b>	<b>3,539.</b>	<b>3,852.4</b>	<b>4,131.6</b>	<b>4,495.3</b>	<b>4,757.4</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>3,286.</b>	<b>3,543.5</b>	<b>3,813.9</b>	<b>4,147.5</b>	<b>4,416.7</b>
<b>Consommation privée</b>	<b>2,579.6</b>	<b>2,788.7</b>	<b>3,002.4</b>	<b>3,284.2</b>	<b>3,485.6</b>
<b>Agrégats en millions de Dinars</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008*</b>	<b>2009**</b>
<b>Dette extérieure</b>	<b>20,373.</b>	<b>19,683.</b>	<b>19,728.</b>	<b>21,301.</b>	<b>21,977.</b>
<b>Service de la dette</b>	<b>2,716.6</b>	<b>3,880.9</b>	<b>3,334.</b>	<b>2,608.</b>	<b>3,184.</b>
Intérêt de la dette	840.6	889.9	887.	859.	872.
Principal de la dette	1,876.	2,991.	2,447.	1,749.	2,312.
<b>Ressources Ext. Courantes et en Capital</b>	<b>21,337.9</b>	<b>23,918.8</b>	<b>28,757.2</b>	<b>34,190.</b>	<b>30,224.4</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>18,813.6</b>	<b>21,060.9</b>	<b>25,469.9</b>	<b>30,761.1</b>	<b>26,428.1</b>
<b>Formation Brute de Capital Fixe</b>	<b>8,981.3</b>	<b>10,333.4</b>	<b>11,490.4</b>	<b>13,060.4</b>	<b>14,310.3</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>32,955.5</b>	<b>35,888.6</b>	<b>38,997.5</b>	<b>42,839.3</b>	<b>46,085.4</b>
<b>Consommation privée</b>	<b>25,871.3</b>	<b>28,243.2</b>	<b>30,699.5</b>	<b>33,922.3</b>	<b>36,370.4</b>
<b>POPULATION ( en milliers )</b>	<b>10,029.</b>	<b>10,127.9</b>	<b>10,225.1</b>	<b>10,328.9</b>	<b>10,434.4</b>

Source :INS

**ANNEXE 9 BIS**  
**REVENUS PRIMAIRES**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

	2005	2006	2007	2008*	2009**
<b>SOCIETES NON FINANCIERES</b>	<b>4,471.2</b>	<b>4,615.5</b>	<b>5,499.2</b>	<b>5,599.</b>	<b>6,117.9</b>
Revenus d'entreprises	6,669.5	6,811.8	8,474.3	9,507.6	9,537.4
Revenus distribués (en moins)	2,198.3	2,196.3	2,975.1	3,908.6	3,419.6
<b>INSTITUTIONS FINANCIERES</b>	<b>645.9</b>	<b>806.5</b>	<b>1,078.</b>	<b>1,252.9</b>	<b>1,110.7</b>
Revenus d'entreprises	885.5	1,141.7	1,482.2	1,653.8	1,486.8
Revenus distribués (en moins)	239.6	335.3	404.3	400.9	376.1
<b>ADMINISTRATION PUBLIQUE</b>	<b>5,537.9</b>	<b>5,905.</b>	<b>6,107.</b>	<b>6,797.8</b>	<b>7,623.9</b>
Revenu d'exploitation	1,277.4	1,389.1	1,506.	1,633.1	1,760.9
Intérêts dividendes revenus reçus nets	116.5	350.8	272.	729.3	615.2
Impôts indirects nets de subv. d'expl.	4,144.	4,165.2	4,329.	4,435.4	5,247.8
<b>MENAGES</b>	<b>29,058.7</b>	<b>32,324.4</b>	<b>34,581.6</b>	<b>38,497.3</b>	<b>41,084.7</b>
<b>Revenus bruts d'activités</b>	<b>28,229.3</b>	<b>31,396.7</b>	<b>33,195.6</b>	<b>37,222.6</b>	<b>39,962.5</b>
.Revenus du travail des salariés	15,064.6	16,331.8	18,117.9	19,681.1	21,407.
.Revenus de la prod.d'entrep.individuelle	10,430.9	12,355.2	12,125.2	13,882.8	14,642.3
.Revenus de la prod.hors entr.individuelles	2,733.8	2,709.7	2,952.4	3,658.8	3,913.3
Revenus de la propriété	829.3	927.7	1,386.1	1,274.6	1,122.2
<b>TOTAL DES REVENUS PRIMAIRES (PNB)</b>	<b>39,713.7</b>	<b>43,651.5</b>	<b>47,265.9</b>	<b>52,146.9</b>	<b>55,937.2</b>
Autres transferts courants reçus de l'extérieur nets	1,930.7	2,142.2	2,365.6	2,641.9	2,895.9
<b>REVENU NATIONAL DISPONIBLE</b>	<b>41,644.3</b>	<b>45,793.7</b>	<b>49,631.5</b>	<b>54,788.9</b>	<b>58,833.</b>

Source :INS

**ANNEXE 10 BIS**  
**REVENUS DISPONIBLES BRUTS**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

	2005	2006	2007	2008*	2009**
<b>SOCIETES NON FINANCIERES</b>	<b>3,096.3</b>	<b>3,224.1</b>	<b>3,841.</b>	<b>3,893.8</b>	<b>4,335.4</b>
<b>Revenu primaire</b>	<b>4,471.2</b>	<b>4,615.5</b>	<b>5,499.2</b>	<b>5,599.</b>	<b>6,117.9</b>
<b>Redistribution et autres transferts nets</b>	<b>-1,375.</b>	<b>-1,391.4</b>	<b>-1,658.2</b>	<b>-1,705.2</b>	<b>-1,782.4</b>
Impôts directs versés (-)	1,190.5	1,195.3	1,495.6	1,550.8	1,608.5
Autres transferts reçus nets (+)	-184.5	-196.1	-162.6	-154.4	-173.9
<b>INSTITUTIONS FINANCIERES</b>	<b>584.6</b>	<b>732.3</b>	<b>978.2</b>	<b>1,128.4</b>	<b>982.3</b>
<b>Revenu primaire</b>	<b>645.9</b>	<b>806.5</b>	<b>1,078.</b>	<b>1,252.9</b>	<b>1,110.7</b>
<b>Redistribution et autres transferts nets</b>	<b>-61.3</b>	<b>-74.2</b>	<b>-99.8</b>	<b>-124.5</b>	<b>-128.4</b>
Impôts directs versés (-)	50.5	62.1	88.5	112.5	111.9
Cotisations sociales recues (+)	123.1	125.4	134.4	144.2	149.3
Prestations sociales versées (-)	123.1	125.4	134.4	144.2	149.3
Autres transferts reçus nets (+)	-10.8	-12.1	-11.3	-11.9	-16.5
<b>ADMINISTRATION PUBLIQUE</b>	<b>9,279.3</b>	<b>10,055.5</b>	<b>10,794.9</b>	<b>12,135.</b>	<b>13,229.4</b>
<b>Revenu primaire</b>	<b>5,537.9</b>	<b>5,905.</b>	<b>6,107.</b>	<b>6,797.8</b>	<b>7,623.9</b>
<b>Redistribution et autres transfert snets</b>	<b>3,741.4</b>	<b>4,150.4</b>	<b>4,687.9</b>	<b>5,337.2</b>	<b>5,605.5</b>
Impôts directs reçus (+)	2,960.7	3,210.3	3,823.3	4,280.2	4,724.2
Cotisations sociales reçues (+)	2,646.4	2,858.3	2,995.5	3,772.	3,929.9
Prestations sociales versées (-)	1,942.4	1,960.	2,120.5	3,014.4	3,327.3
Autres transferts reçus nets (+)	76.7	41.8	-10.4	299.3	278.7
<b>MENAGES</b>	<b>28,684.2</b>	<b>31,781.8</b>	<b>34,017.3</b>	<b>37,631.7</b>	<b>40,285.9</b>
<b>Revenu primaire</b>	<b>29,058.7</b>	<b>32,324.4</b>	<b>34,581.6</b>	<b>38,497.3</b>	<b>41,084.7</b>
<b>Redistribution et autres transferts nets</b>	<b>-374.5</b>	<b>-542.6</b>	<b>-564.3</b>	<b>-865.5</b>	<b>-798.9</b>
Impôts directs versés (-)	1,637.	1,878.8	2,164.	2,510.8	2,912.1
Cotisations sociales versées (-)	2,939.	3,169.4	3,353.7	4,151.	4,325.4
Prestations sociales reçues (+)	2,235.	2,271.1	2,478.7	3,393.3	3,722.8
Autres transferts reçus nets (+)	1,966.6	2,234.5	2,474.7	2,402.8	2,715.9
dont économie sur salaires reçus de l'extérieur	1,550.6	1,735.3	1,853.2	2,053.3	2,331.4
<b>REVENU NATIONAL DISPONIBLE BRUT</b>	<b>41,644.3</b>	<b>45,793.7</b>	<b>49,631.5</b>	<b>54,788.9</b>	<b>58,833.</b>
<b>CONSOMMATION FINALE</b>	<b>32 955.5</b>	<b>35 888.6</b>	<b>38 997.5</b>	<b>42 839.3</b>	<b>46 085.4</b>
<b>EPARGNE NATIONALE BRUTE</b>	<b>8,688.8</b>	<b>9,905.1</b>	<b>10,634.</b>	<b>11,949.6</b>	<b>12,747.7</b>

Source :INS

**ANNEXE 11 BIS**  
**OPERATIONS AGREGÉES**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

	2005	2006	2007	2008*	2009**
<b>OPERATIONS DE BIENS ET SERVICES</b>					
<b>Production de biens et services</b>	<b>72,391.1</b>	<b>79,705.2</b>	<b>88,942.7</b>	<b>101,178.6</b>	<b>103,978.6</b>
Production de Biens & Services marchands	63,822.8	70,206.1	78,465.4	89,919.	91,984.3
Production SIFIM	964.2	1,245.	1,465.3	1,531.1	1,438.5
Production de services d'assurances	169.3	231.5	318.3	384.9	353.5
Production de services non marchands	7,434.8	8,022.6	8,693.8	9,343.6	10,202.2
<b>Consommation intermédiaire</b>	<b>34,478.8</b>	<b>37,884.</b>	<b>43,061.9</b>	<b>50,024.2</b>	<b>50,138.2</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>32,955.5</b>	<b>35,888.6</b>	<b>38,997.5</b>	<b>42,839.3</b>	<b>46,085.4</b>
Consommation publique	7,084.3	7,645.4	8,298.	8,917.	9,715.
consommation privée	25,871.3	28,243.2	30,699.5	33,922.3	36,370.4
<b>Formation brute de capital fixe</b>	<b>8,981.3</b>	<b>10,333.4</b>	<b>11,490.4</b>	<b>13,060.4</b>	<b>14,310.3</b>
<b>Variation des stocks</b>	<b>96.1</b>	<b>396.1</b>	<b>318.6</b>	<b>998.3</b>	<b>103.2</b>
<b>Importation de biens &amp; services</b>	<b>18,975.5</b>	<b>21,922.9</b>	<b>26,418.8</b>	<b>32,440.3</b>	<b>28,151.6</b>
<b>Exportation de biens &amp; services</b>	<b>18,813.6</b>	<b>21,060.9</b>	<b>25,469.9</b>	<b>30,761.1</b>	<b>26,428.1</b>
<b>OPERATIONS DE REPARTITION</b>					
<b>Rémunération des salariés</b>	<b>15,080.7</b>	<b>16,348.7</b>	<b>18,135.7</b>	<b>19,699.8</b>	<b>21,426.5</b>
Salaires et traitements bruts	13,115.4	14,213.6	15,724.	17,320.5	18,768.5
<b>versés par:</b>					
- Les résidents	13,033.6	14,123.6	15,624.7	17,195.5	18,575.1
- L'extérieur	81.8	90.	99.2	125.	193.4
<b>reçus par:</b>					
- Les résidents	13,099.3	14,196.7	15,706.2	17,301.9	18,749.
- L'extérieur	16.1	16.9	17.8	18.6	19.6
Charges sociales payées par les employeurs	1,965.3	2,135.1	2,411.7	2,379.3	2,658.
<b>Impôts indirects</b>	<b>5,097.7</b>	<b>5,289.1</b>	<b>5,723.8</b>	<b>6,669.9</b>	<b>6,962.5</b>
Impôts indirects liés à la production	346.6	420.3	510.5	561.5	597.
Impôts indirects sur les produits	4,751.2	4,868.7	5,213.3	6,108.4	6,365.5
Dont impôts sur les importations	575.3	572.3	595.5	687.	659.2
<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>953.7</b>	<b>1,123.9</b>	<b>1,394.8</b>	<b>2,234.5</b>	<b>1,714.7</b>
<b>Intérêts.dividendes.et aut revenus distribués</b>	<b>7,196.8</b>	<b>7,901.7</b>	<b>9,187.3</b>	<b>10,069.5</b>	<b>9,372.3</b>
Intérêts	4,531.1	5,161.1	5,547.7	5,509.9	5,254.5
Intérêts versés par les résidents	4,414.3	4,959.9	5,218.5	5,223.9	5,184.6
dont versés à l'extérieur	896.2	973.4	971.5	954.3	954.1
Intérêts reçus par les résidents	3,634.8	4,187.7	4,576.3	4,555.6	4,300.4
dont reçus de l'exterieur	116.8	201.3	329.2	286.	69.9
Dividendes et autres revenus distribués	2,665.7	2,740.6	3,639.6	4,559.7	4,117.8
Divid.et aut.revenus versés par les résidents	2,550.5	2,617.4	3,497.9	4,388.1	3,839.2
dont versés à l'extérieur	1,558.7	1,528.9	2,172.5	2,681.4	2,406.6
Dividendes et aut.rev. reçus par les résidents	1,107.1	1,211.7	1,467.1	1,878.3	1,711.3
dont reçus de l'extérieur	115.1	123.2	141.7	171.5	278.6

**ANNEXE 10 BIS (SUITE)**  
**OPERATIONS AGREGÉES**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

<b>OPERATIONS AGREGÉES (suite )</b>					
	2005	2006	2007	2008*	2009**
Opérations d'assurancesdommage (Indemnité=primes nettes)	409.5	440.5	424.	416.	489.
Impôts directs	2,960.7	3,210.3	3,823.3	4,280.2	4,724.2
Impôts sur le revenu	2,562.	2,736.8	3,310.7	3,662.4	4,080.1
Autres impôts directs	398.6	473.5	512.6	617.8	644.1
Cotisations sociales	2,939.	3,169.4	3,354.1	4,151.	4,325.4
Cotisations sociales effectives	2,636.6	2,840.1	2,974.1	3,789.4	3,895.
Cotisations sociales imputées	302.4	329.4	380.	361.5	430.4
Prestations sociales	2,235.	2,271.1	2,478.7	3,393.3	3,722.8
Prestations de sécurité sociale en espèces	1,591.2	1,550.5	1,658.4	2,568.4	2,836.5
Prestations d'assurance sociale	110.2	111.4	119.3	127.7	131.5
Prestations assurance sociale directe d'employeur	302.4	329.4	379.6	361.5	430.4
Autres prestations sociales en espèces	231.2	279.9	321.3	335.7	324.4
Autres transferts courants	3,157.5	3,276.5	3,540.3	4,068.3	4,448.2
Transferts courants entre admini. publiques	422.9	321.3	352.3	645.5	675.4
Coopération internationale courante	107.2	126.8	156.7	213.3	209.4
Autres transferts courants divers	2,627.4	2,828.4	3,031.3	3,209.5	3,563.3
Transferts en capital	802.	949.	1,012.6	1,265.2	1,602.5
Impôts sur le capital	11.7	14.6	16.3	18.	20.6
Subventions d'investissement	340.2	318.3	251.5	552.5	720.1
Autres transferts en capital	450.1	616.1	744.8	694.8	861.9
<b>SOLDES COMPTABLES</b>					
Valeur ajoutée brute	37,912.2	41,821.2	45,880.8	51,154.5	53,840.5
Revenu d'exploitation	22,728.1	25,332.3	27,492.	31,208.6	32,294.5
Revenu disponible brut	41,644.4	45,793.7	49,631.5	54,788.9	58,833.
Epargne brute	39,713.7	43,651.5	47,265.9	52,147.	55,937.1
Capacité ou besoin de inancement	-223.6	-631.6	-962.8	-2,011.9	-1,443.8
Solde des créances et des dettes	-223.6	-631.5	-962.8	-2,011.9	-1,443.8
Ajustement	0.0	-1	0.0	0.0	0.0

Source :INS

**ANNEXE 11 BIS**  
**PRODUCTION PAR PRODUIT AUX PRIX COURANT**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

	2005	2006	2007	2008*	2009**
Agriculture et pêche	5,025.4	5,572.9	5,658.3	5,692.2	6,418.7
Industries Agro-alimentaires	5,922.2	6,734.4	7,814.1	8,787.1	9,003.6
Industrie du Tabac	131.7	134.2	143.4	157.2	170.2
Textile. Habillement et cuir	6,198.1	6,158.	6,972.1	7,126.2	6,413.7
Industries diverses	2,562.7	2,658.5	2,758.	3,019.	3,197.
Rafinage de pétrole	1,163.1	1,402.	1,434.7	2,044.	1,585.5
Industries chimiques	2,997.9	3,245.7	3,740.3	6,717.1	6,581.2
Matériaux de construction. céramique et verre	1,423.	1,522.6	1,636.2	1,781.3	1,863.3
Industries mécaniques et électriques	4,921.3	6,111.4	7,736.2	9,155.4	8,782.7
Extraction de pétrole et gaz naturel	2,192.1	2,573.8	3,735.5	4,848.	3,618.6
Mines	538.1	550.6	670.7	1,214.4	1,213.7
Electricité et Gaz	932.2	1,151.6	1,191.4	1,532.4	1,533.4
Eau	182.9	190.2	194.1	220.5	233.7
Bâtiment et génie civil	5,747.1	6,262.	6,677.5	7,196.8	8,010.
Entretien et réparation	421.	447.5	572.9	607.8	660.
Commerce	4,400.2	4,794.9	4,967.7	5,568.5	6,297.3
Services d'hôtellerie et de restauration	3,823.9	4,091.8	4,382.1	4,750.2	5,056.9
Transports	5,154.8	5,660.5	6,342.4	7,052.	7,259.7
Poste et télécommunication	1,919.5	2,266.2	2,210.7	2,450.2	2,873.6
Services financiers	1,607.2	2,029.	2,421.8	2,657.5	2,511.
Autres Services marchands	7,692.1	8,124.8	8,988.9	9,257.2	10,492.5
Services non marchands	7,434.8	8,022.6	8,693.8	9,343.6	10,202.2
Dont Administration publique	7,200.6	7,772.8	8,432.9	9,066.7	9,903.7
<b>ENSEMBLE</b>	<b>72,391.1</b>	<b>79,705.2</b>	<b>88,942.7</b>	<b>101,178.6</b>	<b>103,978.6</b>

Source :INS

**ANNEXE 12 BIS**  
**PRODUCTION PAR SECTEUR D'ACTIVITE AUX PRIX COURANT**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

	2005	2006	2007	2008*	2009**
Agriculture et pêche	5,211.	5,777.5	5,862.9	5,899.4	6,625.8
Industries Agro-alimentaires	5,709.9	6,424.4	7,414.4	8,327.	8,455.5
Industrie du Tabac	197.2	201.8	214.6	233.3	254.5
Textile. Habillement et cuir	6,199.4	6,170.	7,027.3	7,182.7	6,464.4
Industries diverses	2,523.6	2,613.3	2,744.6	3,004.9	3,182.2
Rafinage de pétrole	612.1	882.4	835.8	1,250.1	1,538.7
Industries chimiques	2,984.2	3,199.4	3,711.3	6,573.4	6,452.4
Matériaux de construction. céramique et verre	1,451.5	1,553.1	1,675.4	1,820.4	1,875.4
Industries mécaniques et électriques	4,928.	6,104.3	7,722.8	9,140.3	8,784.7
Extraction de pétrole et gaz naturel	2,185.8	2,572.9	3,587.	4,810.	3,537.2
Mines	560.2	579.2	717.3	1,292.1	1,292.6
Electricité et Gaz	1,013.2	1,205.4	1,327.3	1,483.9	1,432.
Eau	218.1	227.8	233.3	247.6	262.1
Bâtiment et génie civil	5,723.3	6,187.4	6,616.3	7,101.8	7,936.7
Entretien et réparation	437.	463.3	491.1	520.8	562.5
Commerce	4,636.3	5,062.9	5,532.8	6,309.6	6,577.7
Services d'hôtellerie et de restauration	3,741.5	4,003.7	4,278.8	4,587.9	4,897.2
Transports	5,215.2	5,679.3	6,257.1	7,032.3	7,184.2
Poste et télécommunication	2,079.6	2,249.9	2,408.2	2,680.5	3,096.7
Services financiers	1,706.3	2,088.5	2,499.5	2,725.1	2,608.2
Autres Services marchands	7,138.	7,936.4	8,561.9	8,971.6	10,090.7
Services non marchands	7,919.6	8,522.3	9,223.	9,983.9	10,867.3
Dont Administration publique	7,684.5	8,271.5	8,961.	9,705.8	10,567.5
<b>ENSEMBLE</b>	<b>72,391.1</b>	<b>79,705.2</b>	<b>88,942.7</b>	<b>101,178.6</b>	<b>103,978.6</b>

Source :INS

**ANNEXE 13 BIS**  
**VALEURS AJOUTEES PAR SECTEUR D'ACTIVITE AUX PRIX COURANTS**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

	2005	2006	2007	2008*	2009**
<b>AGRICULTURE ET PECHE</b>	<b>3 839.5</b>	<b>4 246.5</b>	<b>4 309.3</b>	<b>4 335.6</b>	<b>4 885.5</b>
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	<b>6 553.8</b>	<b>7 391.9</b>	<b>8 397.1</b>	<b>9 956.2</b>	<b>9 937.5</b>
Industries Agro-alimentaires	1,116.3	1,222.7	1,398.8	1,544.9	1,620.1
Industrie du Tabac	56.8	58.8	63.4	65.9	69.9
Textile. Habillement et cuir	1,787.2	1,773.4	2,019.8	2,064.2	1,857.8
Industries diverses	782.	811.7	851.8	932.6	987.6
Raffinage de pétrole	191.2	481.5	420.	836.7	947.6
Industries chimiques	644.2	689.1	789.9	1,221.7	1,204.5
Matériaux de construction. céramique et verre	616.8	663.7	718.9	780.2	815.3
Industries mécaniques et électriques	1,359.3	1,690.9	2,134.6	2,510.	2,434.7
<b>INDUSTRIES NON MANUFACTURIERES</b>	<b>4 514.2</b>	<b>5 046.8</b>	<b>6 017.8</b>	<b>7 370.6</b>	<b>6 965.5</b>
Extraction de pétrole et gaz naturel	1,794.	2,136.	2,908.7	3,746.7	3,062.
Mines	279.7	288.5	328.1	642.7	592.5
Electricité et Gaz	405.7	439.1	456.	550.	584.4
Eau	149.5	154.3	154.8	163.4	173.1
Bâtiment et génie civil	1,885.3	2,029.	2,170.2	2,267.8	2,553.5
<b>ACTIVITES DE SERVICES MARCHANDS</b>	<b>17 023.9</b>	<b>18 826.4</b>	<b>20 377.6</b>	<b>22 143.4</b>	<b>23 918.9</b>
Entretien et réparation	166.2	176.7	187.3	198.7	215.8
Commerce	3,313.2	3,619.7	3,837.4	4,001.8	4,482.
Services d'hôtellerie et de restauration	2,264.5	2,423.2	2,590.9	2,785.1	2,924.7
Transports	3,339.9	3,623.8	3,999.3	4,600.4	4,736.2
Poste et télécommunication	1,651.2	1,786.4	1,949.5	2,200.	2,547.7
Services financiers	1,378.6	1,700.4	2,048.2	2,267.4	2,149.2
Autres Services marchands	4,910.3	5,496.2	5,765.	6,090.	6,863.3
<b>Consommation intermédiaire non ventilée en service financiers (en-)</b>	<b>580.9</b>	<b>750.2</b>	<b>885.2</b>	<b>925.1</b>	<b>869.1</b>
<b>ACTIVITES MARCHANDES</b>	<b>31 350.5</b>	<b>34 761.4</b>	<b>38 216.5</b>	<b>42 880.8</b>	<b>44 838.3</b>
<b>ACTIVITES NON MARCHANDES</b>	<b>6 561.7</b>	<b>7 059.8</b>	<b>7 664.3</b>	<b>8 273.7</b>	<b>9 002.2</b>
Services d'administration publique	6,369.6	6,854.1	7,449.4	8,044.8	8,755.5
Services fournis par les organisations associatives	53.1	55.5	57.8	60.3	65.1
services domestiques	139.	150.1	157.1	168.5	181.7
<b>P.I.B AUX COUTS DES FACTEURS</b>	<b>37 912.2</b>	<b>41 821.2</b>	<b>45 880.8</b>	<b>51 154.5</b>	<b>53 840.5</b>
Impôts indirects nets de subventions	3 958.8	3 935.0	3 976.7	4 064.3	4 934.9
<b>P.I.B (aux prix du marché)</b>	<b>41 871.0</b>	<b>45 756.2</b>	<b>49 857.5</b>	<b>55 218.8</b>	<b>58 775.4</b>

Source :INS

**ANNEXE 14 BIS**  
**VALEURS AJOUTEES PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL AUX PRIX COURANT**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

	2005	2006	2007	2008*	2009**
Sociétés non inancières (SNF)	13,619.2	14,632.4	17,203.8	18,791.3	19,411.8
Sociétés inancières (IF)	1,375.2	1,696.	2,043.	2,261.9	2,144.
Administrations publiques (APU)	6,302.6	6,767.6	7,347.3	7,938.3	8,655.4
Ménages (y.c entreprises individuelles)	16,615.2	18,725.3	19,286.7	22,162.8	23,629.2
<b>Total des secteurs résidents</b>	<b>37,912.2</b>	<b>41,821.2</b>	<b>45,880.8</b>	<b>51,154.4</b>	<b>53,840.5</b>

Source :INS

**ANNEXE 15 BIS**  
**CONSOMMATION FINALE DES MÈNAGES PAR PRODUIT AUX PRIX COURANT**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

	2005	2006	2007	2008*	2009**
A01.Agriculture et pêche	2,108.8	2,301.1	2,270.8	2,334.9	2,730.1
C15 . Industries Agro-alimentaires	4,370.	5,228.6	5,961.1	6,711.3	7,161.6
C16 . Industrie du Tabac	864.1	873.5	936.4	980.1	1,153.3
D17 . Textile. Habillement et cuir	2,780.2	2,512.8	2,667.1	3,236.1	2,811.3
D20 . Industries diverses	1,463.6	1,538.8	1,376.2	1,496.9	1,685.2
E23. Raffinage de pétrole	747.2	962.5	1,225.1	1,403.3	1,536.8
E24 . Industries chimiques	1,116.	1,247.7	1,456.6	1,580.1	1,834.2
E26 . Materiaux de construction. céramique et verre	124.8	113.6	132.9	162.7	182.1
F27 . Industries mécaniques et électriques	2,501.	2,549.1	2,745.4	3,079.9	3,213.9
B11 .Extraction de pétrole et gaz naturel	105.9	115.1	110.7	174.7	85.3
B13 . Mines	20.4	16.7	19.1	22.	20.8
G40 . Electricité et Gaz	364.8	478.2	470.1	609.9	611.8
G41 . Eau	135.4	141.	146.3	134.7	143.1
H45 . Bâtiment et génie civil	30.9	33.	35.	40.6	44.5
I50 . Entretien et réparation	290.5	307.	325.4	345.3	374.9
I51 . Commerce	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
I55 . Services d'hôtellerie et de restauration	3,854.	4,135.9	4,335.9	4,698.3	4,998.2
I60 . Transports	997.3	1,110.6	1,228.7	1,360.8	1,625.5
I64 . Poste et télécommunication	726.5	977.1	1,123.8	1,261.6	1,307.1
I65 . Services inanciers	588.2	693.6	918.2	961.5	1,031.2
I70. Autres Services marchands	4,690.9	5,078.9	5,629.	6,050.5	6,636.
Services non marchands	7,432.6	8,020.4	8,691.5	9,341.2	10,199.7
correction terretoriale	-2,357.6	-2,546.7	-2,807.8	-3,147.	-3,301.1
<b>ENSEMBLE</b>	<b>32,955.5</b>	<b>35,888.6</b>	<b>38,997.4</b>	<b>42,839.3</b>	<b>46,085.4</b>

Source :INS

**ANNEXE 16 BIS**  
**FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PAR PRODUIT AUX PRIX COURANTS**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

	2005	2006	2007	2008*	2009**
A01.Agriculture et pêche	48.8	44.9	53.6	43.3	55.3
D20 . Industries diverses	235.6	304.3	295.5	309.8	367.8
F27 . Industries mécaniques et électriques	2,477.6	3,201.1	3,950.4	4,909.8	5,287.7
B11 .Extraction de pétrole et gaz naturel	83.2	78.	132.8	168.1	126.5
H45 . Bâtiment et génie civil	5,909.	6,452.1	6,787.1	7,337.7	8,162.
I70. Autres Services marchands	227.2	253.	271.	291.8	311.
<b>ENSEMBLE</b>	<b>8,981.3</b>	<b>10,333.4</b>	<b>11,490.4</b>	<b>13,060.4</b>	<b>14,310.3</b>

Source :INS

**ANNEXE 17 BIS**  
**FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL**  
**AUX PRIX COURANT**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

	2005	2006	2007	2008	2009
<b>ENTREPRISES</b>	<b>5,745.5</b>	<b>6,897.5</b>	<b>7,854.4</b>	<b>9,108.5</b>	<b>9,633.3</b>
<b>ENTREPRISES NON FINANCIERES</b>	<b>5,622.1</b>	<b>6,757.6</b>	<b>7,689.8</b>	<b>8,938.8</b>	<b>9,453.8</b>
Sociétés non financières	4,566.2	5,374.5	5,886.2	6,668.8	6,833.5
Entreprises publiques	1,757.8	1,968.3	2,070.9	2,086.5	2,219.1
Sociétés privées	2,808.4	3,406.2	3,815.3	4,582.3	4,614.4
Entreprises individuelles	1 056.0	1 383.1	1 803.6	2 270.0	2 620.2
<b>INSTITUTIONS FINANCIERES</b>	<b>123.4</b>	<b>139.9</b>	<b>164.6</b>	<b>169.7</b>	<b>179.5</b>
INSTITUTIONS DE CREDIT	108.1	124.5	148.2	151.	159.1
SOCIETES D'ASSURANCE	13.3	13.4	12.7	14.8	14.9
AXILIAIRES FINANCIERS	2.	2.	3.7	3.9	5.4
<b>ADMINISTRATION PUBLIQUE</b>	<b>1,706.4</b>	<b>1,801.9</b>	<b>1,949.9</b>	<b>2,254.2</b>	<b>2,776.1</b>
ADMINISTRATIONS CENTRALE	1,582.8	1,690.5	1,856.2	2,183.1	2,662.3
COLLECTIVITES LOCALES	116.	107.8	89.9	65.3	107.6
ORGANISMES DES SECURITE SOCIALE	7.5	3.6	3.8	5.8	6.2
<b>MENAGES ( logement )</b>	<b>1,529.3</b>	<b>1,633.9</b>	<b>1,686.1</b>	<b>1,697.7</b>	<b>1,900.8</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>8,981.2</b>	<b>10,333.4</b>	<b>11,490.4</b>	<b>13,060.4</b>	<b>14,310.2</b>

Source :INS

**ANNEXE 18 BIS**  
**FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE DES ENTREPRISES PAR SECTEUR**  
**D'ACTIVITE AUX PRIX COURANTS**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

	2005	2006	2007	2008	2009
<b>AGRICULTURE ET PECHE</b>	<b>430.6</b>	<b>501.8</b>	<b>545.</b>	<b>487.9</b>	<b>427.4</b>
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	<b>1 042.7</b>	<b>1 068.8</b>	<b>1 210.3</b>	<b>1 526.5</b>	<b>1 429.2</b>
C15 . Industries Agro-alimentaires	216.4	229.9	261.2	270.1	288.
C16 . Industrie du Tabac	13.6	10.1	8.8	9.9	12.
D17 . Textile. Habillement et cuir	200.4	190.	237.	284.9	249.2
D20 . Industries diverses	138.7	142.8	138.9	140.	145.
E23. Raffinage de pétrole	28.	25.	33.	40.	50.
E24 . Industries chimiques	82.	80.	92.	135.	150.
E26 . Matériaux de construction. céramique et verre	163.6	166.	154.4	308.6	225.
F27 . Industries mécaniques et électriques	200.	225.	285.	338.	310.
<b>INDUSTRIES NON MANUFACTURIERES</b>	<b>1 028.4</b>	<b>1 852.1</b>	<b>2 558.1</b>	<b>3 296.2</b>	<b>3 646.9</b>
B11 .Extraction de pétrole et gaz naturel	345.	1 123.0	1 831.0	2 509.0	2 260.2
B13 . Mines	58.3	80.6	97.6	97.9	126.6
G40 . Electricité et Gaz	336.1	382.3	342.1	347.2	926.
G41 . Eau	104.	76.2	77.4	117.1	94.1
H45 . Bâtiment et génie civil	185.	190.	210.	225.	240.
<b>ACTIVITES DE SERVICES MARCHANDS</b>	<b>3 243.9</b>	<b>3 474.9</b>	<b>3 541.0</b>	<b>3 797.9</b>	<b>4 129.9</b>
I50 . Entretien et réparation	20.7	27.4	29.1	31.3	32.7
I51 . Commerce	195.	199.8	212.3	240.	250.5
I55 . Services d'hôtellerie et de restauration	308.8	328.7	349.4	350.9	378.3
I60 . Transports	835.	895.5	1 089.9	1 226.3	1 310.7
I64 . Poste et télécommunication	534.	595.3	644.3	675.6	720.7
I65 . Services financiers	123.5	139.9	168.6	171.2	178.7
I70 . Autres Services	1 226.9	1 288.3	1 047.4	1 102.6	1 258.3
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5,745.7</b>	<b>6,897.6</b>	<b>7,854.4</b>	<b>9,108.5</b>	<b>9,633.4</b>

Source :INS

**ANNEXE 19 BIS**  
**IMPORTATION PAR PRODUIT AUX PRIX COURANTS**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

	2005	2006	2007	2008	2009
Agriculture et pêche	757.9	768.5	1,312.6	1,811.8	1,364.1
Industries Agro-alimentaires	818.9	899.6	924.	1,354.8	997.2
Industrie du Tabac	104.5	72.	63.	69.5	109.
Textile. Habillement et cuir	3,632.2	3,723.8	3,935.7	3,947.5	3,615.9
Industries diverses	1,295.7	1,468.7	1,694.7	1,858.	1,842.5
Raffinage de pétrole	1,112.1	1,552.4	2,252.7	3,067.7	1,968.7
Industries chimiques	1,731.2	1,771.3	2,369.	2,777.5	2,671.
Matériaux de construction. céramique et verre	90.8	84.5	119.5	181.	201.6
Industries mécaniques et électriques	6,945.4	8,723.2	10,367.	12,065.8	11,632.9
Extraction de pétrole et gaz naturel	709.1	953.3	1,157.4	1,845.4	1,217.6
Mines	262.	225.6	239.8	1,262.3	257.2
Electricité et Gaz					
Eau					
Bâtiment et génie civil					
Entretien et réparation					
Commerce					
Services d'hôtellerie et de restauration					
Transports	1,359.	1,558.8	1,776.1	2,195.7	1,891.
Poste et télécommunication	36.	36.2	36.2	41.	55.5
Services financiers	212.2	181.2	257.8	289.2	340.8
Autres Services marchands	480.3	585.5	640.4	722.	764.6
Services non marchands	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Correction territoriale	446.2	505.4	519.9	525.9	509.4
Correction CAF/FAB	-1,017.9	-1,187.	-1,246.8	-1,574.8	-1,287.3
<b>ENSEMBLE</b>	<b>18,975.5</b>	<b>21,922.9</b>	<b>26,418.8</b>	<b>32,440.3</b>	<b>28,151.6</b>

Source :INS

**ANNEXE 20 BIS**  
**EXPORTATION PAR PRODUIT AUX PRIX COURANTS**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

	2005	2006	2007	2008*	2009**
Agriculture et pêche	289.	320.5	435.1	412.7	492.6
Industries Agro-alimentaires	979.1	1,425.2	1,257.8	1,540.8	1,320.
Industrie du Tabac	74.9	53.9	40.6	56.7	51.
Textile. Habillement et cuir	5,234.1	5,357.6	6,070.6	5,631.8	5,563.6
Industries diverses	504.3	499.4	877.	932.	932.6
Raffinage de pétrole	300.9	352.7	673.5	781.	603.5
Industries chimiques	1,236.2	1,392.3	1,725.5	3,772.6	1,969.6
Matériaux de construction. céramique et verre	193.8	218.6	294.	355.	313.4
Industries mécaniques et électriques	3,392.7	4,185.7	5,301.4	6,595.2	6,089.8
Extraction de pétrole et gaz naturel	1,426.6	1,701.4	2,661.4	3,368.3	2,075.3
Mines	87.5	70.	105.8	229.2	117.2
Electricité et Gaz					
Eau					
Bâtiment et génie civil					
Entretien et réparation					
Commerce					
Services d'hôtellerie et de restauration					
Transports	1,430.3	1,559.3	1,668.2	2,078.1	1,687.2
Poste et télécommunication	23.6	31.3	38.5	48.8	307.2
Services financiers	144.6	165.5	185.1	222.4	181.4
Autres Services marchands	692.2	675.4	807.6	1,063.7	913.3
Services non marchands					
Correction territoriale	2,803.8	3,052.1	3,327.7	3,672.9	3,810.5
Correction CAF/FAB					
<b>ENSEMBLE</b>	<b>18,813.6</b>	<b>21,060.9</b>	<b>25,469.9</b>	<b>30,761.1</b>	<b>26,428.1</b>

Source :INS

**ANNEXE 21 BIS**  
**COMPTES DES SOCIETES NON FINANCIERES (S.N.F)**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

<b>EMPLOIS</b>					
<b>Opérations et soldes comptables</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008*</b>	<b>2009**</b>
<b>Production ou Compte extérieur Biens &amp; Services</b>					
Consommation intermédiaire	23 560.8	26 191.6	29 233.7	34 066.3	34 253.9
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>13 619.2</b>	<b>14 632.4</b>	<b>17 203.8</b>	<b>18 791.3</b>	<b>19 411.8</b>
<b>Compte d'exploitation</b>					
Rémunération des salariés	6 151.7	6 751.9	7 517.3	8 094.0	8 702.5
<i>Salaires bruts</i>	5 124.6	5 619.9	6 239.3	6 812.5	7 416.5
<i>Cotis. sociales à la charge des employeurs</i>	1 027.0	1 132.0	1 278.0	1 281.5	1 285.9
Autres Impôts sur la production	251.1	323.2	355.4	429.4	441.4
Subventions sur la production	-97.	-121.6	-97.	-100.6	-193.6
<b>Revenu d'exploitation</b>	<b>7 313.6</b>	<b>7 678.9</b>	<b>9 428.2</b>	<b>10 368.4</b>	<b>10 461.5</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires</b>					
Revenus de la propriété	3 386.2	3 528.8	4 347.8	5 221.7	4 802.9
<i>Intérêts</i>	1 188.0	1 332.5	1 372.7	1 313.1	1 383.3
<i>Revenus distribués par les entreprises</i>	1 975.0	1 920.8	2 775.0	3 592.6	3 186.3
<i>Loyers nets des terres et redevances</i>	223.2	275.4	200.1	316.	233.3
<b>Solde des revenus primaires / Revenu national</b>	<b>4 471.2</b>	<b>4 615.6</b>	<b>5 499.2</b>	<b>5 599.0</b>	<b>6 117.9</b>
<b>Compte de distribution secondaire du revenu</b>					
Impôts courants sur les revenus et le patrimoine	1 190.5	1 195.3	1 495.6	1 550.8	1 608.5
Prestations sociales en espece	116.4	127.4	158.6	162.4	166.4
Autres transferts courants	318.1	347.5	338.2	353.9	400.8
<i>Primes nettes d'assurance-dommages</i>	210.4	241.5	230.4	241.3	283.2
<i>Autres transferts courants divers</i>	107.7	106.	107.8	112.6	117.6
<b>Revenu disponible brut</b>	<b>3 096.3</b>	<b>3 224.2</b>	<b>3 841.0</b>	<b>3 893.8</b>	<b>4 335.4</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible</b>					
<b>Epargne brute</b>	<b>3 096.3</b>	<b>3 224.2</b>	<b>3 841.0</b>	<b>3 893.8</b>	<b>4 335.4</b>
<b>Compte de capital</b>					
Transferts en capital	46.	40.	44.8	45.4	45.9
<i>Autres transferts en capital</i>	46.	40.	44.8	45.4	45.9
Formation Brute de capitale Fixe	4 566.2	5 374.5	5 886.2	6 668.8	6 833.5
Variation de stocks	-388.2	-310.1	148.	779.1	80.2
Actifs non produits	62.4	69.3	73.4	74.8	76.3
<b>Capacité ou besoin de inancement</b>	<b>-678.2</b>	<b>-1 360.2</b>	<b>-1 727.9</b>	<b>-2 815.0</b>	<b>-1 611.7</b>
Ecart Statistique	-12.1	-13.4	-10.6	-10.6	-10.9
<b>Compte Financier</b>					
<b>VARIATIONS DES CREANCES</b>					
Or monétaire et DTS					
Monnaie et dépôts	745.3	724.9	1 351.9	1 482.2	1 171.7
Titres autres que les actions	-124.	191.3	-35.9	266.6	136.2
Crédits	3.	-3.6	-4.5	-5.	-8.7
Actions et autres participations	1 194.6	-1 268.4	-212.4	-632.3	553.6
Réserves techniques d'assurances	80.5	93.7	34.4	37.6	54.2
Autres instruments inanciers	593.2	2 093.2	-16.6	1 237.4	1 585.1

**ANNEXE 21 BIS (SUITE)**  
**COMPTES DES SOCIETES NON FINANCIERES (S.N.F)**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

<b>RESSOURCES</b>					
<b>Opérations et soldes comptables</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008*</b>	<b>2009**</b>
<b>Production ou Compte extérieur Biens &amp; Services</b>					
Production des biens et services marchands	37 180.0	40 823.9	46 437.4	52 857.6	53 665.6
<b>Compte d'exploitation</b>					
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>13 619.2</b>	<b>14 632.4</b>	<b>17 203.8</b>	<b>18 791.3</b>	<b>19 411.8</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires</b>					
<b>Revenu d'exploitation</b>	<b>7 313.6</b>	<b>7 678.9</b>	<b>9 428.2</b>	<b>10 368.4</b>	<b>10 461.5</b>
Revenus de la propriété	543.9	465.5	418.9	452.3	459.2
<i>Intérêts</i>	<i>511.3</i>	<i>426.9</i>	<i>375.9</i>	<i>403.1</i>	<i>402.6</i>
<i>Revenus distribués par les entreprises</i>	<i>29.6</i>	<i>35.6</i>	<i>39.3</i>	<i>45.</i>	<i>51.9</i>
<i>Loyers nets des terres et redevances</i>	<i>3.</i>	<i>3.</i>	<i>3.7</i>	<i>4.2</i>	<i>4.7</i>
<b>Compte de distribution secondaire du revenu</b>					
<b>Solde des revenus primaires / Revenu national</b>	<b>4 471.2</b>	<b>4 615.6</b>	<b>5 499.2</b>	<b>5 599.0</b>	<b>6 117.9</b>
Cotisations sociales	116.4	127.4	158.6	162.4	166.4
Autres transferts courants	133.6	151.4	175.7	199.5	226.8
<i>Indemnités d'assurance-dommages</i>	<i>133.6</i>	<i>151.4</i>	<i>175.7</i>	<i>199.5</i>	<i>226.8</i>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible</b>					
<b>Revenu disponible brut</b>	<b>3 096.3</b>	<b>3 224.2</b>	<b>3 841.0</b>	<b>3 893.8</b>	<b>4 335.4</b>
<b>Compte de capital</b>					
Epargne brute	3 096.3	3 224.2	3 841.0	3 893.8	4 335.4
Transferts en capital	511.9	589.3	583.5	859.3	1 088.8
<i>Subventions d'investissement</i>	<i>295.6</i>	<i>287.2</i>	<i>215.</i>	<i>498.3</i>	<i>649.5</i>
<i>Autres transferts en capital</i>	<i>216.3</i>	<i>302.</i>	<i>368.5</i>	<i>361.</i>	<i>439.3</i>
<b>Compte financier</b>					
<b>VARIATION DES DETTES</b>					
Or monétaire et DTS					
Monnaie et dépôts					
Titres autres que les actions	106.3	51.9	60.4	-.9	-76.7
Crédits	991.9	573.3	1 129.5	2 007.5	2 440.1
Actions et autres participations	2 195.1	2 534.3	1 098.3	1,887.8	2 302.6
Autres instruments financiers	-134.6	18.2	545.9	1,296.5	426.8
<b>Solde des créances et dettes</b>	<b>-666.1</b>	<b>-1 346.8</b>	<b>-1 717.3</b>	<b>-2 804.4</b>	<b>-1 600.8</b>

Source :INS

**ANNEXE 22 BIS**  
**COMPTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (APU)**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

<b>EMPLOIS</b>					
<b>Opérations et soldes comptables</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008*</b>	<b>2009**</b>
<b>Production ou Compte extérieur Biens &amp; Services</b>					
Consommation intermédiaire	1 381.9	1 503.9	1 613.7	1 767.5	1 912.0
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>6 302.6</b>	<b>6 767.6</b>	<b>7 347.3</b>	<b>7 938.3</b>	<b>8 655.4</b>
<b>Compte d'exploitation</b>					
Rémunération des salariés	5 017.2	5 370.3	5 832.9	6 297.2	6 885.8
<i>Salaires bruts</i>	4 376.6	4 670.4	5 032.7	5 557.8	6 081.8
<i>Cotis. sociales à la charge des employeurs</i>	640.6	699.8	800.2	739.4	803.9
Autres Impôts sur la production	8.	8.2	8.4	8.1	8.8
<b>Revenu d'exploitation</b>	<b>1 277.4</b>	<b>1 389.1</b>	<b>1 506.0</b>	<b>1 633.1</b>	<b>1 760.9</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires</b>					
Revenus de la propriété	1 082.0	1 138.1	1 192.6	1 187.7	1 199.6
<i>Intérêts</i>	1 082.0	1 138.1	1 192.6	1 187.7	1 199.6
<b>Solde des revenus primaires / Revenu national</b>	<b>5 537.9</b>	<b>5 905.0</b>	<b>6 107.0</b>	<b>6 797.8</b>	<b>7 623.9</b>
<b>Compte de distribution secondaire du revenu</b>					
Impôts courants sur les revenus et le patrimoine	35.1	33.5	34.1	36.9	38.8
Prestations sociales en espece	1 942.4	1 960.0	2 120.5	3 014.4	3 327.3
Autres transferts courants	624.7	525.4	648.3	906.3	983.6
<i>Primes nettes d'assurance-dommages</i>	10.4	11.4	12.6	8.4	9.6
<i>Transferts courants entre admini. publiques</i>	422.9	321.3	342.3	645.5	675.4
<i>Coopération internationale courante</i>	6.4	5.2	12.2	30.8	32.2
<i>Autres transferts courants divers</i>	185.	187.4	281.2	221.7	266.4
<b>Revenu disponible brut</b>	<b>9 279.3</b>	<b>10 055.5</b>	<b>10 794.9</b>	<b>12 135.0</b>	<b>13 229.4</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible</b>					
Dépense de consommation inale	7 574.6	8 162.2	8 810.2	9 413.4	10 282.4
<b>Epargne brute</b>	<b>1 704.6</b>	<b>1 893.3</b>	<b>1 984.7</b>	<b>2 721.6</b>	<b>2 947.0</b>
<b>Compte de capital</b>					
Transferts en capital	562.	677.1	716.9	979.9	1 288.9
<i>Subventions d'investissement</i>	340.2	318.3	251.5	552.5	720.1
<i>Autres transferts en capital</i>	221.7	358.8	465.4	427.5	568.8
Formation Brute de capitale Fixe	1 706.4	1 801.9	1 949.9	2 254.2	2 776.1
Actifs non produits	5.	4.8	12.1	18.9	22.6
<b>Capacité ou besoin de inancement</b>	<b>-380.</b>	<b>-407.1</b>	<b>-490.</b>	<b>-303.7</b>	<b>-852.2</b>
Ecart Statistique	4.1	4.8	1.8	1.9	2.8
<b>Compte financier</b>					
<b>VARIATIONS DES CREANCES</b>					
Or monétaire et DTS					
Monnaie et dépôts	117.9	89.9	161.9	-136.	1 142.8
Titres autres que les actions	-7.2	-7.2	-9.9	-81.9	-155.4
crédits	60.5	-98.8	-25.6	151.8	457.7
Actions et autres participations	160.3	160.3	-334.3	-49.7	47.5
Réserves techniques d'assurances	4.1	4.8	1.8	1.9	2.8
Autres instruments inanciers	230.3	228.8	93.2	170.	197.6

**ANNEXE 22 BIS (SUITE)**  
**COMPTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (APU)**  
**VALEURS EN MILLIONS DE DINARS**

<b>RESSOURCES</b>					
<b>Opérations et soldes comptables</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008*</b>	<b>2009**</b>
<b>Production ou Compte extérieur Biens &amp; Services</b>					
Production des biens et services	7 684.5	8 271.5	8 961.0	9 705.8	10 567.5
<i>Production des biens et services marchands</i>	483.9	498.7	528.1	639.2	663.8
<i>Production des services non marchands</i>	7 200.6	7 772.8	8 432.9	9 066.7	9 903.7
<b>Compte d'exploitation</b>					
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>6 302.6</b>	<b>6 767.6</b>	<b>7 347.3</b>	<b>7 938.3</b>	<b>8 655.4</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires</b>					
<b>Revenu d'exploitation</b>	<b>1 277.4</b>	<b>1 389.1</b>	<b>1 506.0</b>	<b>1 633.1</b>	<b>1 760.9</b>
Revenus de la propriété	1 198.4	1 488.8	1 464.7	1 917.0	1 814.8
<i>Intérêts</i>	336.4	543.7	366.3	341.8	348.4
<i>Revenus distribués par les entreprises</i>	594.1	664.9	868.2	1 270.2	1 184.9
<i>Loyers nets des terres et redevances</i>	267.8	280.2	230.2	305.	281.6
Impôts sur la production et les importations	5 097.7	5 289.1	5 723.8	6 669.9	6 962.5
<i>TVA non déductible</i>	2 307.5	2 486.6	2 659.3	3 331.3	3 399.7
<i>Droits et impôts sur les importations (hors TVA)</i>	575.3	572.3	595.5	687.	659.2
<i>Impôts sur les Exportations</i>	7.4	8.1	18.9	25.1	15.7
<i>Autres impôts sur les produits</i>	1 860.9	1 801.9	1 939.5	2 065.0	2 290.8
<i>Autres Impôts sur la production</i>	346.6	420.3	510.5	561.5	597.
Subventions	-953.7	-1 123.9	-1 394.8	-2 234.5	-1 714.7
<i>Subventions sur les produits</i>	-792.4	-933.8	-1 236.6	-2 044.0	-1 430.5
<i>Subventions sur la production</i>	-161.3	-190.1	-158.2	-190.4	-284.2
<b>Compte de distribution secondaire du revenu</b>					
<b>Solde des revenus primaires / Revenu national</b>	<b>5 537.9</b>	<b>5 905.0</b>	<b>6 107.0</b>	<b>6 797.8</b>	<b>7 623.9</b>
Impôts courants sur les revenus et le patrimoine	2 960.7	3 210.3	3 823.3	4 280.2	4 724.2
Cotisations sociales	2 646.4	2 858.3	2 995.5	3 772.0	3 929.9
Prestations sociales en espece					
Autres transferts courants	736.5	600.6	672.	1 242.5	1 301.1
<i>Indemnités d'assurance-dommages</i>	7.9	8.7	9.6	3.	3.2
<i>Transferts courants entre admini. publiques</i>	422.9	321.3	342.3	645.5	675.4
<i>Coopération internationale courante</i>	99.7	119.2	148.4	205.7	214.2
<i>Autres transferts courants divers</i>	205.9	151.4	171.7	388.3	408.3
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible</b>					
<b>Revenu disponible brut</b>	<b>9 279.3</b>	<b>10 055.5</b>	<b>10 794.9</b>	<b>12 135.0</b>	<b>13 229.4</b>
<b>Compte de capital</b>					
<b>Epargne brute</b>	<b>1 704.6</b>	<b>1 893.3</b>	<b>1 984.7</b>	<b>2 721.6</b>	<b>2 947.0</b>
Transferts en capital	188.6	183.5	204.1	227.7	288.4
<i>Impôts sur le capital</i>	11.7	14.6	16.3	18.	20.6
<i>Autres transferts en capital</i>	176.9	168.8	187.8	209.7	267.8
<b>Compte Financier</b>					
<b>VARIATION DES DETTES</b>					
Or monétaire et DTS					
Monnaie et dépôts	139.8	114.9	190.1	395.6	139.6
Titres autres que les actions	292.8	838.6	358.4	-924.6	-165.9
Crédits	306.5	-915.5	-588.7	193.2	55.7
Actions et autres participations					
Réserves techniques d'assurances					
Autres instruments inanciers	210.9	751.8	419.1	697.6	2 518.5
<b>Solde des créances et dettes</b>	<b>-384.2</b>	<b>-411.9</b>	<b>-491.7</b>	<b>-305.7</b>	<b>-855.</b>

Source :INS